

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix -Travail - Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTRE DES MARCHES PUBLICS

SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DE LA PROGRAMMATION
ET DU SUIVI DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

SECRETARIAT GENERAL

PUBLIC CONTRACTS PROGRAMMING
AND MONITORING DIVISION

EVALUATION BILAN DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS

- DEPARTEMENTS MINISTERIELS
- ETABLISSEMENTS PUBLICS
- PROJETS/PROGRAMMES
- SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
- COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

RAPPORT DE SUIVI

— AU 31 DECEMBRE 2022 —

Réglementation

MARCHÉS PUBLICS
APPELS D'OFFRES

Calendar

Sun	Mon	Tue	Wed	Thu	Fri
	6	7	1	2	3
5	13	14	8	9	10
12	19	20	15	16	17
18	25	26	22	23	24
16	23	24	28	29	30

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
SIGLES ET ABREVIATIONS	1
CONTEXTE	2
METHODOLOGIE	5
I. SITUATION DE REFERENCE DE L'EVALUATION	6
I.1 RAPPELS DES PERFORMANCES AU 30 JUIN 2022 DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS ET PROJETS/PROGRAMMES.....	6
I.2 RAPPELS DES PERFORMANCES AU 30 JUIN 2022 DES AUTRES CATEGORIES DE MO/MOD	7
I.3 RAPPELS DE LA MISE EN ŒUVRE AU 30 JUIN 2022 DES PROCEDURES EXCEPTIONNELLES DE GRE A GRE ET DEROGATOIRES DE REGIE	8
I.4 RAPPELS DE LA PROGRAMMATION DES MARCHES PUBLICS ACTUALISEE AU TERME DE L'EVALUATION AU 30 JUIN 2022	9
II. PROGRAMMATION DES MARCHES PUBLICS DE REFERENCE A L'EVALUATION BILAN	9
II.1 PROGRAMMATION INITIALE DES MARCHES PUBLICS AU 1 ^{ER} JANVIER 2022.....	10
II.2 CHANGEMENTS INTERVENUS SUR LA PERIODE SOUS REVUE	11
II.3 PROGRAMMATION ACTUALISEE DE REFERENCE A L'EVALUATION BILAN	13
III. SYNTHESE DES RESULTATS DE L'EVALUATION	13
III.1 SITUATION GLOBALE DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS ..	13
III.2 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS.....	19
III.3 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES PROJETS/PROGRAMMES.....	29
III.4 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	36
III.5 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	50
III.6 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES.....	59
IV. SITUATION DE LA PASSATION « EN LIGNE » DES MARCHES PUBLICS	70
V. INDICATEURS DE PERFORMANCE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHÉS ...	71
V.1 CALCUL DES DELAIS MOYENS DE PASSATION DES MARCHES.....	71
V.2 CALCUL DU TAUX DES MARCHES PASSES DANS UN DELAI INFERIEUR A 5 MOIS	74
VI. PROGRAMMATION ACTUALISÉE DES MARCHÉS PUBLICS DE FIN D'EXERCICE 2022	75
VII. POINTS SAILLANTS DE L'EVALUATION	76

SIGLES ET ABREVIATIONS

AAO	: Avis d'Appel d'Offres
AONO	: Appel d'Offres National Ouvert
AONR	: Appel d'Offres National Restreint
ASMI	: Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêts
CCCM	: Commission Centrale de Contrôle des Marchés
CDPM	: Commission Départementale de Passation des Marchés
CIPM	: Commission Interne de Passation des Marchés
COLEPS	: Cameroon On Line E-Procurement System
Covid-19	: Coronavirus Disease 2019
CPM	: Commission de Passation des Marchés
CRPM	: Commission Régionale de Passation des Marchés
CSPM	: Commission Spéciale de Passation des Marchés
CTD	: Collectivités Territoriales Décentralisées
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DC	: Demande de Cotation
DPSMP	: Division de la Programmation et du Suivi des Marchés Publics
DSI	: Division des Systèmes d'Information
FCFA	: Franc de la Coopération Française en Afrique
JPM	: Journal de Programmation des Marchés
MINMAP	: Ministère des Marchés Publics
MO	: Maître d'Ouvrage
MOD	: Maître d'Ouvrage Délégué
PPM	: Plan de Passation et d'Exécution des Marchés
SDE	: Services Déconcentrés de l'État
SIGAMP	: Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics
SND30	: Stratégie Nationale de Développement 2020 - 2030
TDR	: Termes De Référence
TOPC-4PM	: Tous les Projets Programmés Contractualisés au cours des quatre (04) Premiers Mois de l'année

CONTEXTE

Conformément aux dispositions des articles 38(1) et 40(1) du **Décret n°2012/075 du 08 mars 2012** portant organisation du Ministère des Marchés Publics (MINMAP), instaurant le suivi-évaluation trimestriel et l'actualisation périodique des marchés publics, réitérée par l'article 59(5) du **Décret n°2018/366 du 20 juin 2018** portant Code des Marchés Publics, le MINMAP, à travers la Division de la Programmation et du Suivi des Marchés Publics (DPSMP), s'y attèle pour l'ensemble des Maîtres d'Ouvrage et Maîtres d'Ouvrage Délégués (MO/MOD) ayant satisfait à l'exigence réglementaire de programmation des marchés publics.

Dans le prolongement de l'évaluation au 30 juin 2022 de la passation et de l'exécution des marchés publics de l'exercice 2022, il a été procédé à l'évaluation bilan desdites opérations pour le compte de l'exercice 2022, objet du présent Rapport.

L'objectif visé par cette évaluation est de dresser la situation annuelle au **31 décembre 2022** des opérations de passation et d'exécution des marchés publics. À cet effet, l'on

procède à la collecte et à l'analyse des données effectives de mise en œuvre des Plans de Passation et d'Exécution des Marchés (PPM), sur la base des pièces justificatives.

Faut-il le rappeler, l'activité de suivi-évaluation repose sur la programmation des marchés publics et, rend compte de la performance des acteurs intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Elle constitue à cet effet un instrument de pilotage du système des marchés pour l'information régulière des décideurs. Ce faisant, elle contribue in fine à l'atteinte des objectifs de la SND30 par le renforcement de la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des finances publiques.

Garant du bon fonctionnement du système des marchés publics, et dans sa quête permanente de la performance du secteur dont il a la charge, cette évaluation bilan permet au Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics, Autorité chargée des Marchés Publics, de **s'assurer non seulement de la passation des marchés publics dans un délai inférieur à cinq (05) mois, mais aussi de leurs exécution et réception effectives au terme de la période complémentaire achevée le 31 janvier 2023**. Il s'agit entre autres de veiller

à l'optimisation des délais de passation des marchés publics, tel que relevé au Point 432 (iv) de la SND30.

Bien plus, au terme de l'exercice 2022, cette évaluation bilan rend également compte du respect des prescriptions de la circulaire annuelle sur l'exécution du Budget de l'État et des autres Entités Publiques, en rapport avec les marchés publics, notamment en matière de dates d'arrêt d'apposition de visas budgétaires sur les projets de contrats et de dates d'arrêt des engagements financiers.

Dans la même veine, un suivi spécifique des procédures exceptionnelles de Gré à Gré et dérogatoires de Régie est également opéré, notamment pour l'information régulière de l'Autorité chargée des Marchés Publics, disposant des pouvoirs en la matière.

Faut-il le préciser, la présente évaluation bilan **ne concerne que les MO/MOD régis par le Code des Marchés Publics.**

La finalité de cette évaluation bilan est de dresser la situation annuelle de la passation et de l'exécution des marchés publics de l'exercice 2022 ; laquelle contribue par ailleurs à alimenter le **Rapport d'exécution budgétaire de**

l'année 2022 ; conformément aux prescriptions de la **Circulaire sur l'exécution du Budget de l'État et des autres Entités Publiques pour l'exercice 2022**, en exécution du **Calendrier de publication des statistiques des finances publiques de l'exercice 2022** et en droite ligne des exigences de la **Loi n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la Gestion des Finances Publiques au Cameroun.**

Dans cette perspective, cette situation annuelle retrace les données et informations en rapport avec la passation et l'exécution des marchés publics aussi bien en termes de prévisions que de réalisations. Elle tient compte également des changements opérés sur le budget de l'État et des autres Entités Publiques, à travers l'adoption de la Loi de finances rectificative matérialisée par **l'ordonnance présidentielle n°2022/001 du 02 juin 2022** modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n°2021/026 du 16 décembre 2021 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022.

De cette évaluation bilan, se dégagent les performances des Départements Ministériels, des Projets/Programmes, des

Établissements et Organismes publics, des Services Déconcentrés de l'État et des Collectivités Territoriales Décentralisées. Ces performances permettent ainsi de procéder à leur classement, en droite ligne du Point 83(vi) de la SND30 relatif à la promotion de l'émergence et au soutien des champions nationaux, notamment dans le secteur des marchés publics. Y sont également calculées, les valeurs des indicateurs du Programme 027 du Ministère des Marchés Publics portant sur « L'AMELIORATION DE L'ADMINISTRATION DES MARCHES PUBLICS ».

Les résultats d'analyse du présent rapport, structuré en sept (07) parties, portent essentiellement sur les phases clés de passation et d'exécution des marchés publics étayant au mieux les performances des différents acteurs concernés. Il s'agit des phases de transmission des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) aux Commissions de Passation des Marchés (CPM), d'examen desdits DAO, de transmission des DAO aux Commissions Centrales de Contrôle des Marchés (CCCM) le cas échéant, de publication des Avis d'Appel d'Offres (AAO), d'attribution et de signature des marchés, de démarrage et de réception des prestations.

Dans la première partie, il est rappelé **la situation de référence de cette évaluation bilan**, en termes d'une part

des performances au 30 juin 2022 des Départements Ministériels, Projets/Programmes et des autres catégories de MO/MOD et, d'autre part, de leur programmation actualisée des marchés publics à cette date d'évaluation.

La deuxième partie, quant à elle, précise **la programmation des marchés publics de référence à l'évaluation bilan**, tenant compte des changements intervenus du 30 juin au 31 décembre 2022, y compris la période complémentaire qui s'étend au 31 janvier 2023.

La troisième partie porte sur les **synthèses globale et spécifiques des performances des catégories des MO/MOD** aux phases clés sus-évoquées, et sur l'analyse du niveau de mise en œuvre des PPM ; tout en relevant les difficultés éventuellement rencontrées dans la passation des marchés, ainsi que les solutions adoptées.

La quatrième partie présente la **situation de la passation « en ligne » des marchés publics sur la plateforme COLEPS** en termes de statistiques de performance des 65 MO/MOD pilotes retenus pour l'exercice 2022.

La cinquième partie procède au **calcul des valeurs d'autres indicateurs de performance des opérations de passation des marchés publics pour la période sous**

revue, ainsi qu'au **calcul des indicateurs du Programme 027 du MINMAP**.

La sixième partie, quant-à-elle, présente la **programmation actualisée des marchés publics de fin d'exercice 2022**.

Enfin, la septième partie présente les **points saillants de cette évaluation bilan, assortis du classement des « meilleurs » MO/MOD** suivant les cinq (05) indicateurs clés de performance.

METHODOLOGIE

En prélude à la descente sur le terrain, des correspondances ont été adressées à l'ensemble des MO/MOD cibles ; en l'occurrence, les Chefs de Départements Ministériels, les Chefs/Coordonnateurs des Projets/Programmes, les Directeurs Généraux/Directeurs des Établissements Publics et Responsables des Organismes publics, les Gouverneurs des Régions et Préfets, ainsi que les Présidents des Conseils Régionaux et Conseils Exécutifs Régionaux, les Maires de Ville, les Maires de Commune d'Arrondissement et les Maires de Commune.

La démarche méthodologique se décline en trois temps à savoir la collecte, le traitement et l'évaluation.

S'agissant de la collecte des données, elle s'est opérée du **13 mars au 14 avril 2023** au niveau Central et en Régions. Au niveau Central, les équipes du MINMAP se sont déployées au sein des trente-huit (38) Départements Ministériels et de quarante-six (46) Projets/Programmes. En Régions, lesdites équipes se sont tout d'abord déployées dans les cinquante-cinq (55) Établissements Publics du Centre et, par la suite auprès des Délégations Régionales des Marchés Publics, afin de conduire les « **Ateliers Régionaux d'Évaluation** » auxquels ont pris part les différents MO/MOD, sous la coordination et l'encadrement des Délégués Régionaux et Départementaux du MINMAP.

Ces « Ateliers Régionaux d'Évaluation » ont été le cadre de vérification de l'exhaustivité et de la cohérence des données effectives des marchés des Régions (81 SDR, 193 SDD, 384 CTD, 27 Établissements Publics et 07 Projets/Programmes).

Lesdites données ont été validées au cours de séances de restitution avec aussi bien les Représentants des MO/MOD compétents, que les Délégués Régionaux des Marchés Publics sur la base des pièces justificatives, et par la suite consignées avec soins et précisions dans les matrices de suivi élaborées à cet effet.

Pour ce qui est du traitement des données collectées, après leur consolidation à travers la centralisation des matrices de suivi, le traitement y apporté a permis d'obtenir les données et informations quantitatives et qualitatives du niveau de mise en œuvre des PPM au 31 décembre 2022.

En ce qui concerne l'évaluation, il s'est agi de procéder au calcul des indicateurs de performance des MO/MOD dans la passation et l'exécution des marchés publics. Pour ce faire, les changements intervenus au cours de l'exercice 2022 ont tout d'abord été enregistrés ; permettant ainsi d'obtenir la programmation actualisée des marchés publics, servant de base à cette évaluation bilan. Ces indicateurs de performances sont par la suite calculés par rapport aux prévisions et aux réalisations des phases précédentes.

I. SITUATION DE REFERENCE DE L'EVALUATION

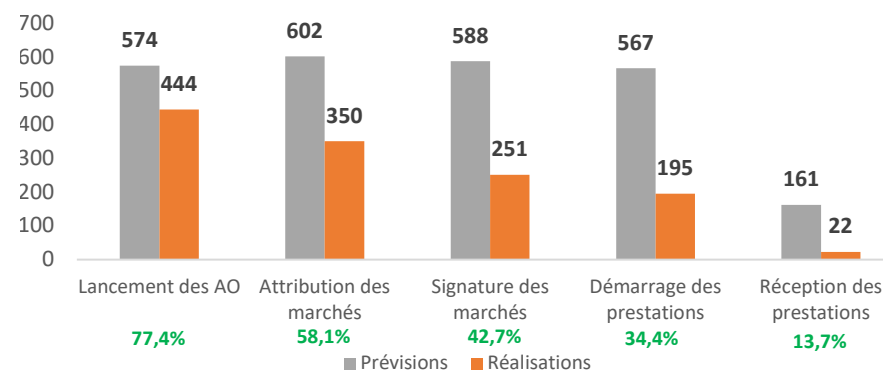
Dans cette partie, il est question de rappeler les performances au 30 juin 2022, antérieures à la présente évaluation bilan des différentes catégories de MO/MOD, ainsi que leur programmation actualisée des marchés publics à cette date d'évaluation.

I.1 RAPPELS DES PERFORMANCES AU 30 JUIN 2022 DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS ET PROJETS/PROGRAMMES

Au 30 juin 2022, les **Départements Ministériels** présentaient une performance moyenne dans la signature des marchés (42,7%), résultant d'un bon niveau des attributions (58,1%) ; suivie d'une hausse significative de réception des prestations (13,7%). Comparée au 30 juin 2021, l'on a noté une progression de 5,5 points dans la contractualisation des marchés passant de 37,2% à 42,7%, et de plus de 7 points dans la réception des prestations qui se situait à 5,5% au 30 juin 2021.

Cette performance antérieure des Départements Ministériels est illustrée par le graphique ci-dessous.

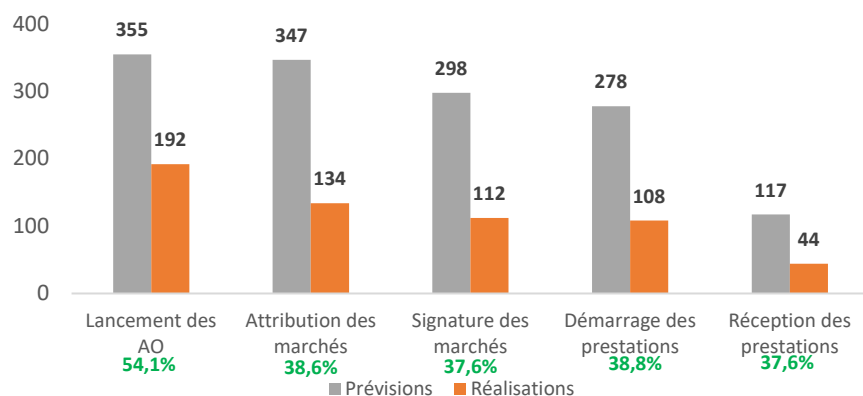
Graphique 1 : Performances des Départements Ministériels au 30 juin 2022



Quant aux **Projets/Programmes**, il a été observé au 2^{ème} trimestre 2022 une faible performance aussi bien dans la signature des marchés (37,6%), que dans la réception des prestations (37,6%). Comparée au 30 juin 2021, cette performance est en augmentation de 12,1 points pour ce qui est de la contractualisation des marchés et 7 fois plus en ce qui concerne la réception des prestations.

Cette performance antérieure des Projets/Programmes est illustrée par le graphique ci-dessous.

Graphique 2 : Performances des Projets/Programmes au 30 juin 2022



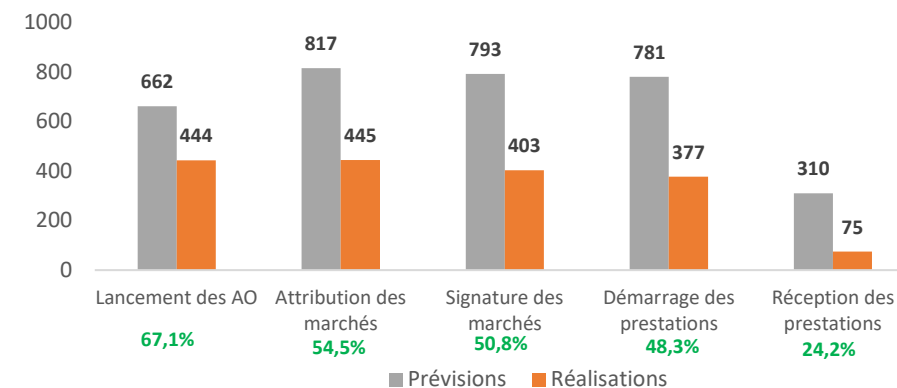
I.2 RAPPELS DES PERFORMANCES AU 30 JUIN 2022 DES AUTRES CATEGORIES DE MO/MOD

À mi-parcours de l'exercice 2022, les **Établissements Publics et Organismes publics** présentaient une

performance moyenne, avec un taux de signature des marchés de 50,8% consécutif aux attributions de 54,5%. Cependant, seul près d'un quart (24,2%) des prestations ont été réceptionnées. Comparativement au 30 juin 2021, l'on a relevé une amélioration significative de près de 15 points dans la contractualisation des marchés, passant de 35,9% à 50,8% et de 3,5 points dans la réception des prestations.

Cette performance antérieure des Établissements Publics est illustrée par le graphique ci-dessous.

Graphique 3 : Performances des Établissements Publics au 30 juin 2022

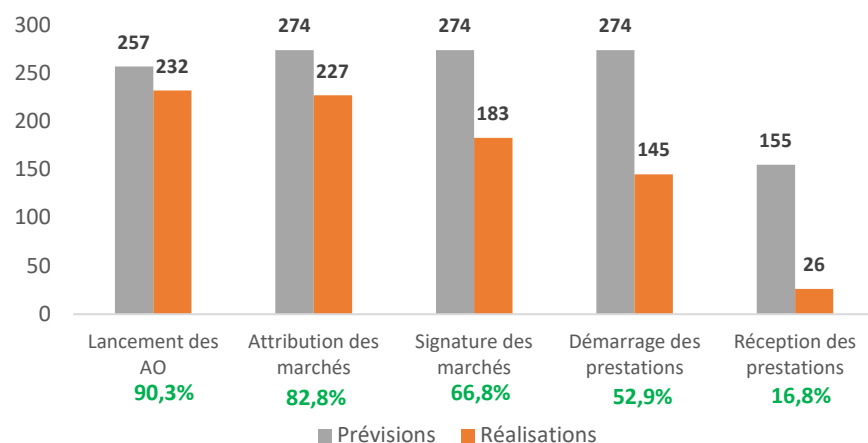


Pour ce qui est des **Services Déconcentrés de l'État (SDE)**, leurs performances au 30 juin 2022 étaient globalement satisfaisantes dans la contractualisation des marchés, avec un taux de 66,8%. Les réceptions des

prestations quant à elles étaient plutôt timides avec un taux de 16,8%. Comparées au 30 juin 2021, les performances des SDE ont décliné respectivement de 12 et 5,7 points.

Cette performance antérieure des SDE est illustrée par le graphique ci-dessous.

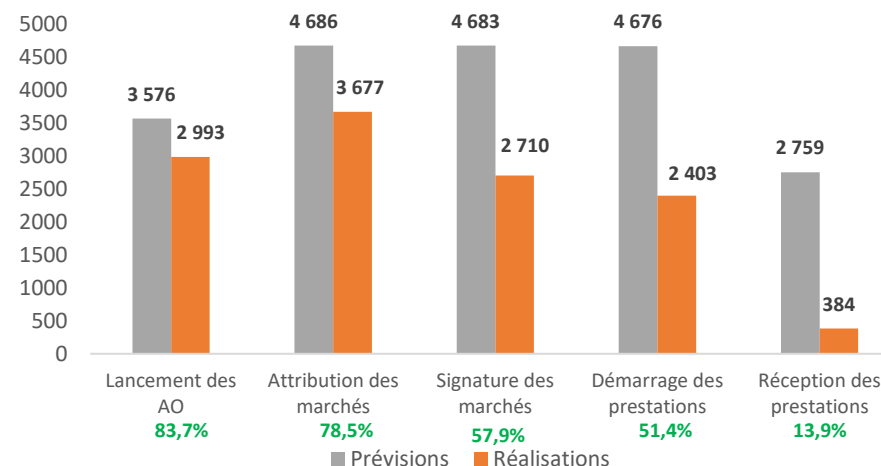
Graphique 4 : Performances des Services Déconcentrés de l'Etat au 30 juin 2022



En ce qui concerne les performances au 30 juin 2022 des **Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD)**, celles-ci étaient moyennes dans la contractualisation des marchés (57,9%) et timides dans la réception des prestations (13,9%). Comparées au 30 juin 2021, ces performances étaient respectivement en hausse de 1,2 points et en baisse de 4,3 points.

Cette performance antérieure des CTD est illustrée par le graphique ci-dessous.

Graphique 5 : Performances des Collectivités Territoriales Décentralisées au 30 juin 2022



I.3 RAPPELS DE LA MISE EN ŒUVRE AU 30 JUIN 2022 DES PROCEDURES EXCEPTIONNELLES DE GRE A GRE ET DEROGATOIRES DE REGIE

En matière de procédures exceptionnelles de Gré à Gré, il a été observé au 30 juin 2022 une maîtrise du seuil de 10% ; traduite par un taux de 5,1% contre 8,3% à la même période en 2021. Ce taux de 5,1% découle de la passation suivant cette procédure de 412 sur 8 058 marchés.

Faut-il le préciser, sur 849 demandes introduites, 592 autorisations de gré à gré ont été accordées à 143 des 199 MO/MOD requérants, soit un taux de 69,7% de dossiers y relatifs ayant satisfait aux critères requis.

En ce qui concerne les procédures dérogatoires de Régie, au 30 juin 2022, 63 projets ont effectivement été exécutés en régie, parmi lesquels 52 projets avaient fait l'objet d'une programmation préalable.

Faut-il le souligner, sur 137 demandes d'autorisations d'exécution des projets en régie, 105 ont été accordées et notifiées à 49 des 63 MO/MOD requérants.

I.4 **RAPPELS DE LA PROGRAMMATION DES MARCHES PUBLICS ACTUALISEE AU TERME DE L'EVALUATION AU 30 JUIN 2022**

Au terme de l'évaluation au 30 juin 2022, l'actualisation des PPM des différentes catégories de MO/MOD, ainsi que la mise à jour des Journaux de Programmation des Marchés eu égard aux dispositions de l'article 59(5) du Code des Marchés Publics, ont conduit à une programmation actualisée de **8 058** marchés d'un montant total prévisionnel de **1 148 850 962 957 FCFA**, répartie comme suit :

- **814** marchés d'un montant total prévisionnel de **519 834 164 561 FCFA** pour les Départements Ministériels ;
- **597** marchés d'un montant total prévisionnel de **256 319 380 704 FCFA** pour les Projets/ Programmes ;
- **968** marchés d'un montant total prévisionnel de **103 478 351 587 FCFA** pour les Établissements Publics ;
- et, de **5 679** marchés d'un montant total prévisionnel de **269 219 061 105 FCFA** pour les Régions.

Cette programmation antérieure des marchés publics est disponible « en ligne » sur la plateforme COLEPS.

II. PROGRAMMATION DES MARCHES PUBLICS DE REFERENCE A L'EVALUATION BILAN

Dans cette partie, il est question de préciser la programmation actualisée des marchés publics devant servir de base à la présente évaluation bilan ; en dégageant

de la programmation initiale des marchés publics les changements survenus au cours de l'exercice budgétaire.

II.1 PROGRAMMATION INITIALE DES MARCHES PUBLICS AU 1^{ER} JANVIER 2022

La programmation initiale des marchés publics de l'exercice 2022 a permis d'identifier et de programmer en « ligne » sur la plateforme COLEPS au total **7 098** marchés, correspondant à **5 729** Dossiers d'Appel d'Offres (DAO), d'un montant global prévisionnel de **966 298 226 245 FCFA**, répartis comme suit :

- **602** marchés pour les Départements Ministériels, correspondant à **556** DAO, d'un montant total de **412 333 467 321 FCFA** ;
- **487** marchés pour les Projets/Programmes, correspondant à **435** DAO, d'un montant total de **211 063 186 953 FCFA** ;
- **753** marchés pour les Établissements Publics, correspondant à **690** DAO, d'un montant total de **78 085 610 759 FCFA** ;
- **317** marchés pour les Services Déconcentrés de l'État (SDE), correspondant à **300** DAO, d'un montant total de **12 148 153 200 FCFA** ;

- et, **4 939** marchés pour les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), correspondant à **3 748** DAO, d'un montant total de **252 667 808 012 FCFA**.

Des **7 812** marchés budgétés, le taux de programmation initiale des marchés publics est de **90,9%**.

Cette programmation des marchés publics résulte de la participation aux Conférences y relatives de **747** MO/MOD sur un effectif de **774** attendus, soit un taux de participation de **96,5%** décliné par catégorie de MO/MOD ainsi qu'il suit :

Tableau 1 : Participation des MO/MOD aux Conférences de programmation des marchés publics de l'exercice 2022

Catégorie de MO/MOD	Nombre de MO/MOD attendus	Nombre de MO/MOD reçus	Taux de participation
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	38	38	100,0%
PROJETS/PROGRAMMES	35	34	97,1%
ETABLISSEMENTS PUBLICS	85	66	77,6%
REGIONS	616	609	98,9%
<i>SDE</i>	232	227	97,8%
<i>SDR</i>	67	62	92,5%
<i>SDD</i>	165	165	100,0%
<i>CTD</i>	384	382	99,5%
<i>Conseils Régionaux</i>	10	8	80,0%
<i>Communautés Urbaines</i>	14	14	100,0%
<i>Communes</i>	360	360	100,0%
TOTAL	774	747	96,5%

En application des dispositions des articles 59 alinéas 1 et 5 du Code des Marchés Publics, cette programmation initiale des marchés publics a connu bon nombre de changements tout au long de l'exercice budgétaire 2022.

II.2 CHANGEMENTS INTERVENUS SUR LA PERIODE SOUS REVUE

Au cours de l'exercice budgétaire 2022, bon nombre de changements ont été enregistrés dans la programmation initiale des marchés publics, notamment :

- **515** marchés ont été programmés pour être passés suivant la procédure exceptionnelle de Gré à Gré ;
- **80** marchés programmés ont obtenu la dérogation pour être exécutés en Régie ;
- **753** projets ont été annulés, dont **89** suite à des virements de crédits et **664** principalement du fait de l'indisponibilité du financement, d'absence d'éléments de maturité ou encore de changement d'objectif ;
- **358** projets ont été reportés pour l'exercice 2023 ;
- **34** projets ont été transférés en Régions, dont **19** par les Départements Ministériels ;

- **09** projets ont fait l'objet de conventions, notamment avec l'Imprimerie Nationale et le LABOGENIE ;
- **80** marchés initialement programmés comme tels ont été relégués en bons de commande ;
- **37** projets ont été programmés à titre de régularisation de paiement des arriérés ;
- **47** projets ont fait l'objet de transferts de compétence, en vue de leur passation soit au niveau central, soit par les structures sous tutelle, soit par les Gouverneurs et/ou Préfets ;
- **46** contrats ont été résiliés notamment pour défaillance constatée, dont **25** par les Maires de Commune, **14** dans les Établissements Publics et **04** par les Départements Ministériels ;
- **39** projets ont connu des forclusions de crédits, notamment suite aux arrêts d'apposition du visa budgétaire sur les projets de contrats et aux arrêts des engagements financiers sur le budget de l'État ;
- et, **10** projets ont fait l'objet d'abandon d'exécution des prestations.

Les administrations concernées sont présentées par catégorie de MO/MOD dans la matrice des changements ci-après.

Tableau 2 : Changements intervenus dans la programmation des marchés publics au cours de l'exercice 2022

Catégorie de MO/MOD	FAITS GENERATEURS																							PROGRAMMATION								
	Abandon	Annulation	Attente autorisation SPM pour acquisition de véhicule	Avenant	Bon de commande	Convention	Crédits virés	Entente directe	Forclusion de crédits	Gré à Gré	Infirmité sans relance	Marché spécial	Maîtrise d'œuvre publique	Projet transféré	Régie	Régularisation de paiements	Report en 2023	Résiliation de contrat	Subvention/Appui financier	Suspension de marchés	Transfert de compétence	Nouveaux projets					Initiale	Actualisée avant l'évaluation	Actualisée de référence à l'évaluation	Actualisée au terme de l'évaluation		
																						Annulation mais ayant connu un début de passation	Gré à Gré	Régie	Autres Faits Générateurs	En cours de passation					Total	
CHANGEMENTS AU 30 JUIN 2022																																
Départements Ministériels	0	67	2	1	3	0	15	0	0	95	0	1	0	19	7	6	2	0	0	0	0	0	1	57	0	1	88	147	602	790	667	814
Projets/Programmes	0	66	0	5	6	0	6	3	0	5	0	0	0	9	0	0	5	0	0	0	2	0	1	0	0	130	131	487	568	466	597	
Établissements Publics	0	50	0	2	15	6	9	0	0	106	4	0	0	0	0	0	4	0	0	0	6	0	4	1	1	117	123	753	943	847	968	
Régions	1	224	0	0	16	1	9	0	0	116	3	0	0	6	45	13	12	0	8	0	21	8	28	10	3	674	723	5 256	5 336	4 977	5 679	
<i>SDE</i>	0	25	0	0	0	0	0	0	0	5	1	0	0	4	4	1	0	0	0	0	21	0	1	0	0	61	62	317	330	274	336	
<i>SDR</i>	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0	24	24	113	119	93	117		
<i>SDD</i>	0	14	0	0	0	0	0	0	0	5	1	0	0	1	2	1	0	0	0	11	0	1	0	0	37	38	204	211	181	219		
<i>CTD</i>	1	199	0	0	16	1	9	0	0	111	2	0	0	2	41	12	12	0	8	0	0	8	27	10	3	613	661	4 939	5 006	4 703	5 343	
<i>Conseils Régionaux</i>	0	64	0	0	0	0	2	0	0	13	0	0	0	0	0	0	3	0	5	0	0	1	0	0	0	46	47	238	261	187	233	
<i>Communautés Urbaines</i>	0	21	0	0	2	0	2	0	0	7	0	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	8	1	1	18	28	334	340	312	338	
<i>Communes</i>	1	114	0	0	14	1	5	0	0	91	2	0	0	1	41	10	9	0	3	0	0	7	19	9	2	549	586	4 367	4 405	4 204	4 772	
Total	1	407	2	8	40	7	39	3	0	322	7	1	0	34	52	19	23	0	8	0	29	9	90	11	5	1 009	1 124	7 098	7 637	6 957	8 058	
CHANGEMENTS AU 31 DECEMBRE 2022																																
Départements Ministériels	2	92	0	0	1	2	41	0	6	164	9	0	0	0	6	19	4	0	2	3	2	73	0	15	120	210	602	898	711	904		
Projets/Programmes	0	124	0	2	11	0	0	0	0	11	12	0	0	0	0	63	0	0	6	0	1	1	0	4	37	43	487	641	423	461		
Établissements Publics	1	134	0	1	8	0	4	0	1	123	40	0	1	0	1	77	14	0	2	5	11	18	1	18	14	62	753	1 038	749	781		
Régions	6	314	0	2	20	0	5	0	32	217	21	0	0	0	28	11	199	28	7	1	39	37	41	11	28	212	329	5 256	6 053	5 340	5 593	
<i>SDE</i>	0	15	0	1	0	0	1	0	1	19	0	0	0	0	1	3	2	0	0	31	0	2	0	3	38	43	317	389	334	374		
<i>SDR</i>	0	2	0	1	0	0	0	0	1	5	0	0	0	0	0	0	2	0	0	14	0	2	0	0	3	5	113	143	123	128		
<i>SDD</i>	0	13	0	0	0	0	1	0	0	14	0	0	0	0	1	3	0	0	0	17	0	0	0	3	35	38	204	246	211	246		
<i>CTD</i>	6	299	0	1	20	0	4	0	31	198	21	0	0	0	28	10	196	26	7	1	8	37	39	11	25	174	286	4 939	5 664	5 006	5 219	
<i>Conseils Régionaux</i>	0	67	0	0	0	0	0	0	1	24	2	0	0	0	0	13	1	5	0	0	6	9	0	0	8	23	238	351	262	279		
<i>Communautés Urbaines</i>	0	61	0	0	2	0	0	0	3	17	9	0	0	0	0	104	0	0	0	1	0	3	0	4	14	21	334	423	243	260		
<i>Communes</i>	6	171	0	1	18	0	4	0	27	157	10	0	0	0	28	10	79	25	2	1	7	31	27	11	21	152	242	4 367	4 890	4 501	4 680	
Total	9	664	0	5	40	2	50	0	39	515	82	0	1	0	28	18	358	46	7	11	47	51	133	12	65	383	644	7 098	8 630	7 223	7 739	
TOTAL GENERAL	10	664	2	13	80	9	89	3	39	515	89	1	1	34	80	37	358	46	15	11	47	51	223	23	70	1 392	1 768					

II.3 PROGRAMMATION ACTUALISEE DE REFERENCE A L'EVALUATION BILAN

La programmation actualisée des marchés publics avant cette évaluation bilan est de **8 630** marchés. Tenant compte des changements sus-évoqués, la programmation actualisée de référence à la présente évaluation en nombres nets de marchés est de **7 223**, correspondant à **5 700** Dossiers d'Appels d'Offres (DAO), d'un montant global prévisionnel de **1 010 355 567 971** FCFA, répartis comme suit :

- **711** marchés pour les Départements Ministériels, correspondant à **707** DAO, d'un montant total de **502 209 677 051 FCFA** ;
- **423** marchés pour les Projets/Programmes, correspondant à **388** DAO, d'un montant total de **207 744 427 655 FCFA** ;
- **749** marchés pour les Établissements Publics, correspondant à **606** DAO, d'un montant total de **73 988 299 389 FCFA** ;
- **334** marchés pour les Services Déconcentrés de l'État (SDE), correspondant à **311** DAO, d'un montant total de **1 354 2716 262 FCFA** ;

- et, **5 006** marchés pour les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), correspondant à **4 036** DAO, d'un montant total de **212 870 447 614 FCFA**.

Cette programmation actualisée de référence à l'évaluation est dite « **programmation nette** ».

III. SYNTHÈSE DES RESULTATS DE L'EVALUATION

Cette partie retrace la situation au 31 décembre 2022 de la passation et de l'exécution des marchés publics pour l'ensemble des MO/MOD d'une part, et distinctement pour chaque catégorie de MO/MOD à savoir les Départements Ministériels, les Projets/Programmes, les Établissements Publics, les Services Déconcentrés de l'État et les Collectivités Territoriales Décentralisées d'autre part.

III.1 SITUATION GLOBALE DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS

Cette situation est tout d'abord présentée pour l'ensemble des modes de consultation aux phases clés de la passation et de l'exécution des marchés publics et, spécifiquement par la suite, pour les procédures exceptionnelles de Gré à Gré ainsi que celles dérogatoires de Régie.

3.1.1. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES PPM AU 31 DÉCEMBRE 2022

Au terme de l'exercice 2022, on note comparativement à l'exercice 2021, une amélioration de **02 points** en moyenne des performances des MO/MOD dans le processus de contractualisation et de réception des projets.

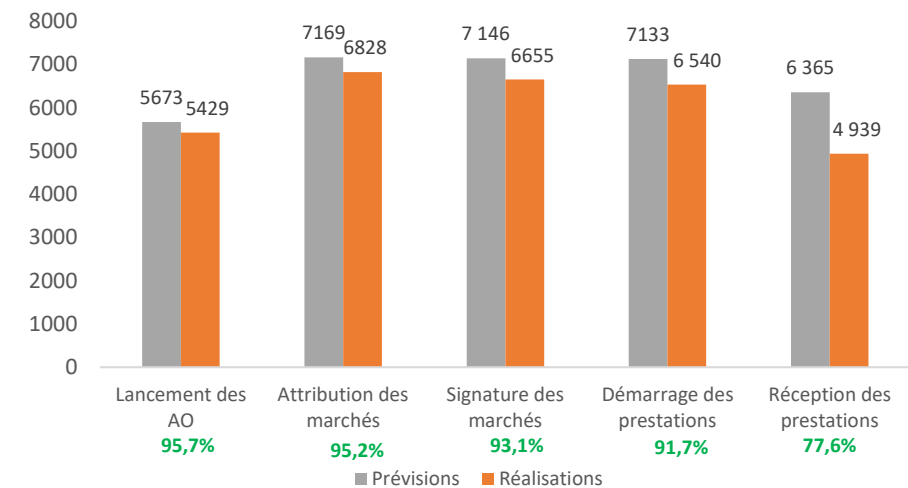
En effet :

- **5 429** Appels d'Offres ont été lancés sur les **5 673** prévus, soit un taux de lancement de **95,7%**. Ce taux était de **97,0%** en 2021 ;
- **6 828** marchés ont été attribués sur les **7 169** attendus, soit un taux d'attribution de **95,2%**. Ce taux progresse de **0,4%** par rapport à 2021 ;
- **6 655** marchés ont été contractualisés sur les **7 146** attendus, soit un taux de signature de **93,1%** contre **92,4%** en 2021 ;
- **6 540** prestations ont effectivement démarré sur un total de **7 133** attendus ; soit un taux de démarrage des prestations de **91,7%** ; en progression de 0,7 point comparé au 31 décembre 2021 ;
- **4 939** prestations ont été effectivement réceptionnées sur les **6 365** attendus ; soit un taux de réception des

prestations de **77,6%**, en hausse comparé aux 74,3% observé au 31 décembre 2021.

Cette performance d'ensemble est retracée dans le graphique ci-dessous.

Graphique 6 : Performances des MO/MOD au 31 décembre 2022 dans la passation et l'exécution des marchés publics



Toutefois, les réceptions des prestations enregistrent des retards de l'ordre de **25%** comparativement aux prévisions et de **10%** par rapport aux marchés en cours d'exécution.

Pour plus de détails, le tableau de synthèse ci-dessous présente les indicateurs de performance de chaque catégorie de MO/MOD aux phases clés de la passation et de l'exécution ; calculés sur la base des prévisions et des étapes précédentes.

Tableau 3 : Performances globales au 31 décembre 2022 de la passation et de l'exécution des marchés publics par catégorie de MO/MOD

CATEGORIE DE MO/MOD	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CPM			Examen DAO CPM				Lancement AO				Attribution marchés			Signature marchés			Démarrage prestations			Réception prestations							
	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examens prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Taux (%) d'examen de DAO par rapport		Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Taux (%) de lancement d'AO par rapport		Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport		Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Taux (%) de signature de marchés par rapport		Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport		Nombre de prestations prévues (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Taux (%) de réception des prestations par rapport	
										Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]				Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]			Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]			Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]			Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]			Prévus [(15)/(14)]	Prestations démarrées
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	602	556	711	600	597	563	94,3	597	560	93,8	99,5	597	555	665	93,0	99,1	702	655	93,3	98,5	702	606	86,3	92,5	702	579	82,5	95,5	521	365	70,1	63,0
PROJETS/ PROGRAMMES	487	435	423	344	322	290	90,1	322	271	84,2	93,4	322	242	317	75,2	89,3	384	282	73,4	89,0	364	275	75,5	97,5	356	266	74,7	96,7	205	122	59,5	45,9
ETABLISSEMENTS PUBLICS	753	690	749	607	606	598	98,7	606	595	98,2	99,5	606	581	720	95,9	97,6	745	695	93,3	96,5	745	680	91,3	97,8	744	660	88,7	97,1	604	454	75,2	68,8
REGIONS	5256	4 048	5 340	4 149	4148	4100	98,8	4148	4069	98,1	99,2	4148	4051	5232	97,7	99,6	5338	5196	97,3	99,3	5335	5094	95,5	98,0	5331	5035	94,4	98,8	5 035	3 998	79,4	79,4
SDE	317	300	334	318	318	306	96,2	318	305	95,9	99,7	318	303	319	95,3	99,3	334	319	95,5	100,0	334	315	94,3	98,7	334	310	92,8	98,4	312	249	79,8	80,3
SDR	113	109	123	119	119	109	91,6	119	109	91,6	100,0	119	109	113	91,6	100,0	123	113	91,9	100,0	123	112	91,1	99,1	123	109	88,6	97,3	114	101	88,6	92,7
SDD	204	191	211	199	199	197	99,0	199	196	98,5	99,5	199	194	206	97,5	99,0	211	206	97,6	100,0	211	203	96,2	98,5	211	201	95,3	99,0	198	148	74,7	73,6
CTD	4939	3 748	5 006	3 831	3830	3794	99,1	3830	3764	98,3	99,2	3830	3748	4913	97,9	99,6	5004	4877	97,5	99,3	5001	4779	95,6	98,0	4997	4725	94,6	98,9	4 723	3 749	79,4	79,3
Conseils Régionaux	238	189	262	167	166	166	100,0	166	165	99,4	99,4	166	164	258	98,8	99,4	261	258	98,9	100,0	261	244	93,5	94,6	261	243	93,1	99,6	218	142	65,1	58,4
Communautés Urbaines	334	323	243	197	197	196	99,5	197	167	84,8	85,2	197	162	204	82,2	97,0	242	189	78,1	92,6	242	150	62,0	79,4	241	116	48,1	77,3	145	59	40,7	50,9
Communes	4367	3 236	4 501	3 467	3467	3432	99,0	3467	3432	99,0	100,0	3467	3422	4451	98,7	99,7	4501	4430	98,4	99,5	4498	4385	97,5	99,0	4495	4366	97,1	99,6	4 360	3 548	81,4	81,3
TOTAL GENERAL	7 098	5 729	7 223	5 700	5673	5551	97,8	5673	5495	96,9	99,0	5673	5429	6934	95,7	98,8	7169	6828	95,2	98,5	7 146	6655	93,1	97,5	7 133	6 540	91,7	98,3	6 365	4 939	77,6	75,5

3.1.2. PROCEDURES EXCEPTIONNELLES DE GRE A GRE ET DEROGATOIRES DE REGIE

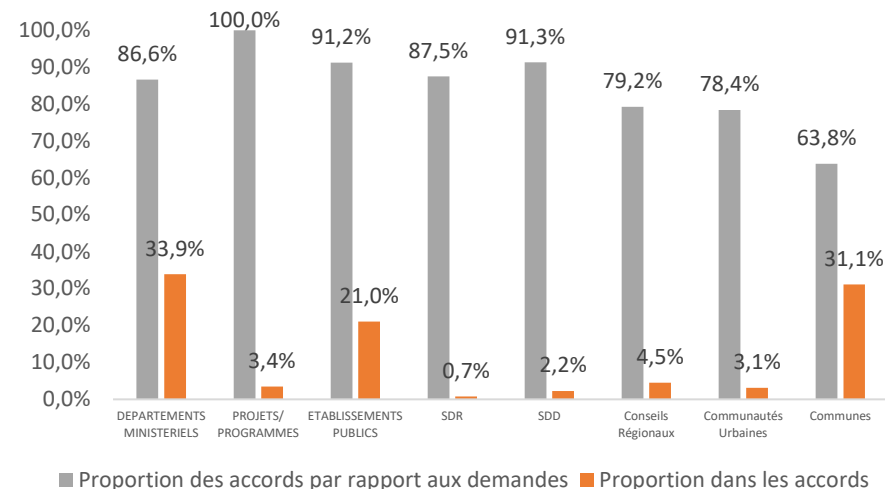
En matière de procédures exceptionnelles de Gré à Gré, sur **1 191** demandes introduites, **936** autorisations de Gré à Gré ont été accordées à **226** des **271** MO/MOD requérants, soit un taux de **78,6%** de dossiers y relatifs ayant satisfait aux critères requis. En fin 2022, **648** marchés ont été passés suivant cette procédure de gré à gré, parmi lesquels **515** ont fait l'objet d'une programmation préalable, conformément aux dispositions combinées des articles 59(1) et 110 du Code des Marchés Publics, réitérées au Point 127 de la Circulaire d'Application y relative.

Tableau 4 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de gré à gré

Catégorie MO/MOD	Nombre MO/MOD	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	31	366	234	49	83	0	164	73	237
PROJETS/PROGRAMMES	12	32	26	0	6	0	11	1	12
ETABLISSEMENTS PUBLICS	48	216	142	19	55	0	123	18	141
REGIONS	179	577	303	186	87	1	217	41	258
SDE	17	31	28	3	0	0	19	2	21
SDR	5	8	7	1	0	0	5	2	7
SDD	12	23	21	2	0	0	14	0	14
CTD	162	546	275	183	87	1	198	39	237
Conseils Régionaux	7	53	29	10	13	1	24	9	33
Communautés Urbaines	11	37	17	8	12	0	17	3	20
Communes	144	456	229	165	62	0	157	27	184
TOTAL GENERAL	270	1 191	705	254	231	1	515	133	648

Des proportions des autorisations de gré à gré par rapport aux sollicitations, les Projets/Programmes détiennent **100,0%**, les Établissements Publics **91,2%**, les Services Déconcentrés de l'État **90,3%** (soit **91,3%** pour SDD et **87,5%** pour SDR) et les Départements Ministériels **86,6%**.

Graphique 7 : Proportions des autorisations de Gré à Gré accordées au 31 décembre 2022



Des **78,6%** de sollicitations de gré à gré accordées aux MO/MOD, leurs parts respectives par catégorie sont de **33,9%** pour les Départements Ministériels, **3,4%** pour les Projets/Programmes, **21,0%** pour les Établissements Publics et **41,6%** pour les Régions (**0,7%** pour les SDR, **2,2%** pour les SDD, **4,5%** pour les Conseils Régionaux,

3,1% pour les Communautés Urbaines et 31,1% pour les Communes).

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, par rapport aux 7 739 marchés en cours de passation, le taux des 648 procédures de gré à gré est de 8,4% ; décliné en un taux de 2,6% pour les cas 109(a) et 109(d) sans appel à concurrence contre 5,7% pour les cas 109(b) et 109(c) avec appel à concurrence. Ce taux de gré à gré est en dessous de 1,6 points par rapport au seuil standard de 10%.

Tableau 5 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré suivant les cas limitatifs de l'article 109 du Code des Marchés Publics

Catégorie MO/MOD	Nombre de marchés passés	Sans concurrence 109(a) & 109(d)		Avec concurrence 109(b) & 109(c)		Ensemble	
		Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	904	94	10,4%	143	15,8%	237	26,2%
PROJETS/ PROGRAMMES	461	9	2,0%	3	0,7%	12	2,6%
ETABLISSEMENTS PUBLICS	781	57	7,3%	84	10,8%	141	18,1%
REGIONS	5593	45	0,8%	213	3,8%	258	4,6%
SDE	374	14	3,7%	7	1,9%	21	5,6%
SDR	128	3	2,3%	4	3,1%	7	5,5%
SDD	246	11	4,5%	3	1,2%	14	5,7%
CTD	5219	31	0,6%	206	3,9%	237	4,5%
Conseils Régionaux	279	5	1,8%	28	10,0%	33	11,8%
Communautés Urbaines	260	7	2,7%	13	5,0%	20	7,7%
Communes	4680	19	0,4%	165	3,5%	184	3,9%
TOTAL GENERAL	7 739	205	2,6%	443	5,7%	648	8,4%

En ce qui concerne les procédures dérogatoires de Régie, sur 183 demandes d'autorisations d'exécution des projets en régie, 154 ont été accordées et notifiées à 71 des 82 MO/MOD requérants. Au total, 103 projets ont effectivement été exécutés en régie, parmi lesquels 80 avaient fait l'objet d'une programmation préalable.

Tableau 6 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures dérogatoires de Régie

Catégorie MO/MOD	Nombre MO/MOD	Autorisations sollicitées	Accord	Refus	Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
					Projets programmés	Nouveaux projets	Total
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	8	54	44	10	7	0	7
ETABLISSEMENTS PUBLICS	8	21	20	1	0	2	2
REGIONS	66	108	90	18	73	21	94
SDE	5	7	7	0	4	0	4
SDR	2	4	4	0	2	0	2
SDD	3	3	3	0	2	0	2
CTD	61	101	83	18	69	21	90
Communautés Urbaines	2	2	2	0	0	1	1
Communes	59	99	81	18	69	20	89
TOTAL GENERAL	82	183	154	29	80	23	103

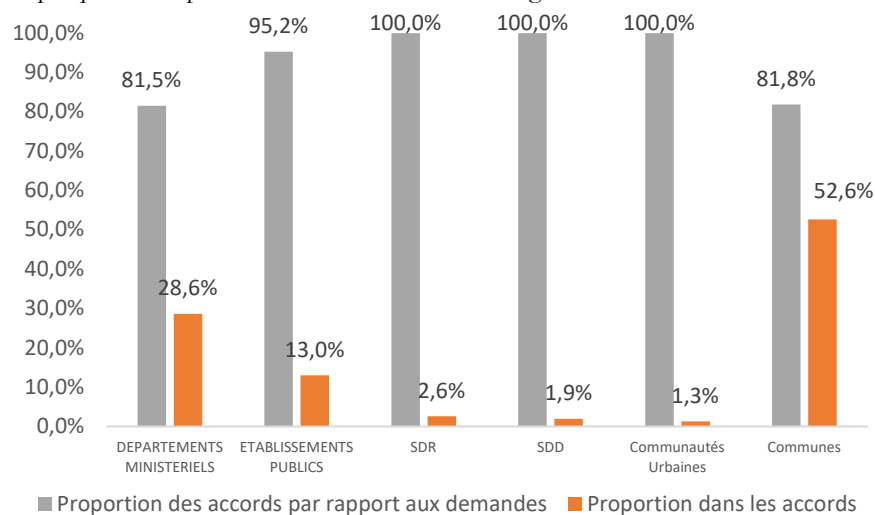
Au total 84,2% des demandes d'exécution des projets en régie ont été accordées à l'ensemble des MO/MOD requérants.

Il en ressort que les sollicitations des Services Déconcentrés Régionaux et Départementaux de l'État, ainsi que celles des Communautés Urbaines ont toutes été accordées.

Cependant, les proportions des autorisations de régie par rapport aux sollicitations des Établissements Publics, des Communes et des Départements Ministériels sont respectivement de **95,2%**, **81,8%** et **81,5%**.

Des **84,2%** de sollicitations d'exécution de projets en Régie accordées aux MO/MOD, les Communes ont une part de **52,6%**, les Départements Ministériels ont **28,6%** et les Établissements Publics une part de **13,0%**.

Graphique 8 : Proportions des autorisations de Régie accordées au 31 décembre 2022



En somme, des **1 090** autorisations de procédures exceptionnelles de Gré à Gré (**936**) et dérogatoires de Régie (**154**) accordées par l'Autorité chargée des Marchés Publics, **751** ont été exécutées par l'ensemble des MO/MOD, parmi

lesquelles **648** en termes de Gré à Gré et **103** en Régie ; comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Procédures exceptionnelles de Gré à Gré et dérogatoires de Régie au 31 décembre 2022

Catégorie MO/MOD	Gré à Gré		Régie		Ensemble	
	Accord	Exécution	Accord	Exécution	Accord	Exécution
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	317	237	44	7	361	244
PROJETS/PROGRAMMES	32	12	/	/	32	12
ETABLISSEMENTS PUBLICS	197	141	20	2	217	143
REGIONS	390	258	90	94	480	352
SDE	28	21	7	4	35	25
SDR	7	7	4	2	11	2
SDD	21	14	3	2	24	16
CTD	362	237	83	90	445	327
Conseils Régionaux	42	33	/	/	42	33
Communautés Urbaines	29	20	2	1	31	21
Communes	291	184	81	89	372	273
TOTAL GENERAL	936	648	154	103	1 090	751

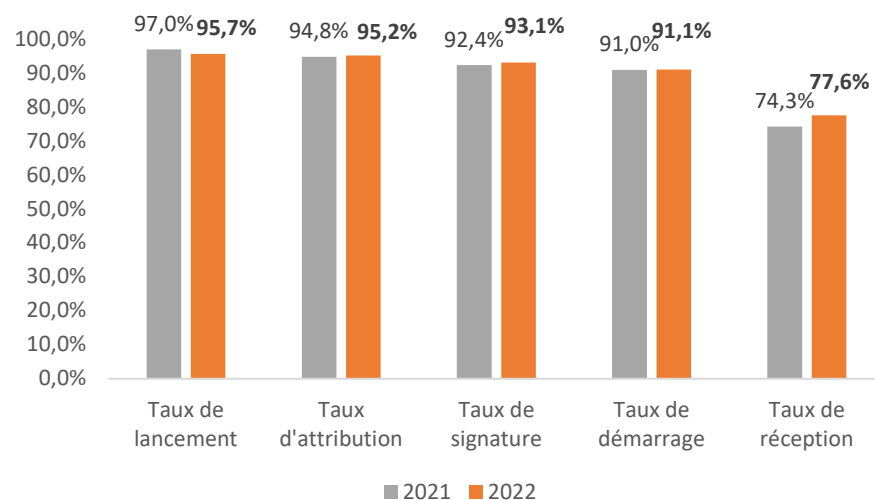
Cette situation globale de la passation et de l'exécution des marchés mérite d'être comparée à celle de 2021.

3.1.3. ANALYSE COMPARATIVE AVEC L'ANNÉE 2021

Comparativement à l'exercice 2021, l'on note dans l'ensemble une amélioration des performances des MO/MOD dans le processus de contractualisation et de réception des projets de l'ordre de **1 point** en 2022.

Plus précisément, cette amélioration se dénote par une hausse de **0,7 point** du niveau de contractualisation des marchés passant de **92,4%** en 2021 à **93,1%** en 2022. Il en est de même de l'exécution des prestations tout aussi marquée par une hausse de **3,3 points** du taux de réception qui passe de **74,3%** en 2021 à **77,6%**.

Graphique 9 : Performances comparées des MO/MOD en 2021 et 2022



Cette embellie observée en 2022 est certes consécutive au regain du dynamisme des activités de passation et d'exécution des marchés publics, suite notamment aux mesures prises par l'Autorité chargée des Marchés Publics en faveur de la riposte sanitaire contre la Covid-19, mais aussi pour plus d'efficacité dans le secteur des marchés

publics à travers la signature de textes réglementaires. Ce qui a davantage permis de procéder au renforcement des capacités des acteurs du système de passation des marchés publics, ainsi qu'à l'intensification des missions de suivi et de contrôle de la passation et de l'exécution des marchés publics.

Cette analyse comparée clôture ainsi la situation globale de la passation et de l'exécution des marchés, laquelle est ci-dessous déclinée par catégorie de MO/MOD.

III.2 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS

Cette section présente les performances des Départements Ministériels au terme de l'exercice 2022, étayées des statistiques de mise en œuvre des opérations de passation et d'exécution des marchés, assorties des difficultés rencontrées et des solutions adoptées.

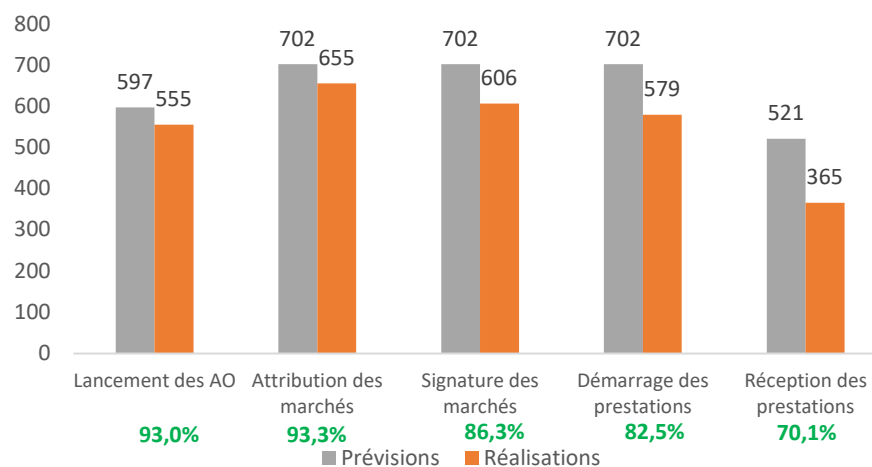
3.2.1. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES PPM AU 31 DÉCEMBRE 2022

Au terme de l'exercice 2022, l'on note une bonne performance dans la contractualisation des marchés des Départements Ministériels (**86,3%**) en progression par rapport au taux de 42,7% au 30 juin 2022. De même, la réception des prestations s'est significativement améliorée,

passant de 13,7% au 30 juin 2022 à **70,1%**. Ce résultat indique précisément que près de trois quarts des prestations prévues pour être réceptionnées l'ont effectivement été. Cette embellie est tout aussi observée au niveau du lancement des Appels d'Offres (77,4% à **93,0%**) et des attributions des marchés (58,1% à **93,3%**).

Cette situation est illustrée par le graphique ci-dessous.

Graphique 10 : Performances des Départements Ministériels au 31 décembre 2022



Les indicateurs de performance des Départements Ministériels aux sept (07) phases clés de la passation et de l'exécution des marchés sont ci-dessous présentés ; en comparaison avec leurs valeurs au 2^{ème} trimestre 2022 (précisément au 30 juin 2022).

a) TRANSMISSION DES DAO PAR LES MO/MOD

Dans les Départements Ministériels, **563** projets de DAO sur **597** attendus ont été reçus par les CIPM, soit un taux de transmission de **94,3%**, en nette progression de 8,8 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Ces **563** projets de DAO transmis correspondent à **673** marchés programmés.

b) EXAMEN DES DAO PAR LES CIPM

Des **563** projets de DAO reçus, **560** ont été examinés par les CIPM parmi lesquels **36** l'ont été par les CCCM, soit un taux d'examen de **99,5%**, en hausse de 3 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Pourtant, à la date de l'évaluation, **597** projets de DAO devraient être examinés, ce qui ramène à **93,8%** le taux d'examen par rapport aux prévisions, soit 11,2 points de plus par rapport au 2^{ème} trimestre.

c) LANCEMENT DES APPELS D'OFFRES

Sur les **560** DAO examinés, **555** Avis d'Appel d'Offres (AAO) ont été publiés, soit un taux de lancement de **99,1%**, en progression de 5,4 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Des prévisions à date, **597** Appels d'Offres devraient être lancés ; ce qui ramène à **93,0%** le taux de lancement des AO par rapport aux prévisions, traduisant ainsi une nette progression de 15,6 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

d) ATTRIBUTION DES MARCHES

655 marchés ont été attribués sur les 665 attendus des 555 consultations lancées, soit un taux d'attribution de **98,5%**, en bonne progression de 30,7 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **702** attributions, ce taux est ramené à **93,3%**, en forte hausse de 35,2 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

e) SIGNATURE DES MARCHES

Des **655** marchés attribués, **606** marchés ont été signés, soit un taux de signature de **92,5%**, en bonne progression par rapport au taux de 71,7% enregistré au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **702** marchés à signer, ce taux est ramené à **86,3%**, lequel dénote d'une amélioration nette de 43,6 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

f) DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Des **606** marchés signés, **579** prestations y relatives ont effectivement démarré, soit un taux de démarrage de **95,5%**, en hausse par rapport au taux de 77,7% enregistré au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de démarrage de **702** prestations, ce taux est ramené à **82,5%**, ce qui témoigne d'une nette augmentation par rapport au taux de 34,4% observé au 2^{ème} trimestre.

g) RECEPTION DES PRESTATIONS

Des **579** prestations démarrées, **365** ont été réceptionnées, soit un taux de réception de **63,0%**, représentant plus du quintuple de la valeur de 11,3% enregistrée au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **521** marchés à réceptionner, ce taux est porté à **70,1%**, en hausse par rapport à la valeur de 13,7% observée au 2^{ème} trimestre.

Pour plus de détails, le tableau de synthèse ci-dessous présente ces performances pour chaque Département Ministériel aux étapes de saisine de la CIPM, d'examen des projets de DAO en CIPM, suivies des cinq phases clés de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception.

Les indicateurs de performance qui y sont présentés sont calculés sur la base des prévisions au 31 décembre 2022 d'une part, et par rapport aux niveaux de réalisation des phases précédentes d'autre part.

Tableau 8 : Niveau de mise en œuvre au 31 décembre 2022 des opérations de passation et d'exécution des marchés des Départements Ministériels

N°	DEPARTEMENTS MINISTÉRIELS	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CIPM			Examen DAO CIPM			Lancement AO				Attribution marchés			Signature marchés			Démarrage prestations			Réception prestations												
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examens prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Taux (%) d'examen de DAO par rapport	Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]	Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Taux (%) de lancement d'AO par rapport	Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]	Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport	Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]	Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Taux (%) de signature de marchés par rapport	Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]	Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport	Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]	Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Taux (%) de réception des prestations par rapport
1	CONSUPE	6	6	11	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	6	6	100,0	54,5				
2	DGSN	19	15	18	14	14	14	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	18	100,0	100,0	18	18	100,0	100,0	18	18	100,0	100,0	18	18	100,0	100,0	18	8	44,4	44,4				
3	MINAC	10	10	12	12	12	12	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	12	100,0	100,0	12	11	91,7	91,7	12	10	83,3	90,9	12	10	83,3	100,0	8	9	112,5	90,0				
4	MINADER	18	18	8	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	5	62,5	62,5				
5	MINAS	11	11	12	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	10	10	100,0	83,3				
6	MINAT	28	22	21	17	17	17	100,0	17	17	100,0	100,0	17	17	21	100,0	100,0	21	21	100,0	100,0	21	20	95,2	95,2	21	20	95,2	100,0	6	12	200,0	60,0				
7	MINCOM	7	7	5	5	5	5	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	3	4	133,3	80,0				
8	MINCOMMERCE	10	7	6	3	3	3	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0				
9	MINDCAF	12	11	9	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	7	77,8	77,8				
10	MINDEVEL	11	11	9	9	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0				
11	MINDEF	7	7	6	6	6	6	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	5	83,3	83,3	6	2	33,3	40,0	6	0	0,0	0,0				
12	MINEDUB	11	11	32	12	12	12	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	32	100,0	100,0	32	32	100,0	100,0	32	32	100,0	100,0	32	32	100,0	100,0	30	27	90,0	84,4				
13	MINEE	46	39	43	31	31	27	87,1	31	27	87,1	100,0	31	27	39	87,1	100,0	39	39	100,0	100,0	39	32	82,1	82,1	39	32	82,1	100,0	31	7	22,6	21,9				
14	MINEFOP	14	10	15	10	10	10	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	14	93,3	93,3	11	13	118,2	92,9				
15	MINEPAT	16	16	18	18	18	18	100,0	18	18	100,0	100,0	18	18	18	100,0	100,0	18	18	100,0	100,0	18	17	94,4	94,4	18	17	94,4	100,0	16	12	75,0	70,6				
16	MINEPDED	11	11	9	9	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0				
17	MINEPIA	20	20	12	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	10	10	100,0	83,3				
18	MINESEC	23	23	31	28	28	28	100,0	28	28	100,0	100,0	28	28	31	100,0	100,0	31	31	100,0	100,0	31	31	100,0	100,0	31	31	100,0	100,0	31	24	77,4	77,4				
19	MINESUP	25	25	35	34	34	34	100,0	34	34	100,0	100,0	34	34	35	100,0	100,0	35	35	100,0	100,0	35	34	97,1	97,1	35	33	94,3	97,1	25	8	32,0	24,2				
20	MINFI	3	3	3	3	3	3	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	1	33,3	33,3	3	1	33,3	100,0				

N°	DEPARTEMENTS MINISTÉRIELS	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CIPM		Examen DAO CIPM				Lancement AO				Attribution marchés				Signature marchés				Démarrage prestations				Réception prestations					
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'exameurs prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Taux (%) d'examen de DAO par rapport		Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Taux (%) de lancement d'AO par rapport		Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport		Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Taux (%) de signature de marchés par rapport		Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport		Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Taux (%) de réception des prestations par rapport		
											Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]			Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]			Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]			Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]			Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]			Prévus [(15)/(14)]	Prestations démarrées [(15)/(13)]	
	DGD	13	11	17	14	14	11	78,6	14	8	57,1	72,7	14	6	8	42,9	75,0	16	7	43,8	87,5	16	7	43,8	100,0	16	7	43,8	100,0	10	5	50,0	71,4
	DGI	/	/	19	19	19	7	36,8	19	7	36,8	100,0	19	7	7	36,8	100,0	19	7	36,8	100,0	19	7	36,8	100,0	19	7	36,8	100,0	19	2	10,5	28,6
21	MINFOF	2	2	5	5	5	5	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	5	100,0	100,0	5	4	80,0	80,0	5	4	80,0	100,0	5	4	80,0	100,0	5	3	60,0	75,0
22	MINFOPRA	5	5	8	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0
23	MINHDU	11	11	32	22	22	22	100,0	22	22	100,0	100,0	22	22	32	100,0	100,0	32	32	100,0	100,0	32	32	100,0	100,0	32	32	100,0	100,0	16	18	112,5	56,3
24	MINJEC	16	14	20	19	19	19	100,0	19	19	100,0	100,0	19	19	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	19	19	100,0	95,0
25	MINJUSTICE	2	2	0	0	0	0	/	0	0	/	/	0	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/
26	MINMAP	13	10	11	9	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	6	11	183,3	100,0
27	MINMIDT	3	3	3	3	3	3	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	2	66,7	66,7
28	MINPMEESA	15	15	8	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	5	62,5	62,5
29	MINPOSTEL	4	4	9	9	7	7	100,0	7	7	100,0	100,0	7	6	6	85,7	85,7	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	3	3	100,0	50,0
30	MINPROFF	4	4	4	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0
31	MINRESI	15	14	15	14	14	14	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0
32	MINREX	15	15	11	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0
33	MINSANTE	36	26	36	24	23	23	100,0	23	23	100,0	100,0	23	23	35	100,0	100,0	35	35	100,0	100,0	35	35	100,0	100,0	35	35	100,0	100,0	28	28	100,0	80,0
34	MINSEP	3	3	3	3	3	3	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	2	3	150,0	100,0
35	MINT	16	16	18	18	18	18	100,0	18	18	100,0	100,0	18	18	18	100,0	100,0	18	18	100,0	100,0	18	18	100,0	100,0	18	18	100,0	100,0	17	10	58,8	55,6
36	MINTOUL	31	31	31	29	29	29	100,0	29	29	100,0	100,0	29	29	31	100,0	100,0	31	31	100,0	100,0	31	31	100,0	100,0	31	31	100,0	100,0	31	30	96,8	96,8
37	MINTP	84	81	140	118	118	103	87,3	118	103	87,3	100,0	118	101	123	85,6	98,1	140	116	82,9	94,3	140	79	56,4	68,1	140	59	42,1	74,7	60	0	0,0	0,0
38	MINTSS	6	6	6	6	6	6	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	1	1	100,0	16,7
TOTAL GENERAL		602	556	711	600	597	563	94,3	597	560	93,8	99,5	597	555	665	93,0	99,1	702	655	93,3	98,5	702	606	86,3	92,5	702	579	82,5	95,5	521	365	70,1	63,0

Sur la base des statistiques de performance aux cinq (05) phases clés ci-dessus de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception est opéré le classement des Départements Ministériels.

3.2.2. CLASSEMENT DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS

Le classement des Départements Ministériels résulte de la combinaison dans l'ordre des cinq (05) indicateurs de performance correspondant à leurs réalisations par rapport aux prévisions des cinq phases clés sus-évoquées.

Tableau 9 : Classement des Départements Ministériels au 31 décembre 2022

Rang	Départements Ministériels	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d' AO	Taux d'attribution des marchés	Taux de signature des marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
I	MINMAP	13	10	11	9	100,0	100,0	100,0	100,0	183,3
2	MINSEP	3	3	3	3	100,0	100,0	100,0	100,0	150,0
3	MINCOM	7	7	5	5	100,0	100,0	100,0	100,0	133,3
4	MINHDU	11	11	32	22	100,0	100,0	100,0	100,0	112,5
5	CONSUPE	6	6	11	8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
6	MINAS	11	11	12	11	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
7	MINCOMMERCE	10	7	6	3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
8	MINDDEVEL	11	11	9	9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
9	MINEPDED	11	11	9	9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
10	MINEPIA	20	20	12	11	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
11	MINFOPRA	5	5	8	8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
12	MINJEC	16	14	20	19	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Rang	Départements Ministériels	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d' AO	Taux d'attribution des marchés	Taux de signature des marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
I3	MINPROFF	4	4	4	4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
I4	MINRESI	15	14	15	14	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
I5	MINREX	15	15	11	11	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
I6	MINSANTE	36	26	36	24	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
I7	MINTSS	6	6	6	6	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
I8	MINTOUL	31	31	31	29	100,0	100,0	100,0	100,0	96,8
I9	MINEDUB	11	11	32	12	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
20	MINDCAF	12	11	9	8	100,0	100,0	100,0	100,0	77,8
21	MINESEC	23	23	31	28	100,0	100,0	100,0	100,0	77,4
22	MINMIDT	3	3	3	3	100,0	100,0	100,0	100,0	66,7
23	MINADER	18	18	8	8	100,0	100,0	100,0	100,0	62,5
24	MINPMEESA	15	15	8	8	100,0	100,0	100,0	100,0	62,5
25	MINT	16	16	18	18	100,0	100,0	100,0	100,0	58,8
26	DGSN	19	15	18	14	100,0	100,0	100,0	100,0	44,4
27	MINEFOP	14	10	15	10	100,0	100,0	100,0	93,3	118,2
28	MINFI	3	3	3	3	100,0	100,0	100,0	33,3	33,3
	DGD	13	11	17	14	42,9	43,8	43,8	43,8	50,0
	DGI	/	/	19	19	36,8	36,8	36,8	36,8	10,5
29	MINESUP	25	25	35	34	100,0	100,0	97,1	94,3	32,0
30	MINAT	28	22	21	17	100,0	100,0	95,2	95,2	200,0
31	MINEPAT	16	16	18	18	100,0	100,0	94,4	94,4	75,0
32	MINDEF	7	7	6	6	100,0	100,0	83,3	33,3	0,0
33	MINAC	10	10	12	12	100,0	91,7	83,3	83,3	112,5
34	MINFOF	2	2	5	5	100,0	80,0	80,0	80,0	60,0
35	MINEE	46	39	43	31	87,1	100,0	82,1	82,1	22,6
36	MINPOSTEL	4	4	9	9	85,7	100,0	100,0	100,0	100,0
37	MINTP	84	81	140	118	85,6	82,9	56,4	42,1	0,0
38	MINJUSTICE	2	2	0	0	/	/	/	/	/
TOTAL GENERAL		602	556	711	600	93,0	93,3	86,3	82,5	70,1

3.2.3. PROCEDURES EXCEPTIONNELLES DE GRE A GRE ET DEROGATOIRES DE REGIE

S'agissant des procédures exceptionnelles de Gré à Gré, sur 366 demandes introduites, 317 autorisations de gré à gré ont été accordées à 27 sur 31 Départements Ministériels requérants. Au 31 décembre 2022, 237 marchés ont été passés par voie de gré à gré, parmi lesquels 164 ont fait l'objet d'une programmation préalable, conformément aux dispositions combinées des articles 59(1) et 110 du Code des Marchés Publics, réitérées au Point 127 de la Circulaire d'Application y relative.

Tableau 10 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées aux Départements Ministériels

N°	MO/MOD	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
1	CONSUPE	5	2	0	3	0	5	0	5
2	DGSN	7	6	0	1	0	7	0	7
3	MINAC	1	0	1	0	0	/	/	/
4	MINAS	5	3	0	2	0	5	0	5
5	MINCOM	1	0	1	0	0	/	/	/
6	MINDCAF	5	4	0	1	0	2	0	2
7	MINDDEVEL	3	2	1	0	0	1	0	1
8	MINDEF	1	0	1	0	0	/	/	/
9	MINEDUB	28	25	0	3	0	27	0	27
10	MINEE	16	11	1	4	0	9	1	10
11	MINEFOP	4	4	0	0	0	0	1	1
12	MINEPAT	30	23	5	2	0	0	17	17

N°	MO/MOD	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
13	MINEPDED	2	0	1	1	0	1	0	1
14	MINEPIA	5	2	2	1	0	2	0	2
15	MINESEC	24	18	2	4	0	13	3	16
16	MINESUP	20	3	1	16	0	9	1	10
17	MINFI	10	3	5	2	0	2	0	2
18	DGD	1	0	0	1	0	1	0	1
19	DGI	7	5	0	2	0	4	0	4
20	MINFOF	7	5	2	0	0	1	0	1
21	MINFOPRA	4	3	0	1	0	4	0	4
22	MINHDU	25	8	11	6	0	8	3	11
23	MINJEC	2	2	0	0	0	2	0	2
24	MINJUSTICE	2	2	0	0	0	/	/	/
25	MINMAP	3	3	0	0	0	3	0	3
26	MINPOSTEL	3	2	1	0	0	1	1	2
27	MINSANTE	48	34	6	8	0	9	17	26
28	MINSEP	12	12	0	0	0	1	0	1
29	MINT	2	2	0	0	0	1	0	1
30	MINTP	81	48	8	25	0	44	29	73
31	MINTSS	2	2	0	0	0	2	0	2
TOTAL GENERAL		366	234	49	83	0	164	73	237

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, par rapport aux 904 marchés en cours de passation, le taux des 237 procédures de gré à gré est de 26,2% ; décliné en un taux de 10,4% pour les cas 109(a) et 109(d) sans appel à concurrence

contre **15,8%** pour les cas 109(b) et 109(c) avec appel à concurrence.

Tableau 11 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées aux Départements Ministériels suivant les cas limitatifs de l'article 109 du CMP

N°	MO/MOD	Nombre de marchés passés	Sans concurrence I09(a) & I09(d)		Avec concurrence I09(b) & I09(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
1	CONSUPE	11	2	18,2%	3	27,3%	5	45,5%
2	DGSN	18	0	0,0%	7	38,9%	7	38,9%
3	MINAC	12	/	/	/	/	/	/
4	MINADER	8	/	/	/	/	/	/
5	MINAS	12	3	25,0%	2	16,7%	5	41,7%
6	MINAT	25	/	/	/	/	/	/
7	MINCOM	5	/	/	/	/	/	/
8	MINCOMMERCE	6	/	/	/	/	/	/
9	MINDCAF	9	2	22,2%	0	0,0%	2	22,2%
10	MINDDEVEL	9	0	0,0%	1	11,1%	1	11,1%
11	MINDEF	6	/	/	/	/	/	/
12	MINEDUB	32	23	71,9%	4	12,5%	27	84,4%
13	MINEE	44	5	11,4%	5	11,4%	10	22,7%
14	MINEFOP	16	0	0,0%	1	6,3%	1	6,3%
15	MINEPAT	54	0	0,0%	17	31,5%	17	31,5%
16	MINEPDED	9	0	0,0%	1	11,1%	1	11,1%
17	MINEPIA	13	1	7,7%	1	7,7%	2	15,4%
18	MINESEC	34	2	5,9%	14	41,2%	16	47,1%
19	MINESUP	37	6	16,2%	4	10,8%	10	27,0%
20	MINFI	3	2	66,7%	0	0,0%	2	66,7%
	DGD	17	1	5,9%	0	0,0%	1	5,9%
	DGI	19	2	10,5%	2	10,5%	4	21,1%
21	MINFOF	5	0	0,0%	1	20,0%	1	20,0%
22	MINFOPRA	8	0	0,0%	4	50,0%	4	50,0%
23	MINHDU	35	1	2,9%	10	28,6%	11	31,4%
24	MINJEC	20	0	0,0%	2	10,0%	2	10,0%
25	MINJUSTICE	0	/	/	/	/	/	/
26	MINMAP	11	0	0,0%	3	27,3%	3	27,3%
27	MINMIDT	3	/	/	/	/	/	/
28	MINPMEESA	8	/	/	/	/	/	/
29	MINPOSTEL	17	1	5,9%	1	5,9%	2	11,8%

N°	MO/MOD	Nombre de marchés passés	Sans concurrence I09(a) & I09(d)		Avec concurrence I09(b) & I09(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
30	MINPROFF	4	/	/	/	/	/	/
31	MINRESI	15	/	/	/	/	/	/
32	MINREX	12	/	/	/	/	/	/
33	MINSANTE	104	3	2,9%	23	22,1%	26	25,0%
34	MINSEP	3	0	0,0%	1	33,3%	1	33,3%
35	MINT	18	1	5,6%	0	0,0%	1	5,6%
36	MINTOUL	31	/	/	/	/	/	/
37	MINTP	205	39	19,0%	34	16,6%	73	35,6%
38	MINTSS	6	0	0,0%	2	33,3%	2	33,3%
TOTAL GENERAL		904	94	10,4%	143	15,8%	237	26,2%

En ce qui concerne les procédures dérogatoires de Régie, sur **54** demandes d'autorisations d'exécution des projets en Régie, **44** ont été accordées et notifiées à **06** des **08** Départements Ministériels requérants. Au total, **07** projets ont effectivement été exécutés en régie, tous ayant fait l'objet d'une programmation préalable.

Tableau 12 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures dérogatoires de Régie accordées aux Départements Ministériels

N°	MO/MOD	Autorisations sollicitées	Accord	Refus	Mise en œuvre au 31 décembre 2021		
					Projets programmés	Nouveaux projets	Total
1	CONSUPE	1	1	0	0	0	0
2	MINADER	3	3	0	0	0	0
3	MINEPAT	12	10	2	7	0	7
4	MINFI	1	0	1	0	0	0
5	MINPOSTEL	1	1	0	0	0	0
6	MINRESI	1	1	0	0	0	0
7	MINTOUL	1	0	1	0	0	0
8	MINTP	34	28	6	0	0	0
TOTAL GENERAL		54	44	10	7	0	7

En somme, des **361** autorisations de procédures exceptionnelles de Gré à Gré (**317**) et dérogatoires de Régie (**44**) accordées par l'Autorité chargée des Marchés Publics, **244** ont été exécutées par les Départements Ministériels, parmi lesquelles **237** en termes de Gré à Gré et **07** en Régie ; comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

Tableau 13 : Procédures exceptionnelles de Gré à Gré et dérogatoires de Régie au 31 décembre 2022 des Départements Ministériels

N°	MO/MOD	Gré à Gré		Régie		Ensemble	
		Accord	Exécution	Accord	Exécution	Accord	Exécution
1	CONSUPE	5	5	1	0	6	5
2	DGSN	7	7	/	/	7	7
3	MINAC	0	/	/	/	0	/
4	MINADER	/	/	3	0	3	0
5	MINAS	5	5	/	/	5	5
6	MINCOM	0	/	/	/	0	/
7	MINDCAF	5	2	/	/	5	2
8	MINDDEVEL	2	1	/	/	2	1
9	MINDEF	0	/	/	/	0	/
10	MINEDUB	28	27	/	/	28	27
11	MINEE	15	10	/	/	15	10
12	MINEFOP	4	1	/	/	4	1
13	MINEPAT	25	17	10	7	35	24
14	MINPDED	1	1	/	/	1	1
15	MINEPIA	3	2	/	/	3	2
16	MINESEC	22	16	/	/	22	16
17	MINESUP	19	10	/	/	19	10
18	MINFI	5	2	0	0	5	2
19	DGD	1	1	/	/	1	1
20	DGI	7	4	/	/	7	4
21	MINFOF	5	1	/	/	5	1
22	MINFOPRA	4	4	/	/	4	4
23	MINHDU	14	11	/	/	14	11
24	MINJEC	2	2	/	/	2	2
25	MINMAP	3	3	/	/	3	3
26	MINJUSTICE	2	/	/	/	2	/
27	MINPOSTEL	2	2	1	0	3	2
28	MINRESI	/	/	1	0	1	0

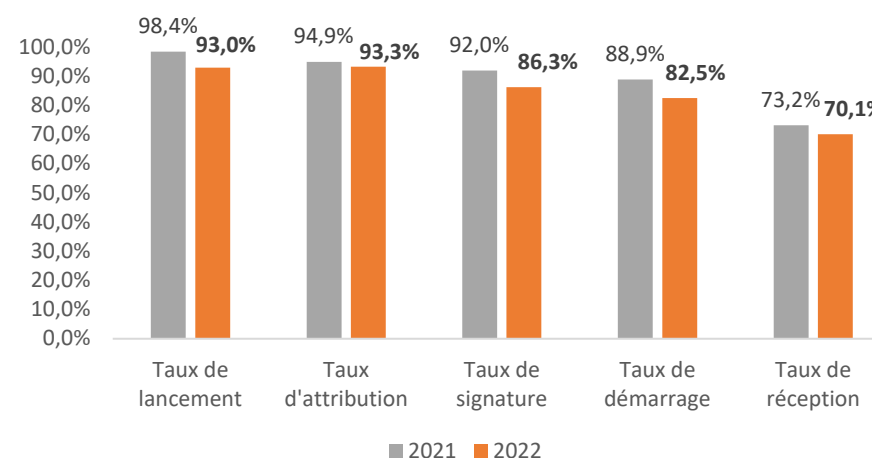
N°	MO/MOD	Gré à Gré		Régie		Ensemble	
		Accord	Exécution	Accord	Exécution	Accord	Exécution
29	MINSANTE	42	26	/	/	42	26
30	MINSEP	12	1	/	/	12	1
31	MINT	2	1	/	/	2	1
32	MINTOUL	/	/	0	0	0	0
33	MINTP	73	73	28	0	101	73
34	MINTSS	2	2	/	/	2	2
TOTAL GENERAL		317	237	44	7	361	244

Ces performances des Départements Ministériels ainsi présentées méritent d'être comparées à celles de 2021.

3.2.4. ANALYSE COMPARATIVE AVEC L'ANNÉE 2021

À la même période d'évaluation en 2021, les performances des Départements Ministériels dans la contractualisation des marchés sont en baisse de **4 points** en moyenne. Aussi, l'on observe également que le niveau des réceptions des prestations a baissé en comparaison à 2021.

Graphique 11 : Performances comparées des Départements Ministériels en 2021 et 2022



3.2.5. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET SOLUTIONS ADOPTÉES

La passation et l'exécution des marchés des Départements Ministériels ont connu au cours de l'exercice 2022 quelques difficultés qu'il convient de présenter.

En effet, des échanges avec les Responsables en charge des marchés, il a été identifié :

- la flambée générale des prix sur le marché national et international du fait notamment de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine ;
- l'élaboration tardive des DAO du fait de la faible maturation des projets par les services compétents ;
- la logistique insuffisante pour une utilisation efficace de la plateforme COLEPS en vue de la passation « en ligne » des marchés publics et la résistance au changement ;
- la faible diligence des Contrôleurs Financiers Centraux dans l'apposition des visas budgétaires sur les projets de contrats ;
- la souscription tardive des projets de marchés ou avenants par les adjudicataires ;
- la non diligence dans l'opérationnalité de la dématérialisation des procédures d'engagement

budgétaire, avec pour conséquence des retards pour leur engagement comptable et enregistrement ;

- le manque d'engouement des concessionnaires dans la participation aux consultations relatives à l'acquisition des véhicules.

Comme solutions adoptées, l'on peut citer :

- l'ajustement par voie d'avenants le cas échéant, de la consistance des prestations suite aux fluctuations des prix observées à l'international ;
- la relance régulière et permanente des services techniques dans la mise à disposition des spécifications techniques et TDRs en vue de la finalisation des DAO ;
- l'accompagnement permanent par le MINMAP des acteurs intervenants dans le processus de passation « en ligne » des marchés publics via COLEPS ;
- la relance régulière des Contrôleurs Financiers Centraux pour l'apposition diligente des visas budgétaires sur les marchés ;
- l'exhortation de certains concessionnaires à participer aux consultations d'acquisition de véhicules avec des gages de règlements des marchés y relatifs ;

- l'appropriation progressive de la Circulaire n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics.

III.3 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES PROJETS/PROGRAMMES

Les performances des Projets/Programmes au terme de l'exercice 2022 sont également étayées des statistiques de mise en œuvre des opérations de passation et d'exécution des marchés, assorties des difficultés rencontrées et des solutions adoptées.

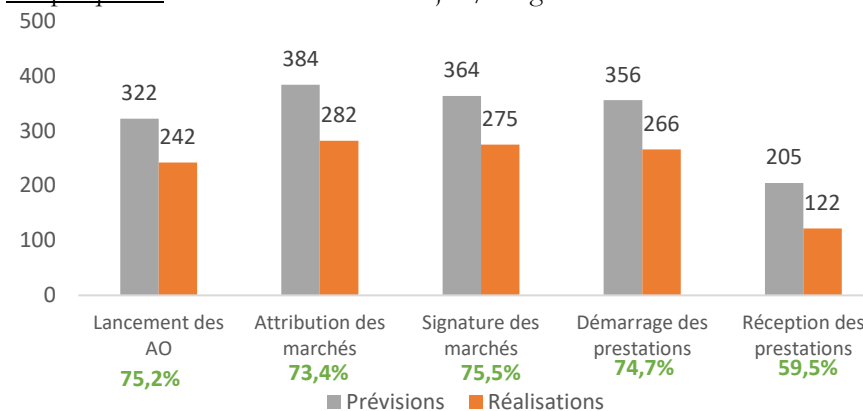
3.3.1. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES PPM AU 31 DÉCEMBRE 2022

En fin 2022, le niveau de contractualisation des marchés des Projets/Programmes est au-dessus de la moyenne (**75,5%**), en progression par rapport au taux de 37,6% observé au 30 juin 2022. Il est observé une embellie dès le lancement des consultations (de 54,1% à **75,2%**) et au niveau des attributions des marchés (de 38,6% à **73,4%**).

Faut-il le préciser, des 53 Projets/Programmes dont 07 localisés en Régions (AIVDP, C2D CAPITALES REGIONALES BERTOUA, PDRI-CL, PROLAC, VIVA BENOUE, LIFIDEP et PDRM II), seuls 39 des 45 visités ont effectivement été évalués. Les 06 autres ne l'ont pas été pour cause d'absence de marchés à passer au titre de l'exercice 2022.

Cette situation est illustrée par le graphique ci-dessous.

Graphique 12 : Performances des Projets/Programmes au 31 décembre 2022



Les indicateurs de performance des Projets/Programmes aux sept (07) phases clés de la passation et de l'exécution des marchés sont ci-dessous présentés ; en comparaison avec leurs valeurs au 2^{ème} trimestre 2022 (au 30 juin 2022).

a) TRANSMISSION DES DAO PAR LES MO/MOD

Dans les Projets/Programmes, **290** projets de DAO sur **322** attendus ont été reçus par les CPM, soit un taux de transmission de **90,1%**, en bonne progression de 19,7 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Ces **290** projets de DAO transmis correspondent à **367** marchés programmés.

b) EXAMEN DES DAO PAR LES CPM

Des **290** projets de DAO reçus, **271** ont été examinés par les CPM parmi lesquels **31** l'ont été par les CCCM, soit un taux

d'examen de **93,4%**, en hausse par rapport au taux de 86,8% observé au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **322** DAO à examiner, ce taux est ramené à **84,2%**, en forte hausse par rapport au taux de 61,1% enregistré au 2^{ème} trimestre.

c) LANCEMENT DES APPELS D'OFFRES

Sur les **271** DAO examinés, **242** Avis d'Appel d'Offres (AAO) ont été publiés, soit un taux de lancement de **89,3%**, en progression de 1,1 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Des prévisions à date, **322** Appels d'Offres devraient être lancés ; ce qui ramène à **75,2%** le taux de lancement des AO par rapport aux prévisions, traduisant un bond de plus de 20 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

d) ATTRIBUTION DES MARCHES

282 marchés ont été attribués sur les **317** marchés attendus des **242** consultations effectivement lancées, soit un taux d'attribution de **89,0%**, en bonne progression par rapport au 2^{ème} trimestre où ce taux était de 52,8%. Comparé aux prévisions de **384** attributions, ce taux est ramené à **73,4%**, en hausse de 34,8 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

e) SIGNATURE DES MARCHES

Des **282** marchés attribués, **275** marchés ont été signés, soit un taux de signature de **97,5%**, en bonne progression de 13,9 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Comparé aux

prévisions de **364** marchés à signer, ce taux est ramené à **75,5%**, en hausse des 37,6% observés au 2^{ème} trimestre.

f) DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Des **275** marchés signés, **266** prestations y relatives ont effectivement démarré, soit un taux de démarrage de **96,7%**, en hausse de 0,3 point par rapport au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de démarrage de **356** prestations, ce taux est ramené à **74,7%**, en bonne progression par rapport au 2^{ème} trimestre où ce taux était de 38,8%.

g) RECEPTION DES PRESTATIONS

Des **266** prestations démarrées, **122** ont été réceptionnées, soit un taux de réception de **45,9%**, en bonne progression de 5,2 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **205** marchés à réceptionner, ce taux est de **59,5%**, en hausse des 37,6% enregistrés au 2^{ème} trimestre.

Pour plus de détails, le tableau de synthèse ci-dessous présente ces performances pour chaque Projet/Programme aux étapes de saisine de la CPM, d'examen des projets de DAO en CPM, suivies des cinq phases clés de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception.

Les indicateurs de performance qui y sont présentés sont calculés sur la base des prévisions au 31 décembre 2022 d'une part, et par rapport aux niveaux de réalisation des phases précédentes d'autre part.

Tableau 14 : Niveau de mise en œuvre au 31 décembre 2022 des opérations de passation et d'exécution des marchés des Projets/Programmes

N°	PROJETS/PROGRAMMES	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CPM			Examen DAO CPM			Lancement AO				Attribution marchés		Signature marchés		Démarrage prestations			Réception prestations										
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]	Taux (%) de lancement d'AO par rapport	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]	Taux (%) de attribution de marchés par rapport	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]	Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]	Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport	Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Prévus [(15)/(14)]
1	AGROPOLES	5	5	6	5	5	4	80,0	5	4	80,0	100,0	5	4	5	80,0	100,0	6	5	83,3	100,0	6	5	83,3	100,0	6	5	83,3	100,0	0	0	/	0,0
2	AIVDP	19	19	23	19	19	18	94,7	19	18	94,7	100,0	19	18	22	94,7	100,0	23	19	82,6	86,4	23	19	82,6	100,0	23	19	82,6	100,0	4	0	0,0	0,0
3	C2D-AFOP	3	3	2	2	2	0	0,0	2	0	0,0	/	2	0	0	0,0	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/
4	C2D-CAPITALES REGIONALES	7	7	7	7	7	6	85,7	7	6	85,7	100,0	7	2	2	28,6	33,3	7	2	28,6	100,0	5	1	20,0	50,0	5	1	20,0	100,0	0	0	/	0,0
5	C2D-CAPITALES REGIONALES BERTOUA	/	/	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0
6	C2D-CFPS	1	1	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	0	0	/	0,0
7	C2D-EDUCATION	13	3	15	3	3	3	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	0	0	/	0,0
8	CAB	11	7	4	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	3	3	100,0	75,0
9	CEPS-BID	6	5	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	0	0	/	0,0
10	CPR-FC	11	10	11	10	6	3	50,0	6	3	50,0	100,0	6	2	2	33,3	66,7	6	1	16,7	50,0	6	1	16,7	100,0	5	1	20,0	100,0	4	1	25,0	100,0
11	PAD-CACAO	2	2	0	0	0	0	/	0	0	/	/	0	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/
12	PADFA II	/	/	32	31	31	19	61,3	31	19	61,3	100,0	31	16	16	51,6	84,2	32	13	40,6	81,3	32	13	40,6	100,0	32	13	40,6	100,0	12	1	8,3	7,7
13	PADI-DJA	11	11	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	0	0	/	0,0
14	PAEPYS	7	6	3	3	2	3	150,0	2	2	100,0	66,7	2	1	1	50,0	50,0	2	1	50,0	100,0	2	0	0,0	0,0	2	0	0,0	/	0	0	/	/
15	PAHLP	1	1	0	0	0	0	/	0	0	/	/	0	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/
16	PAREC	34	34	17	17	17	17	100,0	17	8	47,1	47,1	17	8	8	47,1	100,0	12	7	58,3	87,5	11	7	63,6	100,0	11	6	54,5	85,7	8	4	50,0	66,7
17	PARF CAFE	/	/	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	0	0	/	0,0
18	PATDHS	5	5	2	2	2	2	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	2	100,0	100,0	2	1	50,0	50,0	2	1	50,0	100,0	2	1	50,0	100,0	2	1	50,0	100,0
19	PATNUC	42	42	13	13	11	10	90,9	11	6	54,5	60,0	11	4	4	36,4	66,7	8	4	50,0	100,0	5	4	80,0	100,0	5	4	80,0	100,0	1	1	100,0	25,0

N°	PROJETS/PROGRAMMES	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CPM			Examen DAO CPM			Lancement AO				Attribution marchés			Signature marchés			Démarrage prestations			Réception prestations								
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Taux (%) d'examen de DAO par rapport		Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Taux (%) de lancement d'AO par rapport		Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport		Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Taux (%) de signature de marchés par rapport		Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport		Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Taux (%) de réception des prestations par rapport	
											Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]				Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]			Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]			Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]			Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]			Prévus [(15)/(14)]	Prestations démarrées [(15)/(13)]
20	PCCM	31	31	14	14	14	11	78,6	14	11	78,6	100,0	14	0	0	0,0	0,0	14	0	0,0	/	14	0	0,0	/	14	0	0,0	/	14	0	0,0	/
21	PCP-ACEFA	6	6	6	6	6	5	83,3	6	5	83,3	100,0	6	5	5	83,3	100,0	6	4	66,7	80,0	5	4	80,0	100,0	5	4	80,0	100,0	4	1	25,0	25,0
22	PD-COBIE	17	13	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0
23	PDCVA	22	18	0	0	0	0	/	0	0	/	/	0	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/
24	PDFVM	4	4	3	2	2	2	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	0	0,0	0,0
25	PDRI-CL	4	4	9	2	2	2	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	9	100,0	100,0	9	0	0,0	0,0	4	0	0,0	/	4	0	0,0	/	0	0	/	/
26	PDST VOLET AERIEN	19	19	7	7	6	5	83,3	6	5	83,3	100,0	6	5	5	83,3	100,0	3	5	166,7	100,0	3	5	166,7	100,0	3	4	133,3	80,0	0	0	/	0,0
27	PDVIR	42	42	28	26	13	15	115,4	13	15	115,4	100,0	13	12	14	92,3	80,0	13	13	100,0	92,9	13	13	100,0	100,0	10	11	110,0	84,6	0	0	/	0,0
28	PEA-JEUNES	36	16	29	15	15	15	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	29	100,0	100,0	29	29	100,0	100,0	29	29	100,0	100,0	29	29	100,0	100,0	28	28	100,0	96,6
29	PEPS	21	20	13	11	10	8	80,0	10	8	80,0	100,0	10	8	10	80,0	100,0	12	10	83,3	100,0	7	9	128,6	90,0	7	9	128,6	100,0	3	7	233,3	77,8
30	PEST	8	5	7	4	4	3	75,0	4	3	75,0	100,0	4	3	6	75,0	100,0	7	6	85,7	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	0	0	/	0,0
31	PFS	9	9	43	20	20	20	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	42	100,0	100,0	43	42	97,7	100,0	43	42	97,7	100,0	43	42	97,7	100,0	42	37	88,1	88,1
32	PNDP	14	14	11	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	8	9	112,5	81,8
33	PNLP	15	15	10	10	10	6	60,0	10	6	60,0	100,0	10	5	5	50,0	83,3	10	2	20,0	40,0	10	2	20,0	100,0	10	2	20,0	100,0	3	1	33,3	50,0
34	PNLT	10	8	10	7	7	7	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	10	100,0	100,0	10	7	70,0	70,0	10	7	70,0	100,0	10	7	70,0	100,0	6	1	16,7	14,3
35	PRERETD	1	1	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	0	0	/	0,0
36	PRODEL	34	33	7	6	6	6	100,0	6	6	100,0	100,0	6	5	5	83,3	83,3	6	5	83,3	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	4	4	100,0	80,0
37	PROLAC	/	/	49	49	49	47	95,9	49	47	95,9	100,0	49	47	47	95,9	100,0	49	44	89,8	93,6	49	42	85,7	95,5	49	39	79,6	92,9	43	17	39,5	43,6
38	STADE C2D	16	16	16	16	16	16	100,0	16	11	68,8	68,8	16	11	11	68,8	100,0	16	8	50,0	72,7	15	6	40,0	75,0	11	6	54,5	100,0	0	3	/	50,0
39	VIVA BENOUE	/	/	19	15	15	15	100,0	15	15	100,0	100,0	15	13	17	86,7	86,7	19	14	73,7	82,4	19	14	73,7	100,0	19	12	63,2	85,7	11	1	9,1	8,3
TOTAL GENERAL		487	435	423	344	322	290	90,1	322	271	84,2	93,4	322	242	317	75,2	89,3	384	282	73,4	89,0	364	275	75,5	97,5	356	266	74,7	96,7	205	122	59,5	45,9

Sur la base des statistiques de performance aux cinq (05) phases clés ci-dessus de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception est opéré le classement des Projets/Programmes.

3.3.2. CLASSEMENT DES PROJETS/PROGRAMMES

Le classement des Projets/Programmes résulte de la combinaison dans l'ordre des cinq (05) indicateurs de performance correspondant à leurs réalisations par rapport aux prévisions des cinq phases clés sus-évoquées.

Tableau 15 : Classement des Projets/Programmes au 31 décembre 2022

Rang	Projets/Programmes	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d'AO	Taux d'attribution de marchés	Taux de signature de marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
1	C2D-CFPS	1	1	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	/
2	C2D-EDUCATION	13	3	15	3	100,0	100,0	100,0	100,0	/
3	CEPS-BID	6	5	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	/
4	PADI-DJA	11	11	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	/
5	PARF CAFE	/	/	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	/
6	PRERETD	1	1	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	/
7	PNDP	14	14	11	11	100,0	100,0	100,0	100,0	112,5
8	C2D-CAPITALES REGIONALES BERTOUA	/	/	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Rang	Projets/Programmes	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d'AO	Taux d'attribution de marchés	Taux de signature de marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
9	CAB	11	7	4	4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
10	PD-COBIE	17	13	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
11	PEA-JEUNES	36	16	29	15	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
12	PDFVM	4	4	3	2	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0
13	PFS	9	9	43	20	100,0	97,7	97,7	97,7	88,1
14	PNLT	10	8	10	7	100,0	70,0	70,0	70,0	16,7
15	PATDHS	5	5	2	2	100,0	50,0	50,0	50,0	50,0
16	PDRI-CL	4	4	9	2	100,0	0,0	0,0	0,0	/
17	PROLAC	/	/	49	49	95,9	89,8	85,7	79,6	39,5
18	AIVDP	19	19	23	19	94,7	82,6	82,6	82,6	0,0
19	PDVIR	42	42	28	26	92,3	100,0	100,0	110,0	/
20	VIVA BENOUE	/	/	19	15	86,7	73,7	73,7	63,2	9,1
21	PDST VOLET AERIEN	19	19	7	7	83,3	166,7	166,7	133,3	/
22	PRODEL	34	33	7	6	83,3	83,3	100,0	100,0	100,0
23	PCP-ACEFA	6	6	6	6	83,3	66,7	80,0	80,0	25,0
24	PEPS	21	20	13	11	80,0	83,3	128,6	128,6	233,3
25	AGROPOLES	5	5	6	5	80,0	83,3	83,3	83,3	/
26	PEST	8	5	7	4	75,0	85,7	100,0	100,0	/
27	STADE C2D	16	16	16	16	68,8	50,0	40,0	54,5	/
28	PADFA II	/	/	32	31	51,6	40,6	40,6	40,6	8,3
29	PAEPYS	7	6	3	3	50,0	50,0	0,0	0,0	/
30	PNLP	15	15	10	10	50,0	20,0	20,0	20,0	33,3

Rang	Projets/Programmes	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d'AO	Taux d'attribution de marchés	Taux de signature de marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
31	PAREC	34	34	17	17	47,1	58,3	63,6	54,5	50,0
32	PATNUC	42	42	13	13	36,4	50,0	80,0	80,0	100,0
33	CPR-FC	11	10	11	10	33,3	16,7	16,7	20,0	25,0
34	C2D-CAPITALES REGIONALES	7	7	7	7	28,6	28,6	20,0	20,0	/
35	C2D-AFOP	3	3	2	2	0,0	/	/	/	/
36	PCCM	31	31	14	14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
37	PAD-CACAO	2	2	0	0	/	/	/	/	/
38	PAHLP	1	1	0	0	/	/	/	/	/
39	PDCVA	22	18	0	0	/	/	/	/	/
TOTAL GENERAL		487	435	423	344	75,2	73,4	75,5	74,7	59,5

3.3.3. PROCEDURES EXCEPTIONNELLES DE GRE A GRE ET DEROGATOIRES DE REGIE

Pour ce qui est des procédures exceptionnelles de Gré à Gré, toutes les 32 demandes de gré à gré introduites ont été accordées aux 12 Projets/Programmes requérants. Au 31 décembre 2022, 12 marchés ont été passés par voie de gré à gré, parmi lesquels 11 fait l'objet d'une programmation préalable, conformément aux dispositions combinées des

articles 59(1) et 110 du Code des Marchés Publics, réitérées au Point 127 de la Circulaire d'Application y relative.

Tableau 16 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées aux Projets/Programmes

N°	MO/MOD	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2021		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
1	C2D-CAPITALES REGIONALES	1	1	0	0	0	1	0	1
2	CEPS BID	2	0	0	2	0	1	1	2
3	PADFA II	3	3	0	0	0	0	0	0
4	PADI-DJA	5	4	0	1	0	1	0	1
5	PAREC	3	1	0	2	0	1	0	1
6	PCP-ACEFA	1	1	0	0	0	1	0	1
7	PDCVEP	6	6	0	0	0	0	0	0
8	PEA-JEUNES	4	4	0	0	0	2	0	2
9	PFS	4	4	0	0	0	4	0	4
10	PIDACC	1	0	0	1	0	0	0	0
11	PRODEL	1	1	0	0	0	0	0	0
12	PRPSS	1	1	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL		32	26	0	6	0	11	1	12

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, par rapport aux 461 marchés en cours de passation, le taux des 12 procédures de gré à gré est de 2,6% ; décliné en un taux de 2,0% pour les cas 109(a) et 109(d) sans appel à concurrence contre 0,7% pour les cas 109(b) et 109(c) avec appel à concurrence.

Tableau 17 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées aux Projets/Programmes suivant les cas limitatifs de l'article 109 du CMP

N°	MO/MOD	Nombre de marchés passés	Sans concurrence I09(a) & I09(d)		Avec concurrence I09(b) & I09(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
1	AGROPOLES	6	/	/	/	/	/	/
2	AIVDP	23	/	/	/	/	/	/
3	C2D-AFOP	2	/	/	/	/	/	/
4	C2D-CAPITALES REGIONALES	7	1	14,3%	0	0,0%	1	14,3%
5	C2D-CAPITALES REGIONALES BERTOUA	1	/	/	/	/	/	/
6	C2D-CFPS	1	/	/	/	/	/	/
7	C2D-EDUCATION	15	/	/	/	/	/	/
8	CAB	4	/	/	/	/	/	/
9	CEPS-BID	2	0	0,0%	2	100,0%	2	100,0%
10	CPRFC	11	/	/	/	/	/	/
11	LIFIDEP	1	/	/	/	/	/	/
12	PAD-CACAO	0	/	/	/	/	/	/
13	PADFA II	32	/	/	/	/	/	/
14	PADI-DJA	1	0	0,0%	1	100,0%	1	100,0%
15	PAEPYS	3	/	/	/	/	/	/
16	PAHLP	0	/	/	/	/	/	/
17	PARC	17	1	5,9%	0	0,0%	1	5,9%
18	PARF CAFE	1	/	/	/	/	/	/
19	PATDHS	2	/	/	/	/	/	/
20	PATNUC	13	/	/	/	/	/	/
21	PCCM	14	/	/	/	/	/	/
22	PCP-ACEFA	6	1	16,7%	0	0,0%	1	16,7%
23	PD-COBIE	1	/	/	/	/	/	/
24	PDCVA	0	/	/	/	/	/	/
25	PDFVM	3	/	/	/	/	/	/
26	PDRI-CL	9	/	/	/	/	/	/
27	PDST VOLET AERIEN	9	/	/	/	/	/	/
28	PDVIR	29	/	/	/	/	/	/
29	PEA-JEUNES	57	2	3,5%	0	0,0%	2	3,5%
30	PEPS	17	/	/	/	/	/	/
31	PEST	7	/	/	/	/	/	/
32	PFS	43	4	9,3%	0	0,0%	4	9,3%
33	PNDP	11	/	/	/	/	/	/
34	PNLP	10	/	/	/	/	/	/
35	PNLT	10	/	/	/	/	/	/
36	PRERETD	1	/	/	/	/	/	/
37	PRODEL	7	/	/	/	/	/	/
38	PROLAC	50	/	/	/	/	/	/
39	STADE C2D	16	/	/	/	/	/	/
40	VIVA BENOUE	19	/	/	/	/	/	/
TOTAL GENERAL		461	9	2,0%	3	0,7%	12	2,6%

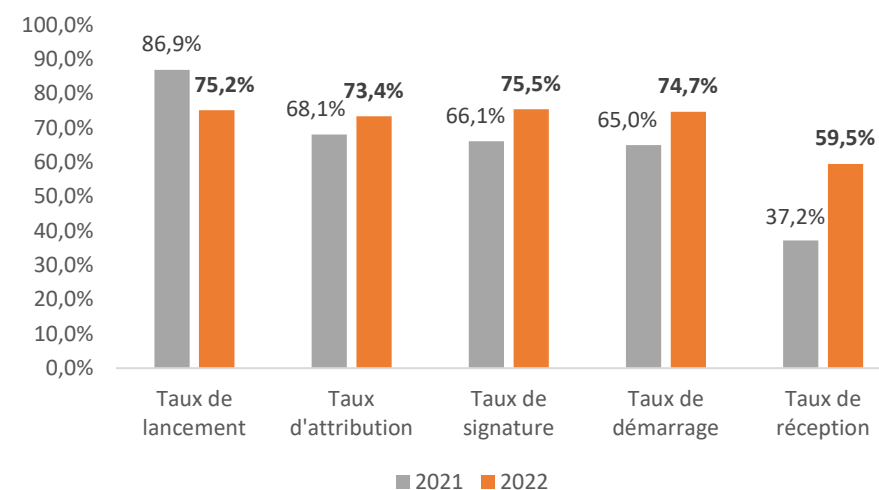
Quant aux procédures dérogatoires de Régie, aucune demande n'a été enregistrée sur la période sous revue.

Ces performances des Projets/Programmes ainsi présentées méritent d'être comparées à celles de 2021.

3.3.4. ANALYSE COMPARATIVE AVEC L'ANNÉE 2021

Les performances des Projets/Programmes sont en hausse en comparaison avec l'exercice 2021, notamment aux phases d'attribution (hausse de 5,3%), de signature (hausse de 9,4%), de démarrage (hausse de 9,7%) et de réception des prestations (hausse de 22,3%).

Graphique 13 : Performances comparées des Projets/Programmes en 2021 et 2022



3.3.5. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET SOLUTIONS ADOPTÉES

Des échanges avec les Spécialistes en charge des marchés, les écueils relevés dans la passation et l'exécution des marchés des Projets/Programmes ont notamment porté sur :

- l'obtention tardive des Avis de Non Objection (ANO) des Bailleurs de fonds ;
- la mise à disposition tardive des fonds de contrepartie, conditionnant le démarrage de certaines activités à financement conjoint ;
- le lancement tardif des consultations du fait notamment de l'élaboration tardive des DAO, la publication retardée des Appels à Manifestations d'Intérêt (AMI) et la mise en œuvre du collectif budgétaire ;
- l'insuffisance des personnels d'appui aux Spécialistes en Passation des Marchés.

Comme solutions adoptées, il a été procédé :

- à la relance régulière et permanente des services techniques dans la mise à disposition des éléments de maturité des projets en vue de la finalisation des DAO ;

- au recrutement de personnels stagiaires en appui aux activités inhérentes à la passation des marchés publics ;
- à l'appropriation progressive de la Circulaire n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics.

III.4 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

Cette section présente les performances des Établissements Publics et autres Organismes publics au terme de l'exercice 2022, étayées des statistiques de mise en œuvre des opérations de passation et d'exécution des marchés, assorties des difficultés rencontrées et des solutions adoptées.

3.4.1. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES PPM AU 31 DÉCEMBRE 2022

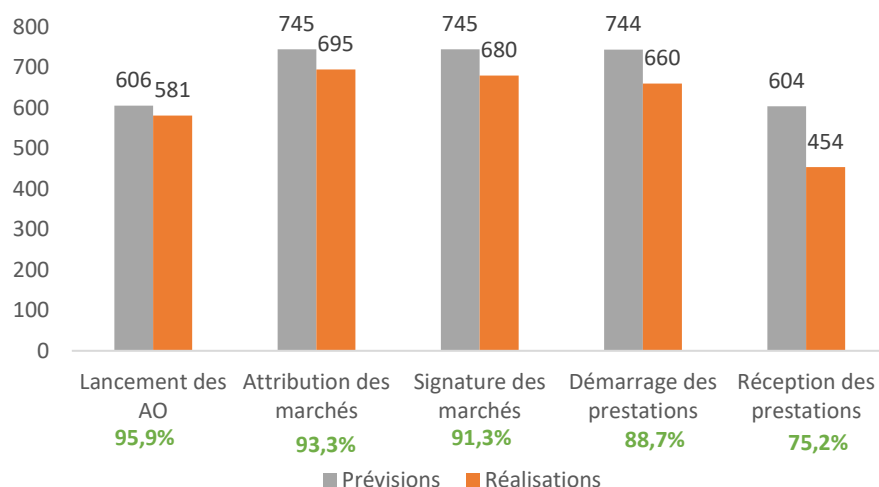
Au terme de l'exercice 2022, les Établissements Publics dénotent d'une bonne performance dans la contractualisation des marchés (**91,3%**), ainsi qu'un bon niveau de démarrage des prestations (**88,7%**) ; en hausse au regard de leurs performances au 30 juin 2022 qui étaient respectivement de 50,8% et 48,3%. Il en est de même des

réceptions des prestations qui se situent à **75,2%** contre 24,2% au 30 juin 2022.

Faut-il le préciser, des 82 Établissements Publics dont 27 localisés en Régions, seuls 76 ont effectivement été évalués, parmi lesquels 21 en Régions. Les 06 autres Établissements Publics n'ont pas été évalués notamment pour cause d'absence de marchés à passer au titre de l'exercice 2022 (BUCREP, ISMP, CDHC, GP-DERUPDED et CDPM) et du fait qu'ils ne sont plus soumis au Code des Marchés Publics (LANAVET).

Cette situation est illustrée par le graphique ci-dessous.

Graphique 14 : Performances des Établissements Publics au 31 décembre 2022



Les indicateurs de performance des Établissements Publics aux sept (07) phases clés de la passation et de l'exécution des marchés sont ci-dessous présentés en comparaison avec leurs valeurs au 2^{ème} trimestre 2022 (précisément au 30 juin 2022).

a) TRANSMISSION DES DAO PAR LES MO/MOD

Dans les Établissements Publics, **598** projets de DAO sur **606** attendus ont été reçus par les CIPM, soit un taux de transmission de **98,7%**, en hausse de 23,8 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Ces **598** projets de DAO transmis correspondent à **739** marchés programmés.

b) EXAMEN DES DAO PAR LES CIPM

Des **598** projets de DAO reçus, **595** ont été examinés par les CPM parmi lesquels **44** l'ont été par les CCCM, soit un taux d'examen de **99,5%**, en hausse par rapport au taux de 95,8% observé au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **606** DAO à examiner, ce taux est ramené à **98,2%**, en hausse de 26,4 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

c) LANCEMENT DES APPELS D'OFFRES

Sur les **595** DAO examinés, **581** Avis d'Appel d'Offres (AAO) ont été publiés, soit un taux de lancement de **97,6%**, en progression de 4,1 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Des prévisions à date, **606** Appels d'Offres devraient être

lancés ; ce qui ramène à **95,9%** le taux de lancement des AO par rapport aux prévisions, également en hausse de 28,8 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

d) ATTRIBUTION DES MARCHES

695 marchés ont été attribués sur les **720** attendus des **581** consultations lancées, soit un taux d'attribution de **96,5%**, en bonne progression par rapport aux 81,2% observés au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **745** attributions, ce taux est ramené à **93,3%**, largement au-dessus de la valeur de 54,5% enregistrée au 2^{ème} trimestre.

e) SIGNATURE DES MARCHES

Des **695** marchés attribués, **680** marchés ont été signés, soit un taux de signature de **97,8%**, en hausse de 7,2 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **745** marchés à signer, ce taux est ramené à **91,3%**, au-dessus de la valeur de 50,8% enregistrée au 2^{ème} trimestre.

f) DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Des **680** marchés signés, **660** prestations y relatives ont effectivement démarré, soit un taux de démarrage de **97,1%**, en hausse de 3,6 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **744** prestations, ce taux est

ramené à **88,7%**, soit près du double de la valeur de 48,3% enregistrée au 2^{ème} trimestre.

g) RECEPTION DES PRESTATIONS

Des **660** prestations démarrées, **454** ont été réceptionnées, soit un taux de réception de **68,8%**, représentant plus du triple de la valeur de 19,9% enregistrée au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **604** marchés à réceptionner, ce taux est porté à **75,2%**, soit encore plus du triple de la valeur de 24,2% observée au 2^{ème} trimestre.

Pour plus de détails, le tableau de synthèse ci-dessous présente ces performances pour chaque Établissement Public aux étapes de saisine de la CIPM, d'examen des projets de DAO en CIPM, suivies des cinq phases clés de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception.

Les indicateurs de performance qui y sont présentés sont calculés sur la base des prévisions au 31 décembre 2022 d'une part, et par rapport aux niveaux de réalisation des phases précédentes d'autre part.

Tableau 18 : Niveau de mise en œuvre au 31 décembre 2022 des opérations de passation et d'exécution des marchés des Établissements Publics

%	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CIPM		Examen DAO CIPM				Lancement AO			Attribution marchés		Signature marchés		Démarrage prestations		Réception prestations								
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Taux (%) d'examen de DAO par rapport	Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Taux (%) de lancement d'AO par rapport	Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport	Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Taux (%) de signature de marchés par rapport	Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport	Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Taux (%) de réception des prestations par rapport		
										Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]			Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]		Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]		Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]		Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]		Prévus [(15)/(14)]	Prestations démarrées [(15)/(13)]		
1	AER	11	11	17	15	15	15	100,0	15	14	93,3	93,3	15	14	16	93,3	100,0	17	16	94,1	100,0	17	16	94,1	100,0	16	9	56,3	56,3
2	ANOR	12	8	10	10	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	4	4	100,0	44,4
3	ANRP	6	5	6	5	5	5	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	5	5	100,0	83,3
4	ANTIC	15	15	22	16	16	16	100,0	16	16	100,0	100,0	16	15	19	93,8	93,8	22	16	72,7	84,2	22	16	72,7	100,0	16	16	100,0	100,0
5	API	2	2	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	0	0	/	0,0
6	APME	8	8	5	5	5	5	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0
7	APN	8	8	12	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	12	100,0	100,0	10	10	100,0	83,3	10	10	100,0	100,0	6	2	33,3	20,0
8	ARMP	13	13	10	10	10	10	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	10	100,0	100,0	10	9	90,0	90,0	10	9	90,0	100,0	10	8	80,0	88,9
9	ARSEL	21	20	7	7	7	7	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	7	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	2	5	250,0	71,4
10	ASCNPD	20	17	17	14	14	14	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	17	100,0	100,0	17	17	100,0	100,0	17	15	88,2	88,2	17	13	76,5	86,7
11	BUNEC	3	1	6	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	6	100,0	100,0	6	5	83,3	83,3	6	5	83,3	100,0	5	4	80,0	80,0
12	CAA	29	29	28	21	21	20	95,2	21	20	95,2	100,0	21	20	27	95,2	100,0	28	17	60,7	63,0	28	16	57,1	94,1	28	11	39,3	68,8
13	CAPEF	11	11	18	17	17	17	100,0	17	17	100,0	100,0	17	17	18	100,0	100,0	18	18	100,0	100,0	18	18	100,0	100,0	17	17	100,0	94,4
14	CARPA	6	4	4	2	2	2	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	2	2	100,0	50,0
15	CCAA	9	9	2	2	2	2	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	1	50,0	50,0	2	0	0,0	0,0
16	CCIMA	7	7	3	3	3	3	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	1	33,3	33,3
17	CDEN	/	/	21	9	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	21	100,0	100,0	21	21	100,0	100,0	21	21	100,0	100,0	21	10	47,6	47,6
18	CDENO	15	13	0	0	0	0	/	0	0	/	/	0	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/
19	CENAME	14	11	49	10	10	9	90,0	10	9	90,0	100,0	10	9	48	90,0	100,0	49	45	91,8	93,8	49	41	83,7	91,1	49	34	69,4	82,9
20	CENEEMA	15	15	6	6	6	6	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	3	3	100,0	50,0

N°	ETABLISSEMENTS PUBLICS	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CIPM		Examen DAO CIPM				Lancement AO				Attribution marchés				Signature marchés				Démarrage prestations				Réception prestations					
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Taux (%) d'examen de DAO par rapport		Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Taux (%) de lancement d'AO par rapport		Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport		Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Taux (%) de signature de marchés par rapport		Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport		Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Taux (%) de réception des prestations par rapport	
											Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]				Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]			Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]			Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]			Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]			Prévus [(15)/(14)]	Prestations démarrés [(15)/(13)]
21	CG FAO-PAM	1	1	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	/	1	1	1	100,0	/	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0
22	CHRACERH	2	1	2	1	1	0	0,0	1	0	0,0	/	1	0	0	0,0	/	2	0	0,0	/	2	0	0,0	/	2	0	0,0	/	2	0	0,0	/
23	CHUY	4	4	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0
24	CIRCB	3	3	3	3	3	3	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0
25	CNCC	21	21	14	14	14	14	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	14	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	14	11	78,6	78,6	14	10	71,4	90,9	7	9	128,6	90,0
26	CNDDR	33	17	34	16	16	16	100,0	16	16	100,0	100,0	16	16	34	100,0	100,0	34	34	100,0	100,0	34	34	100,0	100,0	34	34	100,0	100,0	34	31	91,2	91,2
27	CNRPH	/	/	1	1	1	1	/	1	1	/	/	1	1	1	/	/	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0
28	CONAC	5	4	0	0	0	0	/	0	0	/	/	0	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/
29	CPC	35	31	29	25	25	25	100,0	25	25	100,0	100,0	25	25	29	100,0	100,0	29	29	100,0	100,0	29	29	100,0	100,0	29	29	100,0	100,0	29	29	100,0	100,0
30	CRTV	30	29	41	40	40	39	97,5	40	37	92,5	94,9	40	37	38	92,5	100,0	41	34	82,9	89,5	41	34	82,9	100,0	41	34	82,9	100,0	37	12	32,4	35,3
31	EIFORCES	4	4	4	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	3	4	133,3	100,0
32	ELECAM	7	7	8	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	5	5	100,0	62,5
33	ENAM	1	1	2	2	2	2	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	0	0	/	0,0
34	ENSTP	14	14	12	12	12	12	/	12	12	/	/	12	12	12	/	/	12	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	11	7	63,6	58,3
35	EPAB	4	4	0	0	0	0	/	0	0	/	/	0	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/
36	FEICOM	49	47	28	26	26	26	100,0	26	26	100,0	100,0	26	26	28	100,0	100,0	28	28	100,0	100,0	28	28	100,0	100,0	28	27	96,4	96,4	19	18	94,7	66,7
37	FNE	/	/	5	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	2	2	100,0	40,0
38	FODECC	10	10	13	13	13	13	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	13	100,0	100,0	12	13	108,3	100,0	12	12	100,0	92,3	12	12	100,0	100,0	6	6	100,0	50,0
39	FONDS ROUTIER	16	15	15	13	13	13	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	8	8	100,0	53,3
40	GCE BOARD	13	13	13	13	13	13	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	13	12	92,3	92,3

N°	ETABLISSEMENTS PUBLICS	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CIPM		Examen DAO CIPM				Lancement AO			Attribution marchés				Signature marchés		Démarrage prestations				Réception prestations								
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Taux (%) d'examen de DAO par rapport		Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Taux (%) de lancement d'AO par rapport		Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport		Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Taux (%) de signature de marchés par rapport		Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport		Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Taux (%) de réception des prestations par rapport	
											Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]				Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]			Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]			Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]			Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]			Prévus [(15)/(14)]	Prestations démarrés [(15)/(13)]
41	HGD	46	45	45	44	44	44	100,0	44	44	100,0	100,0	44	34	35	77,3	77,3	45	35	77,8	100,0	45	35	77,8	100,0	45	35	77,8	100,0	43	32	74,4	91,4
42	HGOPD	/	/	11	9	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	8	72,7	72,7
43	HGOPY	14	14	2	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	0	2	/	100,0
44	HGY	26	26	17	9	9	8	88,9	9	8	88,9	100,0	9	8	16	88,9	100,0	17	16	94,1	100,0	17	16	94,1	100,0	17	16	94,1	100,0	16	15	93,8	93,8
45	Imprimerie Nationale	26	17	3	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	2	66,7	66,7	3	0	0,0	0,0	1	0	0,0	/
46	INC	6	6	6	5	5	5	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0
47	INJS	2	2	2	2	2	2	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0
48	INS	3	3	4	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	1	1	100,0	25,0
49	IRAD	6	6	5	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	3	60,0	60,0	5	3	60,0	100,0	3	0	0,0	0,0
50	IRGM	2	2	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0
51	IRIC	3	3	3	3	3	3	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	2	66,7	66,7
52	MEADEN	/	/	8	7	7	7	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	7	87,5	87,5
53	MEAO	3	2	3	2	2	2	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0
54	MIDENO	5	5	6	5	5	4	80,0	5	4	80,0	100,0	5	4	5	80,0	100,0	6	5	83,3	100,0	6	5	83,3	100,0	6	5	83,3	100,0	5	3	60,0	60,0
55	MIDIMA	5	5	7	7	7	7	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	7	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	7	3	42,9	42,9
56	MIPROMA LO	7	7	6	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	5	83,3	83,3
57	MIRAP	3	2	2	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	0	2	/	100,0
58	NASLA	5	5	5	5	5	5	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	4	0	0,0	0,0
59	NWRDF	/	/	15	12	12	12	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	14	93,3	93,3
60	OBC	16	10	15	9	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0

N°	ETABLISSEMENTS PUBLICS	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CIPM		Examen DAO CIPM				Lancement AO			Attribution marchés			Signature marchés		Démarrage prestations			Réception prestations										
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Taux (%) d'examen de DAO par rapport		Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Taux (%) de lancement d'AO par rapport		Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport		Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Taux (%) de signature de marchés par rapport		Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport		Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Taux (%) de réception des prestations par rapport	
											Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]				Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]			Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]			Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]			Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]			Prévus [(15)/(14)]	Prestations démarrées [(15)/(13)]
61	OFFICE CEREALIER	13	13	10	10	10	10	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	10	10	100,0	100,0	100,0	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	100,0	100,0	9	9	100,0	90,0	
62	ONCC	12	12	16	14	14	14	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	16	100,0	100,0	16	16	100,0	100,0	16	16	100,0	100,0	16	16	100,0	100,0	11	13	118,2	81,3
63	Palais des Congrès	15	15	7	7	7	7	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	7	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	6	7	116,7	100,0	1	2	200,0	28,6
64	SODECAO	2	2	17	14	14	14	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	17	100,0	100,0	17	17	100,0	100,0	17	17	100,0	100,0	17	17	100,0	100,0	17	14	82,4	82,4
65	SOWEDA	5	5	9	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	8	88,9	88,9
66	SUPPTIC	/	/	6	6	6	6	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	6	100,0	100,0	6	4	66,7	66,7
67	Université de Bertoua	/	/	5	5	5	5	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0
68	Université de Douala	17	17	9	9	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	7	7	100,0	77,8
69	Université de Dschang	9	9	9	9	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	7	7	77,8	77,8	9	7	77,8	100,0	9	7	77,8	100,0	9	7	77,8	100,0	6	2	33,3	28,6
70	Université de Maroua	/	/	8	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	100,0	100,0	8	4	50,0	50,0
71	Université de Ngaoundéré	/	/	1	1	1	1	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0	1	1	100,0	100,0
72	Université de Yaoundé I	4	4	4	4	4	2	50,0	4	2	50,0	100,0	4	1	1	25,0	50,0	4	1	25,0	100,0	4	0	0,0	0,0	4	0	0,0	/	4	0	0,0	/
73	Université de Yaoundé 2	7	7	3	3	3	3	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	3	100,0	100,0	3	2	66,7	66,7	3	1	33,3	50,0	3	1	33,3	100,0	0	0	/	0,0
74	University of Bamenda	4	4	4	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	3	2	66,7	50,0
75	University of Buea	4	4	3	3	3	3	/	3	3	/	/	3	3	3	/	/	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	3	100,0	100,0	3	2	66,7	66,7
76	UNVDA	6	5	2	2	2	2	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0	2	2	100,0	100,0
TOTAL GENERAL		753	690	749	607	606	598	98,7	606	595	98,2	99,5	606	581	720	95,9	97,6	745	695	93,3	96,5	745	680	91,3	97,8	744	660	88,7	97,1	604	454	75,2	68,8

Sur la base des statistiques de performance aux cinq (05) phases clés ci-dessus de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception est opéré le classement des Établissements Publics.

3.4.2. CLASSEMENT DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

Le classement des Établissements Publics résulte de la combinaison dans l'ordre des cinq (05) indicateurs de performance correspondant à leurs réalisations par rapport aux prévisions des cinq phases clés sus-évoquées.

Tableau 19 : Classement des Etablissements Publics au 31 décembre 2022

Rang	Établissements Publics	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d'AO	Taux d'attribution de marchés	Taux de signature de marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
1	CNRPH	/	/	1	1	/	100,0	100,0	100,0	100,0
2	University of Buea	4	4	3	3	/	100,0	100,0	100,0	66,7
3	ENSTP	14	14	12	12	/	100,0	100,0	100,0	63,6
4	FODECC	10	10	13	13	100,0	108,3	100,0	100,0	100,0
5	Palais des Congrès	15	15	7	7	100,0	100,0	100,0	116,7	200,0
6	API	2	2	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	/
7	ENAM	1	1	2	2	100,0	100,0	100,0	100,0	/
8	HGOPY	14	14	2	1	100,0	100,0	100,0	100,0	/
9	MIRAP	3	2	2	1	100,0	100,0	100,0	100,0	/
10	ARSEL	21	20	7	7	100,0	100,0	100,0	100,0	250,0

Rang	Établissements Publics	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d'AO	Taux d'attribution de marchés	Taux de signature de marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
11	EIFORCES	4	4	4	4	100,0	100,0	100,0	100,0	133,3
12	ONCC	12	12	16	14	100,0	100,0	100,0	100,0	118,2
13	ANOR	12	8	10	10	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
14	ANRP	6	5	6	5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
15	APME	8	8	5	5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
16	CAPEF	11	11	18	17	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
17	CARPA	6	4	4	2	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
18	CENEEMA	15	15	6	6	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
19	CG FAO-PAM	1	1	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
20	CHUY	4	4	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
21	CIRCB	3	3	3	3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
22	CPC	35	31	29	25	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
23	ELECAM	7	7	8	8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
24	FNE	/	/	5	4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
25	FONDS ROUTIER	16	15	15	13	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
26	INC	6	6	6	5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
27	INJS	2	2	2	2	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
28	INS	3	3	4	4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
29	IRGM	2	2	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
30	MEAO	3	2	3	2	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
31	OBC	16	10	15	9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
32	OFFICE CEREAHER	13	13	10	10	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
33	Université de Bertoua	/	/	5	5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Rang	Établissements Publics	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d'AO	Taux d'attribution de marchés	Taux de signature de marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
34	Université de Douala	17	17	9	9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
35	Université de Ngaoundéré	/	/	1	1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
36	UNVDA	6	5	2	2	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
37	NWRDF	/	/	15	12	100,0	100,0	100,0	100,0	93,3
38	GCE BOARD	13	13	13	13	100,0	100,0	100,0	100,0	92,3
39	CNDDR	33	17	34	16	100,0	100,0	100,0	100,0	91,2
40	SOWEDA	5	5	9	8	100,0	100,0	100,0	100,0	88,9
41	MEADEN	/	/	8	7	100,0	100,0	100,0	100,0	87,5
42	MIPROMALO	7	7	6	4	100,0	100,0	100,0	100,0	83,3
43	SODECAO	2	2	17	14	100,0	100,0	100,0	100,0	82,4
44	HGOPD	/	/	11	9	100,0	100,0	100,0	100,0	72,7
45	IRIC	3	3	3	3	100,0	100,0	100,0	100,0	66,7
46	SUP'PTIC	/	/	6	6	100,0	100,0	100,0	100,0	66,7
47	University of Bamenda	4	4	4	4	100,0	100,0	100,0	100,0	66,7
48	Université de Maroua	/	/	8	8	100,0	100,0	100,0	100,0	50,0
49	CDEN	/	/	21	9	100,0	100,0	100,0	100,0	47,6
50	MIDIMA	5	5	7	7	100,0	100,0	100,0	100,0	42,9
51	APN	8	8	12	11	100,0	100,0	100,0	100,0	33,3
52	CCIMA	7	7	3	3	100,0	100,0	100,0	100,0	33,3
53	NASLA	5	5	5	5	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0
54	FEICOM	49	47	28	26	100,0	100,0	100,0	96,4	94,7
55	ASCNPD	20	17	17	14	100,0	100,0	100,0	88,2	76,5
56	CNCC	21	21	14	14	100,0	100,0	78,6	71,4	128,6

Rang	Établissements Publics	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d'AO	Taux d'attribution de marchés	Taux de signature de marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
57	Imprimerie Nationale	26	17	3	1	100,0	100,0	66,7	0,0	0,0
58	IRAD	6	6	5	4	100,0	100,0	60,0	60,0	0,0
59	CCAA	9	9	2	2	100,0	100,0	50,0	0,0	0,0
60	ARMP	13	13	10	10	100,0	90,0	90,0	80,0	25,0
61	BUNEC	3	1	6	4	100,0	83,3	83,3	83,3	80,0
62	Université de Yaoundé 2	7	7	3	3	100,0	66,7	33,3	33,3	/
63	CAA	29	29	28	21	95,2	60,7	57,1	39,3	41,2
64	ANTIC	15	15	22	16	93,8	72,7	72,7	72,7	100,0
65	AER	11	11	17	15	93,3	94,1	94,1	94,1	56,3
66	CRTV	30	29	41	40	92,5	82,9	82,9	82,9	32,4
67	CENAME	14	11	49	10	90,0	91,8	83,7	69,4	12,9
68	HGY	26	26	17	9	88,9	94,1	94,1	94,1	93,8
69	MIDENO	5	5	6	5	80,0	83,3	83,3	83,3	60,0
70	Université de Dschang	9	9	9	9	77,8	77,8	77,8	77,8	33,3
71	HGD	46	45	45	44	77,3	77,8	77,8	77,8	74,4
72	Université de Yaoundé I	4	4	4	4	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0
73	CHRACERH	2	1	2	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
74	CDENO	15	13	0	0	/	/	/	/	/
75	CONAC	5	4	0	0	/	/	/	/	/
76	EPAB	4	4	0	0	/	/	/	/	/
TOTAL GENERAL		806	773	671	606	97,4	94,9	93,6	91,6	63,6

3.4.3. PROCEDURES EXCEPTIONNELLES DE GRE A GRE ET DEROGATOIRES DE REGIE

S'agissant des procédures exceptionnelles de Gré à Gré, sur **216** demandes introduites, **197** autorisations de gré à gré ont été accordées à **42** des **48** Établissements Publics requérants. Au 31 décembre 2022, **141** marchés ont été passés par voie de gré à gré, parmi lesquels **123** ont fait l'objet d'une programmation préalable, conformément aux dispositions combinées des articles 59(1) et 110 du Code des Marchés Publics, réitérées au Point 127 de la Circulaire d'Application y relative.

Tableau 20 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées aux Etablissements Publics

N°	MO/MOD	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
1	AER	2	1	0	1	0	1	0	1
2	ANAFOOT	1	1	0	0	0	/	/	/
3	ANRP	2	2	0	0	0	2	0	2
4	ANTIC	2	0	2	0	0	/	/	/
5	APN	1	1	0	0	0	1	0	1
6	ARMP	3	3	0	0	0	2	0	2
7	ARSEL	1	0	0	1	0	1	0	1
8	ASCNPD	2	1	0	1	0	/	/	/
9	ATLANTIC BEACH HOTEL LIMBE	1	1	0	0	0	/	/	/
10	BUNEC	3	2	1	0	0	1	0	1
11	CAA	9	8	1	0	0	8	0	8
12	CAPEF	2	1	1	0	0	0	1	1

N°	MO/MOD	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
13	CCAA	3	1	2	0	0	1	0	1
14	CCIMA	1	1	0	0	0	/	/	/
15	CENAME	32	0	0	32	0	26	0	26
16	CENEEMA	2	2	0	0	0	/	/	/
17	CNCC	1	1	0	0	0	1	0	1
18	CNDDR	11	10	1	0	0	/	/	/
19	CNOSC	4	4	0	0	0	/	/	/
20	CNPBM	1	1	0	0	0	/	/	/
21	CONAC	1	0	1	0	0	/	/	/
22	CPC	31	31	0	0	0	24	0	24
23	CRTV	18	10	0	8	0	15	3	18
24	EIFORCES	4	4	0	0	0	/	/	/
25	ELECAM	3	2	1	0	0	2	0	2
26	ENAM	1	0	1	0	0	/	/	/
27	FEICOM	1	0	0	1	0	/	/	/
28	FODECC	1	1	0	0	0	1	0	1
29	FONDS ROUTIER	2	1	1	0	0	1	0	1
30	GCE BOARD	13	13	0	0	0	13	0	13
31	HGD	2	2	0	0	0	1	1	2
32	HGOPD	1	0	1	0	0	/	/	/
33	HGOPY	1	1	0	0	0	/	/	/
34	HGY	2	2	0	0	0	/	/	/
35	Imprimerie Nationale	3	1	1	1	0	1	0	1
36	IRAD	3	0	1	2	0	2	0	2
37	IRIC	1	1	0	0	0	1	0	1
38	MIDIMA	1	1	0	0	0	/	/	/
39	MIPROMALO	2	0	2	0	0	/	/	/

N°	MO/MOD	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
40	MIRAP	1	0	1	0	0	/	/	/
41	NWLDF	1	1	0	0	0	1	0	1
42	OBC	8	1	0	7	0	4	0	4
43	SOECAO	6	6	0	0	0	6	0	6
44	Université de Bertoua	5	5	0	0	0	5	0	5
45	Université de Douala	4	4	0	0	0	/	/	/
46	Université de Garoua	13	13	0	0	0	0	13	13
47	Université de Yaoundé 2	2	0	1	1	0	1	0	1
48	University of Bamenda	1	1	0	0	0	1	0	1
TOTAL GENERAL		216	142	19	55	0	123	18	141

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, par rapport aux **781** marchés en cours de passation, le taux des **141** procédures de gré à gré est de **18,1%** ; décliné en un taux de **7,3%** pour les cas 109(a) et 109(d) sans appel à concurrence contre **10,8%** pour les cas 109(b) et 109(c) avec appel à concurrence.

Tableau 21 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées aux Etablissements Publics suivant les cas limitatifs de l'article 109 du CMP

N°	MO/MOD	Nombre de marchés passés	Sans concurrence 109(a) & 109(d)		Avec concurrence 109(b) & 109(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
1	AER	17	1	5,9%	0	0,0%	1	5,9%
2	ANOR	10	/	/	/	/	/	/
3	ANRP	6	0	0,0%	2	33,3%	2	33,3%
4	ANTIC	22	/	/	/	/	/	/

N°	MO/MOD	Nombre de marchés passés	Sans concurrence 109(a) & 109(d)		Avec concurrence 109(b) & 109(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
5	API	1	/	/	/	/	/	/
6	APME	5	/	/	/	/	/	/
7	APN	12	0	0,0%	1	8,3%	1	8,3%
8	ARMP	10	0	0,0%	2	20,0%	2	20,0%
9	ARSEL	7	0	0,0%	1	14,3%	1	14,3%
10	ASCNPD	17	/	/	/	/	/	/
11	BUNEC	6	1	16,7%	0	0,0%	1	16,7%
12	CAA	28	0	0,0%	8	28,6%	8	28,6%
13	CAPEF	19	1	5,3%	0	0,0%	1	5,3%
14	CARPA	4	/	/	/	/	/	/
15	CCAA	2	0	0,0%	1	50,0%	1	50,0%
16	CCIMA	3	/	/	/	/	/	/
17	CDEN	21	/	/	/	/	/	/
18	CDENO	0	/	/	/	/	/	/
19	CENAME	49	0	0,0%	26	53,1%	26	53,1%
20	CENEEMA	6	/	/	/	/	/	/
21	CG FAO-PAM	1	/	/	/	/	/	/
22	CHRACERH	2	/	/	/	/	/	/
23	CHUY	1	/	/	/	/	/	/
24	CIRCB	3	/	/	/	/	/	/
25	CNCC	14	1	7,1%	0	0,0%	1	7,1%
26	CNDDR	34	/	/	/	/	/	/
27	CNRPH	1	/	/	/	/	/	/
28	CONAC	0	/	/	/	/	/	/
29	CPC	29	24	82,8%	0	0,0%	24	82,8%
30	CRTV	44	14	31,8%	4	9,1%	18	40,9%
31	EIFORCES	4	/	/	/	/	/	/
32	ELECAM	8	0	0,0%	2	25,0%	2	25,0%
33	ENAM	2	/	/	/	/	/	/
34	ENSTP	12	/	/	/	/	/	/
35	EPAB	0	/	/	/	/	/	/
36	FEICOM	28	/	/	/	/	/	/
37	FNE	5	/	/	/	/	/	/
38	FODECC	13	1	7,7%	0	0,0%	1	7,7%
39	Fonds Routier	15	0	0,0%	1	6,7%	1	6,7%
40	GCE Board	13	0	0,0%	13	100,0%	13	100,0%
41	HGD	49	0	0,0%	2	4,1%	2	4,1%

N°	MO/MOD	Nombre de marchés passés	Sans concurrence I09(a) & I09(d)		Avec concurrence I09(b) & I09(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
42	HGOPD	14	/	/	/	/	/	/
43	HGOPY	3	/	/	/	/	/	/
44	HGY	17	/	/	/	/	/	/
45	Imprimerie Nationale	3	0	0,0%	1	33,3%	1	33,3%
46	INC	6	/	/	/	/	/	/
47	INJS	2	/	/	/	/	/	/
48	INS	4	/	/	/	/	/	/
49	IRAD	6	0	0,0%	2	33,3%	2	33,3%
50	IRGM	1	/	/	/	/	/	/
51	IRIC	3	0	0,0%	1	33,3%	1	33,3%
52	MEADEN	8	/	/	/	/	/	/
53	MEAO	3	/	/	/	/	/	/
54	MIDENO	6	/	/	/	/	/	/
55	MIDIMA	7	/	/	/	/	/	/
56	MIPROMALO	6	/	/	/	/	/	/
57	MIRAP	2	/	/	/	/	/	/
58	NASLA	5	/	/	/	/	/	/
59	NWRDF	15	1	6,7%	0	0,0%	1	6,7%
60	OBC	15	4	26,7%	0	0,0%	4	26,7%
61	Office Céréaliier	10	/	/	/	/	/	/
62	ONCC	16	/	/	/	/	/	/
63	Palais des Congrès	7	/	/	/	/	/	/
64	SOCECAO	17	6	35,3%	0	0,0%	6	35,3%
65	SOWEDA	9	/	/	/	/	/	/
66	SUPPTIC	6	/	/	/	/	/	/
67	Université de Bertoua	5	1	20,0%	4	80,0%	5	100,0%
68	Université de Douala	9	/	/	/	/	/	/
69	Université de Dschang	9	/	/	/	/	/	/
70	Université de Garoua	13	0	0,0%	13	100,0%	13	100,0%
71	Université de Maroua	8	/	/	/	/	/	/
72	Université de Ngaoundéré	4	/	/	/	/	/	/
73	Université de Yaoundé I	4	/	/	/	/	/	/

N°	MO/MOD	Nombre de marchés passés	Sans concurrence I09(a) & I09(d)		Avec concurrence I09(b) & I09(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
74	Université de Yaoundé 2	3	1	33,3%	0	0,0%	1	33,3%
75	University of Bamenda	4	1	25,0%	0	0,0%	1	25,0%
76	University of Buea	6	/	/	/	/	/	/
77	UNVDA	2	/	/	/	/	/	/
TOTAL GENERAL		781	57	7,3%	84	10,8%	141	18,1%

En ce qui concerne les procédures dérogatoires de Régie, sur 21 demandes d'autorisations d'exécution des projets en Régie, 20 ont été accordées et notifiées aux 08 Établissements Publics requérants. Au total, seuls 02 projets ont effectivement été exécutés en régie, lesquels projets n'ont pas fait l'objet d'une programmation préalable.

Tableau 22 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures dérogatoires de Régie accordées aux Etablissements Publics

N°	MO/MOD	Autorisations sollicitées	Accord	Refus	Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
					Projets programmés	Nouveaux projets	Total
1	ANRP	1	1	0	/	/	/
2	IMPM	1	1	0	/	/	/
3	IRAD	1	1	0	/	/	/
4	IRGM	11	11	0	/	/	/
5	MIPROMALO	2	1	1	/	/	/
6	OFFICE CEREALIER	1	1	0	/	/	/
7	SOCECAO	3	3	0	/	/	/
8	SOWEDA	1	1	0	0	2	2
TOTAL GENERAL		21	20	1	0	2	2

En somme, des 217 autorisations de procédures exceptionnelles de Gré à Gré (197) et dérogatoires de Régie (20) accordées par l'Autorité chargée des Marchés Publics, 143 ont été exécutées par les Établissements Publics, parmi lesquelles 141 en termes de Gré à Gré et 02 en Régie ; comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

Tableau 23 : Procédures exceptionnelles de Gré à Gré et dérogatoires de Régie au 31 décembre 2022 des Etablissements Publics

N°	MO/MOD	Gré à Gré		Régie		Ensemble	
		Accord	Exécution	Accord	Exécution	Accord	Exécution
1	AER	2	1	/	/	2	1
2	ANAFoot	1	/	/	/	1	/
3	ANRP	2	2	1	/	3	2
4	ANTIC	0	/	/	/	0	/
5	APN	1	1	/	/	1	1
6	ARMP	3	2	/	/	3	2
7	ARSEL	1	1	/	/	1	1
8	ASCNPD	2	/	/	/	2	/
9	ATLANTIC BEACH HOTEL LIMBE	1	/	/	/	1	/
10	BUNEC	2	1	/	/	2	1
11	CAA	8	8	/	/	8	8
12	CAPEF	1	1	/	/	1	1
13	CCAA	1	1	/	/	1	1
14	CCIMA	1	/	/	/	1	/
15	CENAME	32	26	/	/	32	26
16	CENEEMA	2	/	/	/	2	/
17	CNCC	1	1	/	/	1	1
18	CNDDR	10	/	/	/	10	/
19	CNOSC	4	/	/	/	4	/
20	CNPBM	1	/	/	/	1	/
21	CONAC	0	/	/	/	0	/

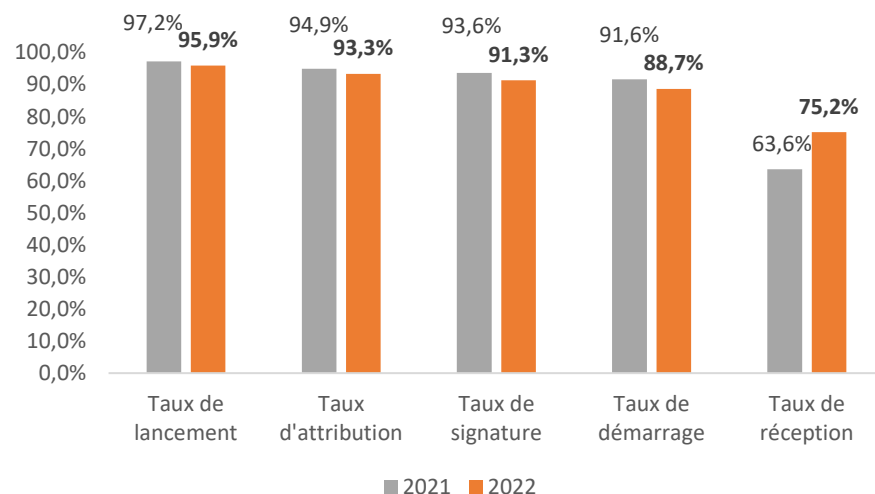
N°	MO/MOD	Gré à Gré		Régie		Ensemble	
		Accord	Exécution	Accord	Exécution	Accord	Exécution
22	CPC	31	24	/	/	31	24
23	CRTV	18	18	/	/	18	18
24	EIFORCES	4	/	/	/	4	/
25	ELECAM	2	2	/	/	2	2
26	ENAM	0	/	/	/	0	/
27	FEICOM	1	/	/	/	1	/
28	FODECC	1	1	/	/	1	1
29	FONDS ROUTIER	1	1	/	/	1	1
30	GCE BOARD	13	13	/	/	13	13
31	HGD	2	2	/	/	2	2
32	HGOPD	0	/	/	/	0	/
33	HGOPY	1	/	/	/	1	/
34	HGY	2	/	/	/	2	/
35	Imprimerie Nationale	2	1	/	/	2	1
36	IMPM	/	/	1	/	1	/
37	IRAD	2	2	1	/	3	2
38	IRGM	/	/	11	/	11	/
39	IRIC	1	1	/	/	1	1
40	MIDIMA	1	/	/	/	1	/
41	MIPROMALO	0	/	1	/	1	/
42	MIRAP	0	/	/	/	0	/
43	NWRDF	1	1	/	/	1	1
44	OBC	8	4	/	/	8	4
45	OFFICE CEREAHER	/	/	1	/	1	/
46	SOCECAO	6	6	3	/	9	6
47	SOWEDA	/	/	1	2	1	2
48	Université de Bertoua	5	5	/	/	5	5
49	Université de Douala	4	/	/	/	4	/
50	Université de Garoua	13	13	/	/	13	13
51	Université de Yaoundé 2	1	1	/	/	1	1
52	University of Bamenda	1	1	/	/	1	1
TOTAL GENERAL		197	141	20	2	217	143

Ces performances des Établissements Publics ainsi présentées méritent d'être comparées à celles de 2021.

3.4.4. ANALYSE COMPARATIVE AVEC L'ANNÉE 2021

Comparativement à fin d'exercice 2021, les Établissements Publics font montre d'une baisse de performance dans la contractualisation des marchés, déclinant de 93,6 en 2021 à **91,3%**. En effet, il est observé une baisse de 2 points en moyenne par rapport à fin 2021 dans le lancement des consultations (de 97,2% à **95,9%**), l'attribution des marchés (de 94,9% à **93,3%**). Quant à l'exécution des marchés, l'on observe une baisse de 2,9 points (Resp. une hausse de 11,6 points) dans le démarrage (Resp. réception) des prestations.

Graphique 15 : Performances comparées des Etablissements Publics en 2021 et 2022



Cette performance mitigée constatée en 2022 comparativement à 2021 dans la réception des prestations traduit l'efficacité des mesures prises en vue de l'exécution optimale des budgets et subventions de ces Entités publiques.

3.4.5. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS ADOPTEES

Les difficultés relevées dans la passation des marchés des Établissements Publics portent sur :

- l'adoption tardive des budgets par les organes délibérants, conditionnant ainsi la validation de la programmation des marchés publics y relatifs ;
- la mise à disposition tardive des subventions de financement des marchés par certaines tutelles financières ;
- l'insuffisance de personnels compétents dans les services en charge des marchés publics ;
- l'élaboration tardive des DAO du fait de la faible maturation des projets par les services compétents ;
- le manque d'engouement des concessionnaires dans la participation aux consultations relatives à l'acquisition des véhicules.

Comme solutions adoptées, l'on relève notamment :

- la sensibilisation des organes délibérants pour la tenue à bonne date des sessions d'adoption des budgets ;
- la relance régulière et permanente des services techniques pour la transmission des éléments de maturité en vue de la finalisation des DAO ;
- l'exhortation de certains concessionnaires à participer aux consultations d'acquisition de véhicules avec des gages de règlements des marchés y relatifs ;
- l'appropriation progressive de la Circulaire n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics.

III.5 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Les Services Déconcentrés de l'État (SDE) renvoient aux services régionaux et départementaux des Départements Ministériels. À ce titre, il s'agit des Maîtres d'Ouvrage Délégués pour lesquels le processus de contractualisation des marchés publics dont ils sont bénéficiaires est assuré respectivement par les Gouverneurs des régions et Préfets.

En conséquence, les performances des SDE résultent d'une coaction des Maîtres d'Ouvrage Délégués (MOD) devant

transmettre les dossiers de consultation aux Gouverneurs et Préfets habilités à passer et à signer les marchés y relatifs ; avec l'appui technique des Commissions Régionales de Passation des Marchés (CRPM) et des Commissions Départementales de Passation des Marchés (CDPM).

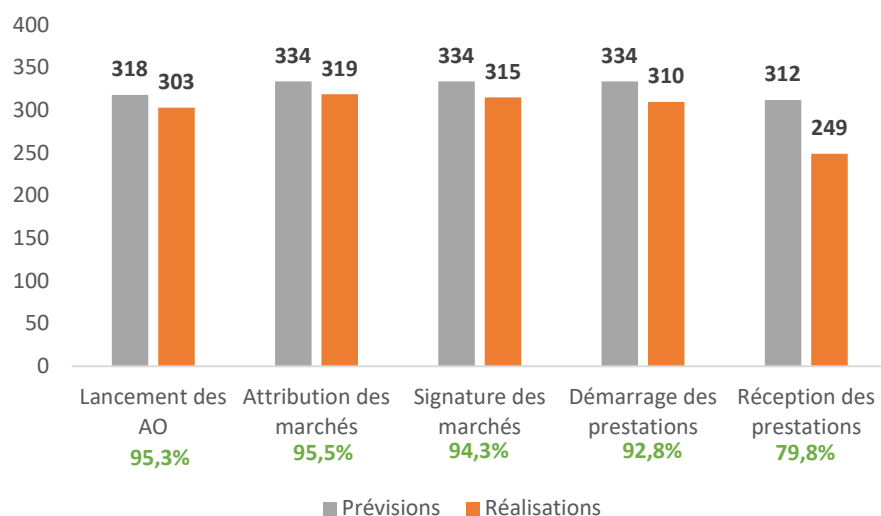
Ces performances des SDE portent ainsi sur les statistiques de mise en œuvre des opérations de passation et d'exécution des marchés de leur ressort, assorties des difficultés rencontrées et des solutions adoptées.

3.5.1. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES PPM AU 31 DÉCEMBRE 2022

Au terme de l'exercice 2022, l'on note une très bonne performance dans la signature des marchés (**94,3%**) et la réception des prestations (**79,8%**) des SDE, en forte hausse par rapport au 30 juin 2022 où ces taux étaient respectivement de 66,8% et de 16,8%. En particulier, les performances des SDR dans la signature des marchés et réception des prestations sont respectivement de **91,1%** et **88,6%**, tandis que celles des SDD sont respectivement de **96,2%** et **74,7%**.

Ainsi, la bonne performance des SDE résulte d'une contribution des SDD de 64,4% dans la signature des marchés et de 59,4% dans la réception des prestations.

Graphique 16 : Performances des Services Déconcentrés de l'État au 31 décembre 2022



Les indicateurs de performance des Services Déconcentrés de l'État aux sept (07) phases clés de la passation et de l'exécution des marchés sont ci-dessous présentés en comparaison avec leurs valeurs au 2^{ème} trimestre 2022 (précisément au 30 juin 2022).

a) TRANSMISSION DES DAO PAR LES MO/MOD

Dans les Services Déconcentrés de l'État, **306** projets de DAO sur **318** attendus ont été reçus par les CPM (dont **109** par les CRPM et **197** par les CDPM), soit un taux de transmission de **96,2%**, en hausse de près de 2,8 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Ces **306** projets de DAO transmis par **222** MOD (dont **72** au niveau régional et **150** au niveau

départemental) correspondent à **322** marchés programmés (dont **113** relevant des CRPM et **209** des CDPM).

b) EXAMEN DES DAO PAR LES CPM

Des **306** projets de DAO reçus, **305** ont été examinés (dont **109** par les CRPM et **196** par les CDPM), dont **aucun** ne relevant de la compétence des CCCM, soit un taux d'examen de **99,7%**, en hausse par rapport au taux de 98,8% observé au 2^{ème} trimestre. Pourtant, à la date de l'évaluation, **318** projets de DAO devraient être examinés, ce qui ramène à **95,9%** le taux d'examen par rapport aux prévisions, en hausse de 3,7 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

c) LANCEMENT DES APPELS D'OFFRES

Sur les **305** DAO examinés, **303** Avis d'Appel d'Offres (AAO) ont été publiés (dont **109** signés des Gouverneurs et **194** des Préfets), soit un taux de lancement de **99,3%**, en progression de 1,4 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Des prévisions à date, **318** Appels d'Offres devraient être lancés ; ce qui ramène le taux de lancement des AO par rapport aux prévisions à **95,3%**, en hausse de 5 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

d) ATTRIBUTION DES MARCHES

Les **319** (dont **113** par les Gouverneurs et **206** par les Préfets) marchés attendus des **303** consultations lancées ont tous été

attribués, en hausse par rapport à la performance de 91,2% observé au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **334** attributions, ce taux est ramené à **95,5%**, soit une hausse de 12,7 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

e) SIGNATURE DES MARCHES

Des **319** marchés attribués, **315** marchés ont été signés (dont **112** par les Gouverneurs et **203** par les Préfets), soit un taux de signature de **98,7%**, en hausse des 80,6% enregistrés au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **334** marchés à signer, ce taux est ramené à **94,3%**, bien au-dessus des 66,8% enregistrés au 2^{ème} trimestre.

f) DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Des **315** marchés signés, **310** prestations y relatives ont effectivement démarré (dont **109** notifiés par les Gouverneurs et **201** par les Préfets), soit un taux de démarrage de **98,4%**, en hausse au regard des 79,2% enregistrés au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de démarrage de **334** prestations, ce taux est ramené à **92,8%**, représentant près de 40 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

g) RECEPTION DES PRESTATIONS

Des **310** prestations démarrées, **249** ont été réceptionnées (dont **101** relevant des CRPM et **148** des CDPM), soit un

taux de réception de **80,3%**, représentant plus du quadruple de la valeur obtenue au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **312** marchés à réceptionner, ce taux est ramené à **79,8%**, près du quintuple de la valeur enregistrée au 2^{ème} trimestre.

Pour plus de détails, le tableau de synthèse ci-dessous présente ces performances des SDE déclinés par type de MOD (SDR et SDD) et regroupés par Région aux étapes de saisine de la CPM, d'examen des projets de DAO en CPM, suivies des cinq phases clés de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception.

Les indicateurs de performance qui y sont présentés sont calculés sur la base des prévisions au 31 décembre 2022 d'une part, et par rapport aux niveaux de réalisation des phases précédentes d'autre part.

Tableau 24 : Niveau de mise en œuvre au 31 décembre 2022 des opérations de passation et d'exécution des marchés des Services Déconcentrés de l'Etat par Région

%	REGION/SDE	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CPM			Examen DAO CPM			Lancement AO			Attribution marchés			Signature marchés		Démarrage prestations			Réception prestations														
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]	Taux (%) d'examen de DAO par rapport	Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]	Taux (%) de lancement d'AO par rapport	Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport	Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]	Taux (%) de signature de marchés par rapport	Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport	Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Prévus [(15)/(14)]
1	ADAMAOUA	21	21	19	19	19	19	100,0	19	19	100,0	100,0	19	19	19	100,0	100,0	100,0	100,0	19	19	100,0	100,0	19	19	100,0	100,0	19	19	100,0	100,0	17	17	100,0	89,5		
	SDR	7	7	7	7	7	7	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	7	100,0	100,0	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	7	7	100,0	100,0	6	6	100,0	85,7		
	SDD	14	14	12	12	12	12	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	12	100,0	100,0	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	11	11	100,0	91,7		
2	CENTRE	73	68	80	73	73	72	98,6	73	71	97,3	98,6	73	70	77	95,9	98,6	100,0	100,0	80	77	96,3	100,0	80	74	92,5	96,1	80	74	92,5	100,0	80	49	61,3	66,2		
	SDR	8	8	14	13	13	13	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	14	100,0	100,0	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	14	13	92,9	92,9		
	SDD	65	60	66	60	60	59	98,3	60	58	96,7	98,3	60	57	63	95,0	98,3	100,0	100,0	66	63	95,5	100,0	66	60	90,9	95,2	66	60	90,9	100,0	66	36	54,5	60,0		
3	EST	20	20	20	20	20	20	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	20	100,0	100,0	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	17	85,0	85,0		
	SDR	10	10	11	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	11	100,0	100,0	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0		
	SDD	10	10	9	9	9	9	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	9	100,0	100,0	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	6	66,7	66,7		
4	EXTREME-NORD	41	41	49	49	49	49	100,0	49	49	100,0	100,0	49	49	49	100,0	100,0	100,0	100,0	49	49	100,0	100,0	49	49	100,0	100,0	49	49	100,0	100,0	31	41	132,3	83,7		
	SDR	15	15	23	23	23	23	100,0	23	23	100,0	100,0	23	23	23	100,0	100,0	100,0	100,0	23	23	100,0	100,0	23	23	100,0	100,0	23	23	100,0	100,0	16	20	125,0	87,0		
	SDD	26	26	26	26	26	26	100,0	26	26	100,0	100,0	26	26	26	100,0	100,0	100,0	100,0	26	26	100,0	100,0	26	26	100,0	100,0	26	26	100,0	100,0	15	21	140,0	80,8		
5	LITTORAL	21	15	23	19	19	19	100,0	19	19	100,0	100,0	19	19	23	100,0	100,0	100,0	100,0	23	23	100,0	100,0	23	23	100,0	100,0	23	23	100,0	100,0	22	19	86,4	82,6		
	SDR	7	6	9	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	9	100,0	100,0	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	6	66,7	66,7		
	SDD	14	9	14	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	14	100,0	100,0	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	13	13	100,0	92,9		

N°	REGION/SDE	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CPM			Examen DAO CPM			Lancement AO			Attribution marchés			Signature marchés		Démarrage prestations			Réception prestations														
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]	Taux (%) d'examen de DAO par rapport	Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]	Taux (%) de lancement d'AO par rapport	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport	Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]	Taux (%) de signature de marchés par rapport	Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport	Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Prévus [(15)/(14)]	Prestations démarrées [(15)/(13)]
6	NORD	25	25	28	28	28	28	100,0	28	28	100,0	100,0	28	28	28	100,0	100,0	28	28	100,0	100,0	28	28	100,0	100,0	28	28	100,0	100,0	28	28	100,0	100,0	27	27	100,0	96,4
	SDR	11	11	13	13	13	13	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	12	13	108,3	100,0
	SDD	14	14	15	15	15	15	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	14	93,3	93,3				
7	NORD-OUEST	28	28	27	27	27	16	59,3	27	16	59,3	100,0	27	16	16	59,3	100,0	27	16	59,3	100,0	27	16	59,3	100,0	27	14	51,9	87,5	27	13	48,1	92,9				
	SDR	17	17	18	18	18	8	44,4	18	8	44,4	100,0	18	8	8	44,4	100,0	18	8	44,4	100,0	18	8	44,4	100,0	18	8	44,4	100,0	18	8	44,4	100,0	18	8	44,4	100,0
	SDD	11	11	9	9	9	8	88,9	9	8	88,9	100,0	9	8	8	88,9	100,0	9	8	88,9	100,0	9	8	88,9	100,0	9	6	66,7	75,0	9	5	55,6	83,3				
8	OUEST	33	33	31	31	31	31	100,0	31	31	100,0	100,0	31	31	31	100,0	100,0	31	31	100,0	100,0	31	31	100,0	100,0	31	31	100,0	100,0	31	28	90,3	90,3				
	SDR	10	10	5	5	5	5	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0	5	5	100,0	100,0				
	SDD	23	23	26	26	26	26	100,0	26	26	100,0	100,0	26	26	26	100,0	100,0	26	26	100,0	100,0	26	26	100,0	100,0	26	26	100,0	100,0	26	23	88,5	88,5				
9	SUD	31	25	42	37	37	37	100,0	37	37	100,0	100,0	37	36	41	97,3	97,3	42	41	97,6	100,0	42	40	95,2	97,6	42	39	92,9	97,5	42	25	59,5	64,1				
	SDR	10	7	12	10	10	10	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	12	100,0	100,0	12	12	100,0	100,0	12	11	91,7	91,7	12	10	83,3	90,9	12	10	83,3	100,0				
	SDD	21	18	30	27	27	27	100,0	27	27	100,0	100,0	27	26	29	96,3	96,3	30	29	96,7	100,0	30	29	96,7	100,0	30	29	96,7	100,0	30	15	50,0	51,7				
10	SUD-OUEST	24	24	15	15	15	15	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	15	100,0	100,0	15	13	86,7	86,7	15	13	86,7	100,0				
	SDR	18	18	11	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	11	9	81,8	81,8	11	9	81,8	100,0				
	SDD	6	6	4	4	4	4	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0	4	4	100,0	100,0				
TOTAL GENERAL		317	300	334	318	318	306	96,2	318	305	95,9	99,7	318	303	319	95,3	99,3	334	319	95,5	100,0	334	315	94,3	98,7	334	310	92,8	98,4	312	249	79,8	80,3				

Sur la base des statistiques de performance aux cinq (05) phases clés ci-dessus de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception est opéré le classement des SDE présentés par Région.

3.5.2. CLASSEMENT DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

Le classement des SDE par Région résulte de la combinaison dans l'ordre des cinq (05) indicateurs de performance correspondant à leurs réalisations comparées aux prévisions des cinq phases clés sus-évoquées.

Tableau 25 : Classement des Services Déconcentrés de l'État par Région au 31 décembre 2022

Rang	REGION (SDE)	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d'AO	Taux d'attribution de marchés	Taux de signature de marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
1	EXTREME-NORD	41	41	49	49	100,0	100,0	100,0	100,0	132,3
2	ADAMAOUA	21	21	19	19	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3	NORD	25	25	28	28	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
4	OUEST	33	33	31	31	100,0	100,0	100,0	100,0	90,3
5	LITTORAL	21	15	23	19	100,0	100,0	100,0	100,0	86,4
6	EST	20	20	20	20	100,0	100,0	100,0	100,0	85,0
7	SUD-OUEST	24	24	15	15	100,0	100,0	100,0	86,7	86,7
8	SUD	31	25	42	37	97,3	97,6	95,2	92,9	59,5
9	CENTRE	73	68	80	73	95,9	96,3	92,5	92,5	61,3
10	NORD-OUEST	28	28	27	27	59,3	59,3	59,3	51,9	48,1
	TOTAL GENERAL	317	300	334	318	95,3	95,5	94,3	92,8	79,8

3.5.3. PROCEDURES EXCEPTIONNELLES DE GRE A GRE ET DEROGATOIRES DE REGIE

Pour ce qui est des procédures exceptionnelles de Gré à Gré, sur 31 demandes introduites, 28 autorisations de gré à gré ont été accordées à 15 des 17 SDE requérants (soit 04 des 05 SDR et 11 des 12 SDD). Au 31 décembre 2022, 21 marchés ont été passés par voie de gré à gré, parmi lesquels 19 ont fait l'objet d'une programmation préalable, conformément aux dispositions combinées des articles 59(1) et 110 du Code des Marchés Publics, réitérées au Point 127 de la Circulaire d'Application y relative.

Tableau 26 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées aux Services Déconcentrés de l'Etat par Région

N°	REGION (SDE)	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
1	ADAMAOUA	1	1	0	0	0	1	0	1
	SDR	0	0	0	0	0	0	0	0
	SDD	1	1	0	0	0	1	0	1
2	CENTRE	13	12	1	0	0	6	1	7
	SDR	1	1	0	0	0	0	1	1
	SDD	12	11	1	0	0	6	0	6
3	EST	1	1	0	0	0	0	1	1
	SDR	1	1	0	0	0	0	1	1
	SDD	0	0	0	0	0	0	0	0
4	EXTREME-NORD	4	4	0	0	0	4	0	4
	SDR	2	2	0	0	0	2	0	2
	SDD	2	2	0	0	0	2	0	2
5	LITTORAL	1	0	1	0	0	0	0	0
	SDR	1	0	1	0	0	0	0	0
	SDD	0	0	0	0	0	0	0	0

N°	REGION (SDE)	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
6	OUEST	6	5	1	0	0	5	0	5
	SDR	3	3	0	0	0	3	0	3
	SDD	3	2	1	0	0	2	0	2
7	SUD	5	5	0	0	0	3	0	3
	SDR	0	0	0	0	0	0	0	0
	SDD	5	5	0	0	0	3	0	3
TOTAL GENERAL		31	28	3	0	0	19	2	21

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, par rapport aux **374** marchés en cours de passation (**128** des SDR et **246** des SDD), le taux des **21** procédures de gré à gré est de **5,6%** ; décliné en un taux de **3,7%** pour les cas 109(a) et 109(d) sans appel à concurrence contre **1,9%** pour les cas 109(b) et 109(c) avec appel à concurrence. Ce taux de gré à gré décliné par type de SDE est de **5,5%** pour les **07** autorisations des SDR et **5,7%** pour les **14** des SDD.

Tableau 27 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées par Région aux Services Déconcentrés de l'Etat suivant les cas limitatifs de l'article 109 du CMP

N°	REGION (SDE)	Nombre de marchés passés	Sans concurrence 109(a) & 109(d)		Avec concurrence 109(b) & 109(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
1	ADAMAOUA	19	0	0,0%	1	5,3%	1	5,3%
	SDR	7	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDD	12	0	0,0%	1	8,3%	1	8,3%
2	CENTRE	88	5	5,7%	2	2,3%	7	8,0%
	SDR	15	0	0,0%	1	6,7%	1	6,7%
	SDD	73	5	6,8%	1	1,4%	6	8,2%

N°	REGION (SDE)	Nombre de marchés passés	Sans concurrence 109(a) & 109(d)		Avec concurrence 109(b) & 109(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
3	EST	21	0	0,0%	1	4,8%	1	4,8%
	SDR	12	0	0,0%	1	8,3%	1	8,3%
	SDD	9	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
4	EXTREME-NORD	55	4	7,3%	0	0,0%	4	7,3%
	SDR	25	2	8,0%	0	0,0%	2	8,0%
	SDD	30	2	6,7%	0	0,0%	2	6,7%
5	LITTORAL	27	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDR	9	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDD	18	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
6	NORD	33	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDR	13	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDD	20	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
7	NORD OUEST	29	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDR	18	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDD	11	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
8	OUEST	43	2	4,7%	3	7,0%	5	11,6%
	SDR	6	1	16,7%	2	33,3%	3	50,0%
	SDD	37	1	2,7%	1	2,7%	2	5,4%
9	SUD	42	3	7,1%	0	0,0%	3	7,1%
	SDR	12	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDD	30	3	10,0%	0	0,0%	3	10,0%
10	SUD OUEST	17	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDR	11	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	SDD	6	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL GENERAL		374	14	3,7%	7	1,9%	21	5,6%

En ce qui concerne les procédures dérogatoires de Régie, toutes les **07** demandes d'autorisations d'exécution des projets en Régie ont été accordées et notifiées à tous les **05** SDE requérants (**02** SDR et **03** SDD). Au total, **04** (**02** SDR et **02** SDD) projets ont effectivement été exécutés en régie, tous ayant fait l'objet d'une programmation préalable.

Tableau 28 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures dérogatoires de Régie accordées par Région aux Services Déconcentrés de l'Etat

N°	REGION (SDE)	Autorisations sollicitées	Accord	Refus	Mise en œuvre au 30 juin 2022		
					Projets programmés	Nouveaux projets	Total
1	CENTRE	I	I	0	I	0	I
	SDR	/	/	/	/	/	/
	SDD	I	I	0	I	0	I
2	LITTORAL	I	I	0	I	0	I
	SDR	/	/	/	/	/	/
	SDD	I	I	0	I	0	I
3	NORD-OUEST	5	5	0	2	0	2
	SDR	4	4	0	2	0	2
	SDD	I	I	/	/	/	/
TOTAL GENERAL		7	7	0	4	0	4

En somme, des **35** autorisations de procédures exceptionnelles de Gré à Gré (**28**) et dérogatoires de Régie (**07**) accordées par l'Autorité chargée des Marchés Publics, **25** ont été exécutées par les SDE, parmi lesquelles **21** en termes de Gré à Gré et **04** en Régie ; comme indiqué par Région dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

Tableau 29 : Procédures exceptionnelles de Gré à Gré et dérogatoires de Régie au 31 décembre 2022 des Services Déconcentrés de l'Etat par Région

N°	REGION (SDE)	Gré à Gré		Régie		Ensemble	
		Accord	Exécution	Accord	Exécution	Accord	Exécution
I	ADAMAOUA	I	I	0	0	I	I
	SDR	0	0	0	0	0	0
	SDD	I	I	0	0	I	I

N°	REGION (SDE)	Gré à Gré		Régie		Ensemble	
		Accord	Exécution	Accord	Exécution	Accord	Exécution
2	CENTRE	I2	7	I	I	I3	8
	SDR	I	I	/	/	I	I
	SDD	II	6	I	I	I2	7
3	EST	I	I	0	0	I	I
	SDR	I	I	0	0	I	I
	SDD	0	0	0	0	0	0
4	EXTREME-NORD	4	4	0	0	4	4
	SDR	2	2	0	0	2	2
	SDD	2	2	0	0	2	2
5	LITTORAL	0	0	I	I	I	I
	SDR	0	0	/	/	0	0
	SDD	0	0	I	I	I	I
6	NORD-OUEST	0	0	5	2	5	2
	SDR	0	0	4	2	4	2
	SDD	0	0	I	/	I	0
7	OUEST	5	5	0	0	5	5
	SDR	3	3	0	0	3	3
	SDD	2	2	0	0	2	2
8	SUD	5	3	0	0	5	3
	SDR	0	0	0	0	0	0
	SDD	5	3	0	0	5	3
TOTAL GENERAL		28	21	7	4	35	25

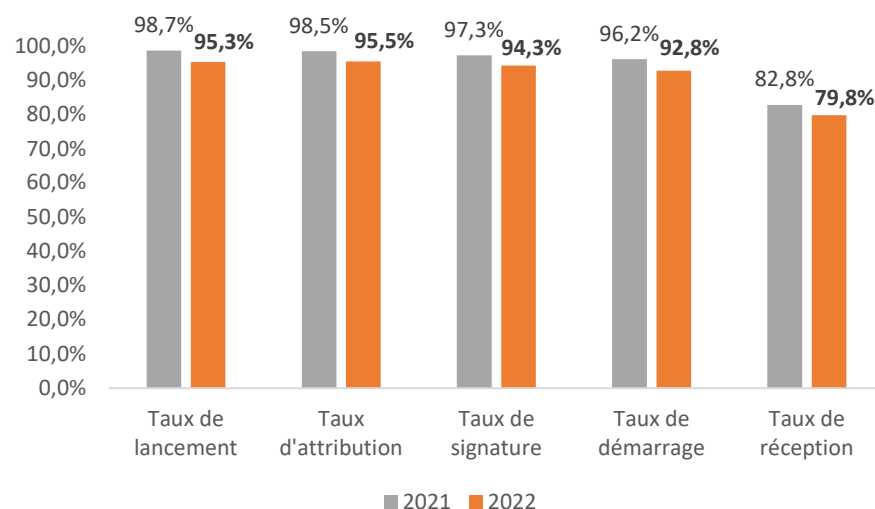
Ces performances des Services Déconcentrés de l'État ainsi présentées méritent d'être comparées à celles de 2021.

3.5.4. ANALYSE COMPARATIVE AVEC L'ANNÉE 2021

En comparaison à l'exercice 2021, les performances des Services Déconcentrés de l'État en 2022 sont dans l'ensemble en baisse de 3 points en moyenne. En effet, l'on relève des déclinés dans le lancement des consultations (de 98,7% à **95,3%**), l'attribution des marchés (de 98,5% à

95,5%), la signature des marchés (de 97,3% à **94,3%**), le démarrage des travaux (de 96,2% à **92,8%**) et la réception des prestations (de 82,8% à **79,8%**).

Graphique 17 : Performances comparées des Services Déconcentrés de l'Etat en 2021 et 2022



3.5.5. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS ADOPTEES

En Régions, la passation des marchés des Services Déconcentrés de l'État a connu un certain nombre de difficultés au nombre desquelles :

- l'élaboration tardive des DAO du fait de la faible maturation des projets par les services compétents, ne prenant pas toujours en compte les spécificités des projets au niveau local ;

- l'insuffisante maîtrise des procédures de passation des marchés par certains membres des Commissions de Passation des Marchés (CPM) ;
- le non ou retard de paiement des indemnités de session, ainsi que l'absence de la logistique adéquate pour le fonctionnement des CPM ;
- l'insuffisance de personnels qualifiés dans les services des Gouverneurs et Préfets pour la passation diligente des marchés de leur ressort ;
- la faible diligence des Contrôleurs Financiers Régionaux et Départementaux dans l'apposition du visa budgétaire sur les projets de marchés ;
- l'inflation des prix des matériaux de construction observée lors de l'exécution des marchés des travaux.

Comme solutions adoptées, l'on peut citer :

- la relance régulière et permanente des services techniques dans la mise à disposition des éléments de maturité en vue de la finalisation des DAO intégrant les spécificités des projets au niveau local ;
- la relance par le MINMAP des Gouverneurs et Préfets, et à travers le MINAT, pour la prise en charge

des dépenses de fonctionnement des CRPM et CDPM, y compris les indemnités de session ;

- la transmission à bonne date des projets de marchés aux Contrôleurs Financiers Régionaux et Départementaux pour l'apposition du visa budgétaire, en sus de leur relance régulière ;
- l'appropriation progressive de la Circulaire n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics.

III.6 SITUATION DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

Cette section présente les performances au terme de l'exercice 2022 des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) à savoir les Conseils Régionaux et Conseils Exécutifs Régionaux, les Communautés Urbaines, les Communes d'Arrondissement et Communes.

Ces performances des CTD se déclinent en termes de statistiques de mise en œuvre des opérations de passation et d'exécution des marchés, assorties des difficultés rencontrées et des solutions adoptées.

3.6.1. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES PPM AU 31 DÉCEMBRE 2022

En fin d'exercice 2022, les Collectivités Territoriales Décentralisées font montre d'une très bonne performance dans la signature des marchés (**95,6%**), ainsi que dans la réception des prestations (**79,4%**), en forte progression par rapport au 2^{ème} trimestre 2022 où ces taux étaient respectivement de **73,7%** et **16,0%**.

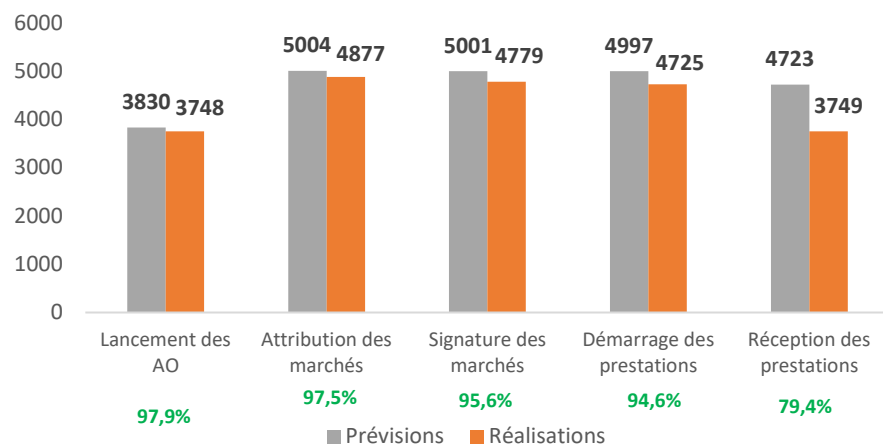
En particulier, les performances des Conseils Régionaux dans la signature des marchés et réception des prestations sont respectivement de **93,5%** et **65,1%**, celles des Communautés Urbaines sont respectivement de **62,0%** et **40,7%**, tandis que celles des Communes sont respectivement de **97,5%** et **81,4%**.

Cette performance résulte de la dynamique des Communes qui présentent à elles seules **88,4%** du portefeuille des marchés des CTD, et contribuent en conséquence à **91,8%** dans la contractualisation des marchés des CTD et à **94,6%** dans la réception des prestations.

Comparativement aux Communes, des efforts considérables devraient être fournis par les Communautés Urbaines afin de rattraper le gap de plus de **35 points** dans

la signature des marchés et de plus de **40 points** dans la réception des prestations.

Graphique 18 : Performances des Collectivités Territoriales Décentralisées au 31 décembre 2022



Les indicateurs de performance des CTD aux sept (07) phases clés de la passation et de l'exécution des marchés sont ci-dessous présentés ; en comparaison avec leurs valeurs au 2^{ème} trimestre 2022 (précisément au 30 juin 2022).

a) TRANSMISSION DES DAO PAR LES MO/MOD

Dans les CTD, **3 794** projets de DAO sur **3 830** attendus ont été reçus par les CIPM (dont **166** relevant des Conseils Régionaux, **196** des Communautés Urbaines et **3 432** des Communes), soit un taux de transmission de **99,1%**, en hausse de **9,3 points** par rapport au 2^{ème} trimestre. Ces **3 794** projets de DAO transmis par **384** MO (dont **10** Conseils Régionaux, **14** Communautés Urbaines et **360** Communes)

correspondent à **4 965** marchés programmés (dont **260** relevant des Conseils Régionaux, **242** des Communautés Urbaines et **4 463** des Communes).

b) EXAMEN DES DAO PAR LES CIPM

Des **3 794** projets de DAO reçus, **3 764** ont été examinés par les CIPM (dont **165** relevant des Conseils Régionaux, **167** des Communautés Urbaines et **3 432** des Communes) parmi lesquels **25** (Resp. **10**, **9** et **6**) l'ont été par les CCCM, soit un taux d'examen de **99,2%**, en hausse de 2,8 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de **3 830** DAO à examiner, ce taux est ramené à **98,3%**, en hausse des 86,5% enregistrés au 2^{ème} trimestre.

c) LANCEMENT DES APPELS D'OFFRES

Sur les **3 764** DAO examinés, **3 748** AAO ont été publiés (dont **164** relevant des Conseils Régionaux, **162** des Communautés Urbaines et **3 422** des Communes), soit un taux de lancement de **99,6%**, en progression de 2,8 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Des prévisions à date, **3 830** Appels d'Offres devraient être lancés ; ce qui ramène à **97,9%** le taux de lancement des AO par rapport aux prévisions, en hausse des 83,7% observés au 2^{ème} trimestre.

d) ATTRIBUTION DES MARCHES

4 877 marchés ont été attribués (dont **258** relevant des Conseils Régionaux, **189** des Communautés Urbaines et

4 430 des Communes) sur les 4 913 attendus des 3 748 consultations lancées, soit un taux d'attribution de **99,3%**, en hausse des 91,1% observés au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de 5 004 attributions, ce taux est ramené à **97,5%**, soit une hausse de 19 points par rapport au 2^{ème} trimestre.

e) SIGNATURE DES MARCHES

Des 4 877 marchés attribués, 4 779 marchés ont été signés (dont 244 par les Présidents des Conseils Régionaux, 150 par les Maires de Ville et 4 385 par les Maires de Communes), soit un taux de signature de **98,0%**, en hausse de 24,3 points par rapport au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de 5 001 marchés à signer, ce taux est ramené à **95,6%**, en forte hausse des 57,9% enregistrés au 2^{ème} trimestre.

f) DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Des 4 779 marchés signés, 4 725 prestations y relatives ont effectivement démarré (dont 243 relevant des Conseils Régionaux, 116 des Communautés Urbaines et 4 366 des Communes), soit un taux de démarrage de **98,9%**, en hausse au regard des 88,7% enregistrés au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de démarrage de 4 997 prestations, ce taux est ramené à **94,6%**, non loin du double de la valeur de 51,4% du 2^{ème} trimestre.

g) RECEPTION DES PRESTATIONS

Des 4 725 prestations démarrées, 3 749 ont été réceptionnées (dont 142 relevant des Conseils Régionaux, 59 des Communautés Urbaines et 3 548 des Communes), soit un taux de réception de **79,3%**, représentant près du quintuple de la valeur obtenue au 2^{ème} trimestre. Comparé aux prévisions de 4 723 marchés à réceptionner, ce taux est ramené à **79,4%**, plus du quintuple de la valeur de 13,9% enregistrée au 2^{ème} trimestre.

Pour plus de détails, le tableau de synthèse ci-dessous présente ces performances des CTD déclinées par type de MO (Conseils Régionaux, Communautés Urbaines et Communes) et regroupées par Région aux étapes de saisine de la CIPM, d'examen des projets de DAO en CIPM, suivies des cinq phases clés de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception.

Les indicateurs de performance qui y sont présentés sont calculés sur la base des prévisions au 31 décembre 2022 d'une part, et par rapport aux niveaux de réalisation des phases précédentes d'autre part.

Tableau 30 : Niveau de mise en œuvre au 31 décembre 2022 des opérations de passation et d'exécution des marchés des Collectivités Territoriales Décentralisées par Région

Z ₀	REGION/CTD	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CIPM			Examen DAO CIPM			Lancement AO			Attribution marchés			Signature marchés			Démarrage prestations			Réception prestations													
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]	Taux (%) d'examen de DAO par rapport	Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]	Taux (%) de lancement d'AO par rapport	Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport	Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]	Taux (%) de signature de marchés par rapport	Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport	Nombre de prestations prévues (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Prévus [(15)/(14)]
1	ADAMAOUA	340	253	362	277	276	276	100,0	276	276	100,0	100,0	276	276	361	100,0	100,0	360	360	100,0	99,7	359	359	100,0	99,7	358	358	100,0	99,7	310	310	100,0	86,6				
	Conseil Régional	23	23	21	21	20	20	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	10	10	100,0	50,0				
	Communauté Urbaine	16	12	12	10	10	10	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	12	100,0	100,0	11	11	100,0	91,7	11	11	100,0	100,0	11	11	100,0	100,0	6	6	100,0	54,5				
	Communes	301	218	329	246	246	246	100,0	246	246	100,0	100,0	246	246	329	100,0	100,0	329	329	100,0	100,0	328	328	100,0	99,7	327	327	100,0	99,7	294	294	100,0	89,9				
2	CENTRE	878	645	832	614	614	606	98,7	614	577	94,0	95,2	614	574	789	93,5	99,5	832	783	94,1	99,2	832	764	91,8	97,6	832	755	90,7	98,8	804	576	71,6	76,3				
	Conseil Régional	54	52	0	0	0	0	/	0	0	/	/	0	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/	0	0	/	/				
	Communauté Urbaine	75	75	53	44	44	43	97,7	44	14	31,8	32,6	44	13	22	29,5	92,9	53	22	41,5	100,0	53	21	39,6	95,5	53	16	30,2	76,2	26	3	11,5	18,8				
	Communes	749	518	779	570	570	563	98,8	570	563	98,8	100,0	570	561	767	98,4	99,6	779	761	97,7	99,2	779	743	95,4	97,6	779	739	94,9	99,5	778	573	73,7	77,5				
3	EST	391	261	450	301	301	299	99,3	301	299	99,3	100,0	301	298	446	99,0	99,7	450	444	98,7	99,6	450	438	97,3	98,6	450	438	97,3	100,0	439	290	66,1	66,2				
	Conseil Régional	/	/	57	25	25	25	100,0	25	25	100,0	100,0	25	25	56	100,0	100,0	57	56	98,2	100,0	57	56	98,2	100,0	57	56	98,2	100,0	56	34	60,7	60,7				
	Communauté Urbaine	18	17	14	13	13	13	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	14	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	14	14	100,0	100,0	11	6	54,5	42,9				
	Communes	373	244	379	263	263	261	99,2	263	261	99,2	100,0	263	260	376	98,9	99,6	379	374	98,7	99,5	379	368	97,1	98,4	379	368	97,1	100,0	372	250	67,2	67,9				
4	EXTREME-NORD	768	527	804	546	546	535	98,0	546	535	98,0	100,0	546	533	791	97,6	99,6	804	791	98,4	100,0	803	789	98,3	99,7	801	786	98,1	99,6	714	638	89,4	81,2				
	Conseil Régional	15	13	19	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	19	100,0	100,0	19	19	100,0	100,0	19	19	100,0	100,0	19	19	100,0	100,0	0	0	/	0,0				
	Communauté Urbaine	21	21	13	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	13	13	100,0	100,0	5	10	200,0	76,9				
	Communes	732	493	772	527	527	516	97,9	527	516	97,9	100,0	527	514	759	97,5	99,6	772	759	98,3	100,0	771	757	98,2	99,7	769	754	98,0	99,6	709	628	88,6	83,3				
5	LITTORAL	522	467	443	382	382	380	99,5	382	380	99,5	100,0	382	376	433	98,4	98,9	443	414	93,5	95,6	443	365	82,4	88,2	443	336	75,8	92,1	391	270	69,1	80,4				
	Conseil Régional	27	22	30	25	25	25	100,0	25	25	100,0	100,0	25	25	30	100,0	100,0	30	30	100,0	100,0	30	16	53,3	53,3	30	16	53,3	100,0	28	9	32,1	56,3				
	Communautés Urbaines	122	122	90	64	64	64	100,0	64	64	100,0	100,0	64	63	85	98,4	98,4	90	72	80,0	84,7	90	39	43,3	54,2	90	12	13,3	30,8	44	7	15,9	58,3				
	Communes	373	323	323	293	293	291	99,3	293	291	99,3	100,0	293	288	318	98,3	99,0	323	312	96,6	98,1	323	310	96,0	99,4	323	308	95,4	99,4	319	254	79,6	82,5				

N°	REGION/CTD	Programmation initiale		Programmation nette		Saisine de la CIPM			Examen DAO CIPM			Lancement AO			Attribution marchés			Signature marchés		Démarrage prestations			Réception prestations										
		Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre de projets	Nombre de DAO correspondants	Nombre de DAO prévus (1)	Nombre de DAO reçus (2)	Taux (%) de réception des DAO [(2)/(1)]	Nombre d'examen prévus (3)	Nombre de DAO examinés (4)	Taux (%) d'examen de DAO par rapport		Nombre d'AO prévus (5)	Nombre d'AO effectivement lancés (6)	Nombre de projets correspondants (7)	Taux (%) de lancement d'AO par rapport		Nombre de marchés prévus (8)	Nombre de marchés effectivement attribués (9)	Taux (%) d'attribution de marchés par rapport		Nombre de contrats prévus (10)	Nombre de contrats effectivement signés (11)	Nombre de marchés prévus (12)	Nombre de marchés effectivement démarrés (13)	Taux (%) de démarrage des prestations par rapport		Nombre de prestations prévus (14)	Nombre de prestations effectivement réceptionnées (15)	Taux (%) de réception des prestations par rapport			
											Prévus [(4)/(3)]	Reçus [(4)/(2)]				Prévus [(6)/(5)]	DAO examinés [(6)/(4)]			Prévus [(9)/(8)]	Lancés [(9)/(7)]					Prévus [(11)/(10)]	Attribués [(11)/(9)]			Prévus [(13)/(12)]	Marchés signés [(13)/(11)]	Prévus [(15)/(14)]	Prestations démarrés [(15)/(13)]
6	NORD	501	307	482	315	315	313	99,4	315	313	99,4	100,0	315	311	478	98,7	99,4	482	475	98,5	99,4	482	463	96,1	97,5	482	463	96,1	100,0	471	401	85,1	86,6
	Conseil Régional	28	26	23	21	21	21	100,0	21	21	100,0	100,0	21	21	23	100,0	100,0	23	23	100,0	100,0	23	23	100,0	100,0	23	23	100,0	100,0	22	10	45,5	43,5
	Communauté Urbaine	19	17	12	11	11	11	100,0	11	11	100,0	100,0	11	11	12	100,0	100,0	12	11	91,7	91,7	12	11	91,7	100,0	12	11	91,7	100,0	11	8	72,7	72,7
	Communes	454	264	447	283	283	281	99,3	283	281	99,3	100,0	283	279	443	98,6	99,3	447	441	98,7	99,5	447	429	96,0	97,3	447	429	96,0	100,0	438	383	87,4	89,3
7	NORD-OUEST	328	299	363	341	341	340	99,7	341	339	99,4	99,7	341	339	361	99,4	100,0	363	361	99,4	100,0	363	360	99,2	99,7	363	360	99,2	100,0	355	290	81,7	80,6
	Conseil Régional	/	/	12	12	12	12	100,0	12	11	91,7	91,7	12	11	11	91,7	100,0	12	11	91,7	100,0	12	11	91,7	100,0	12	11	91,7	100,0	10	3	30,0	27,3
	Communauté Urbaine	13	13	10	10	10	10	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	10	100,0	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	100,0	100,0	10	6	60,0	60,0
	Communes	315	286	341	319	319	318	99,7	319	318	99,7	100,0	319	318	340	99,7	100,0	341	340	99,7	100,0	341	339	99,4	99,7	341	339	99,4	100,0	335	281	83,9	82,9
8	OUEST	489	351	532	388	388	387	99,7	388	387	99,7	100,0	388	384	528	99,0	99,2	532	528	99,2	100,0	531	527	99,2	99,8	531	523	98,5	99,2	513	412	80,3	78,8
	Conseil Régional	18	13	38	25	25	25	100,0	25	25	100,0	100,0	25	25	38	100,0	100,0	38	38	100,0	100,0	38	38	100,0	100,0	38	38	100,0	100,0	31	32	103,2	84,2
	Communauté Urbaine	12	12	10	10	10	10	100,0	10	10	100,0	100,0	10	7	7	70,0	70,0	10	7	70,0	100,0	10	7	70,0	100,0	10	7	70,0	100,0	8	2	25,0	28,6
	Communes	459	326	484	353	353	352	99,7	353	352	99,7	100,0	353	352	483	99,7	100,0	484	483	99,8	100,0	483	482	99,8	99,8	483	478	99,0	99,2	474	378	79,7	79,1
9	SUD	367	327	388	353	353	351	99,4	353	351	99,4	100,0	353	351	384	99,4	100,0	388	379	97,7	98,7	388	379	97,7	100,0	388	376	96,9	99,2	388	266	68,6	70,7
	Conseil Régional	16	16	10	10	10	10	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	10	100,0	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	100,0	100,0	10	10	100,0	100,0	10	2	20,0	20,0
	Communautés Urbaines	21	17	20	16	16	16	100,0	16	16	100,0	100,0	16	16	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	20	100,0	100,0	20	10	50,0	50,0
	Communes	330	294	358	327	327	325	99,4	327	325	99,4	100,0	327	325	354	99,4	100,0	358	349	97,5	98,6	358	349	97,5	100,0	358	346	96,6	99,1	358	254	70,9	73,4
10	SUD-OUEST	355	311	350	314	314	307	97,8	314	307	97,8	100,0	314	306	342	97,5	99,7	350	342	97,7	100,0	350	335	95,7	98,0	349	330	94,6	98,5	338	296	87,6	89,7
	Conseil Régional	57	24	52	20	20	20	100,0	20	20	100,0	100,0	20	19	51	95,0	95,0	52	51	98,1	100,0	52	51	98,1	100,0	52	50	96,2	98,0	51	42	82,4	84,0
	Communautés Urbaines	17	17	9	8	8	8	100,0	8	8	100,0	100,0	8	8	9	100,0	100,0	9	9	100,0	100,0	9	4	44,4	44,4	8	2	25,0	50,0	4	1	25,0	50,0
	Communes	281	270	289	286	286	279	97,6	286	279	97,6	100,0	286	279	282	97,6	100,0	289	282	97,6	100,0	289	280	96,9	99,3	289	278	96,2	99,3	283	253	89,4	91,0
TOTAL GENERAL		4939	3748	5006	3831	3830	3794	99,1	3830	3764	98,3	99,2	3830	3748	4913	97,9	99,6	5004	4 877	97,5	99,3	5001	4 779	95,6	98,0	4997	4725	94,6	98,9	4723	3749	79,4	79,3

Sur la base des statistiques de performance aux cinq (05) phases clés ci-dessus de lancement, d'attribution, de signature, de démarrage et de réception est opéré le classement des CTD présentées par Région.

3.6.2. CLASSEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES PAR REGION AU 31 DÉCEMBRE 2022

Le classement des CTD par Région résulte de la combinaison dans l'ordre des cinq (05) indicateurs de performance correspondant à leurs réalisations comparées aux prévisions des cinq phases clés sus-évoquées.

Tableau 31 : Classement des Collectivités Territoriales Décentralisées par Région au 31 décembre 2022

Rang	REGION (CTD)	Nombre de projets Programmés	Nombre de DAO Correspondants	Nombre net de projets	Nombre net de DAO correspondants	Taux de lancement d'AO	Taux d'attribution de marchés	Taux de signature de marchés	Taux de démarrage des prestations	Taux de réception des prestations
1	ADAMAOUA	340	253	362	277	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2	SUD	367	327	388	353	99,4	97,7	97,7	96,9	68,6
3	NORD-OUEST	328	299	363	341	99,4	99,4	99,2	99,2	81,7
4	EST	391	261	450	301	99,0	98,7	97,3	97,3	66,1
5	OUEST	489	351	532	388	99,0	99,2	99,2	98,5	80,3
6	NORD	501	307	482	315	98,7	98,5	96,1	96,1	85,1
7	LITTORAL	522	467	443	382	98,4	93,5	82,4	75,8	69,1
8	EXTREME-NORD	768	527	804	546	97,6	98,4	98,3	98,1	89,4
9	SUD-OUEST	355	311	350	314	97,5	97,7	95,7	94,6	87,6
10	CENTRE	878	645	832	614	93,5	94,1	91,8	90,7	71,6
	TOTAL GENERAL	4 939	3 748	5 006	3 831	97,9	97,5	95,6	94,6	79,4

3.6.3. PROCEDURES EXCEPTIONNELLES DE GRE A GRE ET DEROGATOIRES DE REGIE

En matière de procédures exceptionnelles de Gré à Gré, sur **546** demandes introduites, **362** autorisations de gré à gré ont été accordées à **129** des **162** CTD requérants (soit **06** des **07** Conseils Régionaux, **09** des **11** Communautés Urbaines et **114** des **144** Communes). Au 31 décembre 2022, **237** marchés ont été passés par voie de gré à gré, parmi lesquels **198** ont fait l'objet d'une programmation préalable, conformément aux dispositions combinées des articles 59(1) et 110 du Code des Marchés Publics, réitérées au Point 127 de la Circulaire d'Application y relative.

Tableau 32 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées aux Collectivités Territoriales Décentralisées par Région

N°	REGION (CTD)	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
1	ADAMAOUA	47	34	3	10	0	22	11	33
	Conseil Régional	17	6	2	9	0	5	8	13
	Communauté Urbaine	2	2	0	0	0	0	0	0
	Communes	28	26	1	1	0	17	3	20
2	CENTRE	124	62	39	23	0	44	1	45
	Conseil Régional	5	1	0	4	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	8	4	2	2	0	4	1	5
	Communes	111	57	37	17	0	40	0	40
3	EST	13	2	10	1	0	1	0	1
	Conseil Régional	4	1	3	0	0	1	0	1
	Communauté Urbaine	2	0	2	0	0	0	0	0
	Communes	7	1	5	1	0	0	0	0

N°	REGION (CTD)	Autorisations sollicitées	Nouvelle		Renouvellement		Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
			Accord	Refus	Accord	Refus	Programmé	Non programmé	Total
4	EXTREME-NORD	127	64	42	21	0	60	17	77
	Conseil Régional	2	0	2	0	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	2	1	0	1	0	2	0	2
	Communes	123	63	40	20	0	58	17	75
5	LITTORAL	33	14	11	8	0	14	2	16
	Conseil Régional	1	0	1	0	0	0	0	0
	Communautés Urbaines	10	2	1	7	0	4	0	4
	Communes	22	12	9	1	0	10	2	12
6	NORD	55	33	18	3	1	27	2	29
	Conseil Régional	12	11	0	0	1	11	0	11
	Communauté Urbaine	3	3	0	0	0	3	0	3
	Communes	40	19	18	3	0	13	2	15
7	NORD-OUEST	6	4	2	0	0	1	0	1
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	0	0	0	0	0	0	0	0
	Communes	6	4	2	0	0	1	0	1
8	OUEST	93	39	43	11	0	21	3	24
	Conseil Régional	11	9	2	0	0	7	0	7
	Communauté Urbaine	2	0	2	0	0	0	0	0
	Communes	80	30	39	11	0	14	3	17
9	SUD	38	18	12	8	0	3	2	5
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0	0	0
	Communautés Urbaines	4	3	1	0	0	0	2	2
	Communes	34	15	11	8	0	3	0	3
10	SUD-OUEST	10	5	3	2	0	5	1	6
	Conseil Régional	0	1	0	0	0	0	1	1
	Communautés Urbaines	1	2	0	2	0	4	0	4
	Communes	4	2	3	0	0	1	0	1
TOTAL GENERAL		546	275	183	87	1	198	39	237

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, par rapport aux **5 219** marchés en cours de passation (**279** des Conseils Régionaux, **260** des Communautés Urbaines et **4 680** des Communes), le taux des **237** procédures de gré à gré est de **4,5%** ; décliné en un taux de **0,6%** pour les cas 109(a) et 109(d) sans appel à concurrence contre **3,9%** pour les cas 109(b) et 109(c) avec appel à concurrence. Ce taux de gré à gré décliné par type de CTD est de **11,8%** pour les Conseils Régionaux, **7,7%** pour les Communautés Urbaines et **3,9%** pour les Communes.

Tableau 33 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures exceptionnelles de Gré à Gré accordées par Région aux Collectivités Territoriales Décentralisées suivant les cas limitatifs de l'article 109 du CMP

N°	REGION (CTD)	Nombre de marchés passés	Sans concurrence I09(a) & I09(d)		Avec concurrence I09(b) & I09(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
1	ADAMAOUA	380	1	0,3%	32	8,4%	33	8,7%
	Conseil Régional	29	1	3,4%	12	41,4%	13	44,8%
	Communauté Urbaine	12	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Communes	339	0	0,0%	20	5,9%	20	5,9%
2	CENTRE	865	8	0,9%	37	4,3%	45	5,2%
	Conseil Régional	0	0	/	0	/	0	/
	Communauté Urbaine	59	2	3,4%	3	5,1%	5	8,5%
	Communes	806	6	0,7%	34	4,2%	40	5,0%
3	EST	476	1	0,2%	0	0,0%	1	0,2%
	Conseil Régional	60	1	1,7%	0	0,0%	1	1,7%
	Communauté Urbaine	14	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Communes	402	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%

N°	REGION (CTD)	Nombre de marchés passés	Sans concurrence I09(a) & I09(d)		Avec concurrence I09(b) & I09(c)		Ensemble	
			Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
4	EXTREME-NORD	839	5	0,6%	72	8,6%	77	9,2%
	Conseil Régional	19	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Communauté Urbaine	13	1	7,7%	1	7,7%	2	15,4%
	Communes	807	4	0,5%	71	8,8%	75	9,3%
5	LITTORAL	465	3	0,6%	13	2,8%	16	3,4%
	Conseil Régional	31	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Communautés Urbaines	94	2	2,1%	2	2,1%	4	4,3%
	Communes	340	1	0,3%	11	3,2%	12	3,5%
6	NORD	489	5	1,0%	24	4,9%	29	5,9%
	Conseil Régional	23	2	8,7%	9	39,1%	11	47,8%
	Communauté Urbaine	12	0	0,0%	3	25,0%	3	25,0%
	Communes	454	3	0,7%	12	2,6%	15	3,3%
7	NORD OUEST	365	0	0,0%	1	0,3%	1	0,3%
	Conseil Régional	12	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Communauté Urbaine	10	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Communes	343	0	0,0%	1	0,3%	1	0,3%
8	OUEST	553	2	0,4%	22	4,0%	24	4,3%
	Conseil Régional	38	0	0,0%	7	18,4%	7	18,4%
	Communauté Urbaine	10	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Communes	505	2	0,4%	15	3,0%	17	3,4%
9	SUD	413	5	1,2%	0	0,0%	5	1,2%
	Conseil Régional	10	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Communautés Urbaines	26	2	7,7%	0	0,0%	2	7,7%
	Communes	377	3	0,8%	0	0,0%	3	0,8%
10	SUD OUEST	374	1	0,3%	5	1,3%	6	1,6%
	Conseil Régional	57	1	1,8%	0	0,0%	1	1,8%
	Communautés Urbaines	10	0	0,0%	4	40,0%	4	40,0%
	Communes	307	0	0,0%	1	0,3%	1	0,3%
TOTAL GENERAL		5 219	31	0,6%	206	3,9%	237	4,5%

En ce qui concerne les procédures dérogatoires de Régie, sur 101 demandes d'autorisations d'exécution des

projets en Régie, 83 ont été accordées et notifiées aux 52 des 61 CTD requérants (soit 02 des 02 Communautés Urbaines et 50 des 59 Communes). Au total, 90 projets ont effectivement été exécutés en régie, parmi lesquels 69 avaient fait l'objet d'une programmation préalable.

Tableau 34 : Mise en œuvre au 31 décembre 2022 des procédures dérogatoires de Régie accordées par Région aux Collectivités Territoriales Décentralisées

N°	REGION (CTD)	Autorisations sollicitées	Accord	Refus	Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
					Projets programmés	Nouveaux projets	Total
1	ADAMAOUA	4	3	1	1	2	3
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	1	1	0	0	1	1
	Communes	3	2	1	1	1	2
2	CENTRE	39	30	9	29	5	34
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	0	0	0	0	0	0
	Communes	39	30	9	29	5	34
3	EXTREME-NORD	7	7	0	5	1	6
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	1	1	0	0	0	0
	Communes	6	6	0	5	1	6
4	LITTORAL	11	9	2	3	3	6
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communautés Urbaines	0	0	0	0	0	0
	Communes	11	9	2	3	3	6
5	NORD	2	1	1	2	0	2
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	0	0	0	0	0	0
	Communes	2	1	1	2	0	2
6	NORD-OUEST	4	4	0	4	0	4
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0

N°	REGION (CTD)	Autorisations sollicitées	Accord	Refus	Mise en œuvre au 31 décembre 2022		
					Projets programmés	Nouveaux projets	Total
	Communauté Urbaine	0	0	0	0	0	0
	Communes	4	4	0	4	0	4
7	OUEST	8	6	2	1	1	2
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	0	0	0	0	0	0
8	Communes	8	6	2	1	1	2
	SUD	5	3	2	3	0	3
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
9	Communautés Urbaines	0	0	0	0	0	0
	Communes	5	3	2	3	0	3
	SUD-OUEST	21	20	1	21	9	30
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communautés Urbaines	0	0	0	0	0	0
	Communes	21	20	1	21	9	30
TOTAL GENERAL		101	83	18	69	21	90

En somme, des 445 autorisations de procédures exceptionnelles de Gré à Gré (362) et dérogatoires de Régie (83) accordées par l'Autorité chargée des Marchés Publics, 327 ont été exécutées par les CTD, parmi lesquelles 237 en termes de Gré à Gré et 90 en Régie ; comme indiqué par Région dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

Tableau 35 : Procédures exceptionnelles de Gré à Gré et dérogatoires de Régie au 31 décembre 2022 des Collectivités Territoriales Décentralisées par Région

N°	REGION (CTD)	Gré à Gré		Régie		Ensemble	
		Accord	Exécution	Accord	Exécution	Accord	Exécution
I	ADAMAOUA	44	33	3	3	47	36
	Conseil Régional	15	13	0	0	15	13
	Communauté Urbaine	2	0	1	1	3	1
	Communes	27	20	2	2	29	22

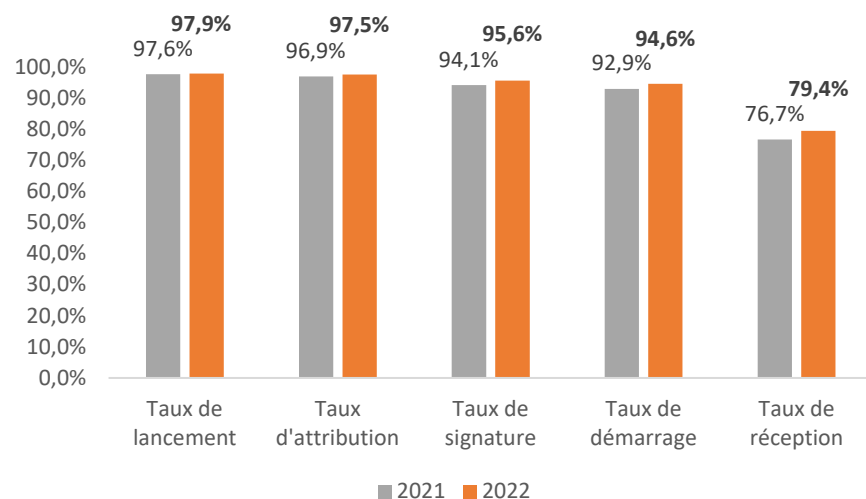
N°	REGION (CTD)	Gré à Gré		Régie		Ensemble	
		Accord	Exécution	Accord	Exécution	Accord	Exécution
2	CENTRE	85	45	30	34	115	79
	Conseil Régional	5	0	0	0	5	0
	Communauté Urbaine	6	5	0	0	6	5
	Communes	74	40	30	34	104	74
3	EST	3	1	0	0	3	1
	Conseil Régional	1	1	0	0	1	1
	Communauté Urbaine	0	0	0	0	0	0
4	Communes	2	0	0	0	2	0
	EXTREME-NORD	85	77	7	6	92	83
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	2	2	1	0	3	2
5	Communes	83	75	6	6	89	81
	LITTORAL	22	16	9	6	31	22
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communautés Urbaines	9	4	0	0	9	4
6	Communes	13	12	9	6	22	18
	NORD	36	29	1	2	37	31
	Conseil Régional	11	11	0	0	11	11
	Communauté Urbaine	3	3	0	0	3	3
7	Communes	22	15	1	2	23	17
	NORD-OUEST	4	1	4	4	8	5
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communauté Urbaine	0	0	0	0	0	0
8	Communes	4	1	4	4	8	5
	OUEST	50	24	6	2	56	26
	Conseil Régional	9	7	0	0	9	7
	Communauté Urbaine	0	0	0	0	0	0
9	Communes	41	17	6	2	47	19
	SUD	26	5	3	3	29	8
	Conseil Régional	0	0	0	0	0	0
	Communautés Urbaines	3	2	0	0	3	2
10	Communes	23	3	3	3	26	6
	SUD-OUEST	7	6	20	30	27	36
	Conseil Régional	1	1	0	0	1	1
	Communautés Urbaines	4	4	0	0	4	4
	Communes	2	1	20	30	22	31
	TOTAL GENERAL	362	237	83	90	445	327

Ces performances des Collectivités Territoriales Décentralisées ainsi présentées méritent d'être comparées à celles de 2021.

3.6.4. ANALYSE COMPARATIVE AVEC L'ANNÉE 2021

Comparativement à fin 2021, les performances des Collectivités Territoriales Décentralisées en 2022 sont dans l'ensemble en hausse de 1,5 points en moyenne. En effet, des améliorations sont observées dans le lancement des consultations (de 97,6% à **97,9%**), l'attribution des marchés (de 96,9% à **97,5%**), la signature des marchés (de 94,1% à **95,6%**), le démarrage des travaux (de 92,9% à **94,6%**) et la réception des prestations (de 76,7% à **79,4%**).

Graphique 19 : Performances comparées des Collectivités Territoriales Décentralisées en 2021 et 2022



3.6.5. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS ADOPTEES

Les difficultés relevées dans la passation des marchés des Collectivités Territoriales Décentralisées sont les suivants :

- l'adoption tardive des budgets par les organes délibérants, à l'exception des ressources transférées dans le cadre du Budget d'Investissement Public ;
- la mise à disposition tardive des autorisations de dépenses automatiques et la non satisfaction de certains préalables à la contractualisation à bonne date des marchés ;
- l'élaboration tardive des DAO du fait de la faible maturation des projets par les services compétents ;
- la faible rotation des Experts-membres des Sous-Commissions d'Analyses (SCA) ;
- l'enclavement de certains sites d'exécution des projets, ainsi que la non prise en compte de ce facteur dans les coûts prévisionnels desdits projets ;
- le manque d'engouement des concessionnaires dans la participation aux consultations relatives à l'acquisition des véhicules ;
- le non ou retard de paiement des indemnités de session, ainsi que l'absence de la logistique adéquate pour le fonctionnement des CIPM ;

- l'insuffisance des personnels qualifiés pour la passation efficace des marchés publics ;
- la souscription tardive des projets de marchés ou avenants par les adjudicataires ;
- la non maîtrise de la question de la Représentation de la tutelle au sein de certaines CIPM ;
- la faible diligence des Receveurs Municipaux dans l'apposition du visa budgétaire sur les projets de marchés ;
- le manque d'engouement au niveau communal des prestataires ; du fait de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;
- la logistique insuffisante pour une utilisation efficace de la plateforme COLEPS en vue de la passation « en ligne » des marchés publics et la résistance au changement ;
- le manque d'engouement des soumissionnaires pour la passation « en ligne » dans les Communes pilotes ;
- les pluies abondantes et imprévisibles qui impactent négativement le calendrier d'exécution des travaux, notamment dans les Régions de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord et du Sud ;

- la suspension des activités de passation ou d'exécution des marchés publics dans certaines Communes suite au décès des Maires concernés.

Comme solutions adoptées, l'on peut citer :

- la sensibilisation des organes délibérants pour la tenue à bonne date (au plus tard le 15 décembre de l'année n-1) des sessions d'adoption des budgets ;
- la relance régulière des services techniques en charge de la maturation et la budgétisation des projets ;
- l'inscription dans le budget des CTD de provisions nécessaires notamment pour les activités de maturation des projets, comme prescrit par la Circulaire relative à préparation de leur budget ;
- la sollicitation du FEICOM par certaines Communes pour la passation des marchés d'acquisition de véhicules ;
- la relance par le MINMAP des Chefs des Exécutifs Communaux et Régionaux pour le paiement des indemnités dues aux membres des CIPM et SCA ;
- le recrutement des personnels ayant une bonne maîtrise de la réglementation des marchés publics en vigueur, en plus du renforcement des capacités de ceux des services en charge des marchés ;

- la mise à disposition des textes réglementaires aux CIPM placées auprès des CTD, notamment la Circulaire n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics, dont le Point 16 précise la question de la Représentation de la tutelle au sein des CIPM ;
- la transmission à temps des projets de marchés aux Receveurs Municipaux pour l'apposition du visa budgétaire, en sus de leur relance régulière ;
- l'incitation des prestataires à la participation à la reconstruction des régions affectées par les crises sécuritaires, ainsi qu'aux zones enclavées ;
- l'accompagnement permanent par le MINMAP des acteurs intervenants dans le processus de passation « en ligne » des marchés publics via COLEPS ;
- la suspension régulière de l'exécution des travaux par certains MO au vu de la forte pluviométrie observée dans les Régions concernées ;
- l'appropriation progressive de la Circulaire n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics.

Ainsi s'achève l'évaluation au 31 décembre 2022 des performances de chaque catégorie de MO/MOD.

IV. SITUATION DE LA PASSATION « EN LIGNE » DES MARCHES PUBLICS

La passation « en ligne » des marchés publics sur la plateforme COLEPS fait l'objet d'un encadrement réglementaire par l'Autorité chargée des Marchés Publics qui signe à cet effet en début d'exercice deux (02) arrêtés, dont l'un fixant les seuils et les types de marchés pouvant faire l'objet de passation par voie électronique, et précise par ailleurs l'objectif visé pour l'exercice de référence.

Pour cet exercice 2022, l'objectif visé était d'attribuer « en ligne » au moins **60%** des marchés programmés éligibles des portefeuilles des **65 MO/MOD** pilotes.

Cette passation « en ligne » des marchés desdits MO/MOD pilotes a fait l'objet d'un accompagnement régulier de proximité aussi bien dans l'utilisation efficace de la plateforme COLEPS que dans le respect des prescriptions de l'arrêté suscité de référence n°00004/MINMAP/CAB du 31 janvier 2022 pour le compte de l'exercice 2022.

Au terme de l'exercice 2022, les statistiques de performance y relatives sont présentées par catégorie de MO/MOD pilotes dans le tableau ci-dessous.

Tableau 36 : Statistiques au 31 décembre 2022 de la passation « en ligne » des marchés publics

Catégorie de MO/MOD	Nombre de MO/MOD	Nombre de marchés à passer en ligne	Nombre total d'AAO publiés	Nombre total de marchés attribués	Montant total des marchés attribués
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	39*	181	200	100	8 535 758 746
PROJETS/ PROGRAMMES	5	/	/	/	/
ETABLISSEMENTS PUBLICS	8	22	34	11	152 328 744
REGIONS	13	15	1	0	0
SDE	2	0	0	0	0
SDR	1	0	0	0	0
SDD	1	0	0	0	0
CTD	11	15	1	0	0
Conseils Régionaux	2	0	0	0	0
Communautés Urbaines	2	0	1	0	0
Communes	7	15	0	0	0
TOTAL GENERAL	65	218	238	111	8 688 087 490

*Parmi lesquels 02 Directions Générales du MINFI

Il en ressort qu'au 31 décembre 2022, l'objectif des **218** marchés à passer « en ligne » a largement été dépassé par la publication effective « en ligne » de **238** AAO, pour un montant total de **98 953 591 486 FCFA**. Cependant, seuls **111** marchés ont été attribués « en ligne » pour un montant total de **8 688 087 490 FCFA**.

Toutefois, pour l'ensemble de ces MO/MOD pilotes, l'opérationnalisation de la passation « en ligne » des marchés publics se heurte au problème d'insuffisance de la logistique nécessaire à l'utilisation de la plateforme COLEPS, mais aussi à la résistance au changement.

V. INDICATEURS DE PERFORMANCE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHÉS

Cette partie est consacrée au calcul des valeurs d'autres indicateurs de performance inhérents aux opérations de passation des marchés publics. Dans un premier temps, l'on procède au calcul des « délais moyens de passation des marchés publics » aux fins d'apprécier les durées moyennes du processus de passation des marchés au regard des délais réglementaires. Dans un second temps, sont également calculés les valeurs des indicateurs du Programme 027 du MINMAP, en l'occurrence le « taux de marchés passés dans un délai inférieur à 5 mois ».

V.1 CALCUL DES DELAIS MOYENS DE PASSATION DES MARCHES

Cette section procède au calcul des valeurs des délais ci-après : (1) délai moyen de passation des marchés relevant de la compétence exclusive des CPM, (2) délai moyen de passation des marchés du seuil de compétence des CCCM du MINMAP, et (3) le délai moyen de contrôle à priori imparti aux CCCM. Le calcul de ces délais est présenté par mode de consultation et par catégorie de MO/MOD.

Faut-il le préciser, le délai moyen de passation des marchés couvre les phases allant de la saisine de la CPM pour l'examen du DAO à la signature du marché, le cas échéant à sa notification. Par ailleurs, c'est un indicateur dont la valeur est périodiquement actualisée.

Le calcul des valeurs de cet indicateur requiert la constitution d'un échantillon des marchés représentatif.

5.1.1. ECHANTILLON DE MARCHES RETENUS

La constitution de l'échantillon des marchés retenus s'est faite sur la base des critères de sélection suivants : (1) les projets ayant fait l'objet de programmation, (2) les projets ayant fait l'objet de contractualisation, (3) les projets justifiant de l'exhaustivité des dates effectives de passation, (4) les projets relevant du seuil de compétence des CCCM et, (5) les projets passés suivant les procédures nationales.

Pour cette évaluation bilan de l'exercice 2022, en application des critères ci-dessus sur les **7 739** marchés programmés, l'échantillon constitutif compte au total **5 980** marchés sélectionnés, soit une proportion de 77,3%. Cet échantillon compte également **177** marchés relevant du seuil de compétence des CCCM du MINMAP.

5.1.2. CALCUL DES VALEURS DU DELAI MOYEN DE PASSATION DES MARCHES RELEVANT DE LA COMPETENCE EXCLUSIVE DES CPM

Le tableau ci-dessous présente les valeurs du délai sus-indiqué qui traduisent les durées moyennes (en nombre de jours) du processus de passation des marchés relevant de la compétence exclusive des CPM.

Tableau 37 : Délais moyen (en jours) au 31 décembre 2022 de passation des marchés relevant de la compétence exclusive des CPM

Catégorie de MO/MOD	Modes de consultation									
	AONO			AONR			DC			ENSEMBLE AONO & AONR
	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	Délai effectif
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	99	129	+30	103	121	+18	59	81	+22	129
PROJETS/ PROGRAMMES	99	138	+39	103	162	+59	59	89	+30	144
ETABLISSEMENTS PUBLICS	99	108	+9	103	85	-18	59	84	+25	105
REGIONS	99	123	+24	103	140	+37	59	82	+23	123
SDE	99	100	+1	103	151	+48	59	87	+28	102
SDR	99	112	+13	103	167	+64	59	88	+29	116
SDD	99	96	-3	103	111	+8	59	86	+27	96
CTD	99	125	+26	103	135	+32	59	81	+22	125
Conseils Régionaux	99	111	+12	103	85	-18	59	/	/	111
Communautés Urbaines	99	140	+41	103	173	+70	59	99	+40	141
Communes	99	125	+26	103	139	+36	59	81	+22	125
ENSEMBLE	99	123	+24	103	119	+16	59	83	+24	123

Il ressort que, pour ce qui est des procédures nationales, la durée moyenne du processus de passation des marchés par Appel d'Offres est de **123 jours**, soit **04 mois 03 jours** pour l'ensemble des MO/MOD, et précisément de **129 jours** pour les Départements Ministériels, soit **04 mois 09 jours**. Comparativement au 30 juin 2022, ces valeurs sont respectivement en dépassement de **01** et **19 jours**.

Ces valeurs en fin 2022 témoignent d'un dépassement des délais réglementaires de **24**, **16** et **24 jours** respectivement dans la mise en œuvre des AONO, AONR et DC.

5.1.3. CALCUL DES VALEURS DU DELAI MOYEN DE PASSATION DES MARCHES RELEVANT DU SEUIL DE COMPETENCE DES CCCM

Ci-dessous présenté, le tableau des valeurs du délai sus-indiqué traduisant les durées moyennes (en nombre de jours) du processus de passation des marchés relevant du seuil de compétence des CCCM.

Tableau 38 : Délais moyen (en jours) au 31 décembre 2022 de passation des marchés relevant du seuil de compétence des CCCM

Catégorie de MO/MOD	Modes de consultation						Délai effectif
	AONO			AONR			
	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	119	194	+75	123	158	+35	188

Catégorie de MO/MOD	Modes de consultation						Délai effectif
	AONO			AONR			
	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	
PROJETS/ PROGRAMMES	119	148	+29	123	96	-27	136
ETABLISSEMENTS PUBLICS	119	160	+41	123	176	+53	163
REGIONS	119	119	0	123	72	-51	103
CTD	119	119	0	123	72	-51	103
Conseils Régionaux	119	87	-32	123	/	/	87
Communautés Urbaines		45	+45		/	/	45
Communes	119	173	+54	123	72	-51	122
ENSEMBLE	119	162	43	123	132	+9	156

Pour les procédures de passation des marchés initiées par les MO/MOD et soumises au contrôle à priori des CCCM du MINMAP aux étapes d'examen du DAO et de proposition d'attribution, le délai moyen de passation des marchés est de **156 jours**, et précisément de **188 jours** pour les Départements Ministériels, **163 jours** pour les Établissements Publics et **103 jours** pour les Régions.

Par rapport aux délais réglementaires des AONO et AONR pour l'ensemble des catégories de MO/MOD, ces valeurs s'éloignent respectivement de **43 jours** et **09 jours**.

5.1.4. CALCUL DES VALEURS DU DELAI MOYEN DE CONTRÔLE A PRIORI IMPARTI AUX CCCM

Ci-dessous présenté, le tableau des valeurs du délai sus-indiqué traduisant les durées moyennes (en nombre de jours) du contrôle à priori opéré par les CCCM.

Tableau 39 : Délais moyen au 31 décembre 2022 de contrôle à priori impartit aux CCCM

Délais de contrôle à priori (en jours)	Examen projet DAO						Examen proposition d'attribution							
	Modes de consultation													
	AONO			AONR			ENSEMBLE	AONO			AONR			ENSEMBLE
	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	Délai effectif	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	Délai réglementaire	Délai effectif	Écart*	Délai effectif
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	10	10	0	10	7	-3	9	10	9	-1	10	12	+2	9
PROJETS/PROGRAMMES	10	10	0	10	10	0	10	10	13	+3	10	13	+3	13
ETABLISSEMENTS PUBLICS	10	13	+3	10	8	-2	12	10	12	+2	10	13	+3	12
REGIONS	10	7	-3	10	5	-5	7	10	7	-3	10	8	-2	7
Communautés Urbaines	10	7	-3	10	5	-5	7	10	9	-1	10	23	-13	11
Conseils Régionaux	10	7	-3	10	/	/	7	10	6	-4	10	/	/	6
Communes	10	/	/	10	/	/	/	10	5	-5	10	6	-4	6
Délai CCCM	10	10	0	10	8	-2	10	10	10	0	10	11	+1	11

Il ressort que le délai moyen de contrôle à priori impartit aux CCCM est de **10 jours** pour l'examen du DAO et de **11 jours** pour l'examen de la proposition d'attribution ; soit une moyenne de **10,5 jours**.

Comparé au délai réglementaire de 10 jours de formulation de leur Avis pour les AONR, la performance des CCCM à

l'étape d'examen du projet de DAO résulte d'une bonne anticipation de **02 jours**, tandis qu'il est observé un léger retard de **01 jour** à l'étape d'examen de proposition d'attribution.

Cependant, pour les AONO, le délai réglementaire de 10 jours de formulation des Avis des CCCM est effectivement respecté.

Par ailleurs, tenant compte du cumul des délais calculés à ces deux étapes, la durée totale de contrôle à priori par les CCCM est de 21 jours. Ce qui permet de dégager, dans le délai de **156 jours** de passation des marchés relevant de leur seuil, la consommation des délais par les Maîtres d'Ouvrage qui est de **135 jours**, soit **04 mois 15 jours**.

V.2 CALCUL DU TAUX DES MARCHES PASSES DANS UN DELAI INFÉRIEUR A 5 MOIS

Cette section complète le calcul des valeurs au 31 décembre 2022 des trois indicateurs du Programme 027 du MINMAP portant sur « l'Amélioration de l'Administration des Marchés Publics », dont les deux premiers ont pour valeur :

- **77,6%** pour la « **proportion des marchés programmés réceptionnés** » ;
- et, **8,4%** pour la « **proportion des marchés passés suivant la procédure de Gré à Gré** ».

Le troisième indicateur à déterminer est celui relatif à la « **proportion des marchés passés dans un délai inférieur à 5 mois** » au terme de l'exercice 2022.

Le tableau ci-dessous présente par catégorie de MO/MOD, les valeurs de ce troisième indicateur.

Tableau 40 : Taux au 31 décembre 2022 des marchés passés dans un délai inférieur à 5 mois

Catégorie de MO/MOD	Nombre de marchés passés en moins de 5 mois	Nombre total de marchés sélectionnés	Taux
DEPARTEMENTS MINISTERIELS	269	373	72,1%
PROJETS / PROGRAMMES	178	239	74,5%
ETABLISSEMENTS PUBLICS	403	476	84,7%
REGIONS	2918	4047	72,1%
SDE	230	265	86,8%
SDR	72	86	83,7%
SDD	158	179	88,3%
CTD	2688	3782	71,1%
Conseils Régionaux	121	147	82,3%
Communautés Urbaines	56	95	58,9%
Communes	2511	3540	70,9%
TOTAL GENERAL	3 768	5 135	73,4%

Il ressort que pour l'ensemble des MO/MOD, la « **proportion des marchés passés dans un délai inférieur à 5 mois** » est de **73,4%**, en baisse de **4,6 points** par rapport à celle calculée au 30 juin 2022 (78,0%).

Comparativement à fin 2021, dans le respect de cette mesure majeure de passer les marchés publics dans un délai inférieur à 05 mois, les Projets/Programmes dénotent

d'une bonne performance de plus de **15 points**, suivis des Établissements Publics qui n'excellent que de **3,1 points**. Cependant, une contre-performance est observée pour ce qui est des Régions avec une baisse de **13,9 points**, consécutive à la reculade des SDE de **5,2 points** et des CTD de **14,5 points**. La performance des Départements Ministériels est quasiment la même qu'en 2021 avec une marge de **0,9 point** de plus.

VI. PROGRAMMATION ACTUALISÉE DES MARCHÉS PUBLICS DE FIN D'EXERCICE 2022

Au terme de l'exercice 2022, **7 739** marchés publics, correspondant à **6 177** Dossiers d'Appels d'Offres (DAO), d'un montant total prévisionnel de **1 121 716 662 071 FCFA** ont été identifiés et programmés en « ligne » sur la plateforme COLEPS (Cameroon Online E-procurement System) ; répartis comme suit :

- **904** marchés pour les Départements Ministériels, correspondant à **788** DAO, d'un montant total de **586 703 097 066 FCFA** ;
- **461** marchés pour les Projets/Programmes, correspondant à **363** DAO, d'un montant total de **212 410 171 202 FCFA** ;

- **781** marchés pour les Établissements Publics, correspondant à **637** DAO, d'un montant total de **78 625 338 139 FCFA** ;
- **374** marchés pour les Services Déconcentrés de l'État (SDE), correspondant à **355** DAO, d'un montant total de **14 821 262 527 FCFA** ;
- et, **5 219** marchés pour les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), correspondant à **4 034** DAO, d'un montant total de **229 156 793 137 FCFA**.

Au 31 décembre 2022, **817** MO/MOD ont satisfait à cette exigence réglementaire de programmation des marchés publics, sur un effectif de **831** recensés, soit un taux de participation de **98,3%**.

Partant des **8 630** marchés qui ont fait l'objet de programmation tout au long de l'exercice 2022, sur les **9 344** marchés budgétés, le taux de programmation des marchés publics est de **92,4%**, soit une augmentation de **1,5 points** par rapport au taux enregistré en début d'exercice, au terme des Conférences de programmation des marchés publics de l'exercice 2022. Antérieurement, ce taux était de **91,9%** au 30 juin 2022 (correspondant à une proportion de 8 058 marchés programmés sur 8 772 budgétés) et de

90,9% au 1^{er} janvier 2022 (correspondant à une proportion de 7 098 marchés programmés sur 7 812 budgétés).

VII. POINTS SAILLANTS DE L'ÉVALUATION

Au terme de l'évaluation bilan de la passation et de l'exécution des marchés publics au titre de l'exercice 2022, la synthèse des résultats révèle les points ci-après :

- **Dans l'ensemble**, l'on note une amélioration de **02 points** en moyenne des performances des MO/MOD dans la contractualisation et l'exécution des projets, objet de marchés publics. En effet, le niveau de contractualisation des marchés est passé de 92,4% en fin 2021 à **93,1%**, et celui de l'exécution des prestations de 74,3% en fin 2021 à **77,6%**, respectivement en hausse de **0,7** et **3,3 points**.

Comparativement à fin 2021, il est relevé une bonne performance dans la contractualisation des marchés des Projets/Programmes et des Collectivités Territoriales Décentralisées, contrairement aux Départements Ministériels, Établissements Publics et Services Déconcentrés de l'État. Pour ce qui est de l'exécution des marchés, les Projets/Programmes et

Établissements Publics dénotent d'un bon score, contrairement aux Départements Ministériels et Services Déconcentrés de l'État.

- **S'agissant des Départements Ministériels**, leurs performances ont connu un recul de **4 points** en moyenne. En effet, le niveau de contractualisation des marchés est passé de 92,0% en fin 2021 à **86,3%** et celui de réception des prestations s'est déprécié, passant de 73,2% en fin 2021 à **70,1%**.
- **Pour ce qui est des Projets/Programmes**, leurs performances sont en hausse par rapport à celles de fin 2021. En effet, le taux de signature des marchés est de **75,5%**, en hausse des 66,1% observés en fin 2021. Quant aux réceptions des prestations, le taux est passé de 37,2% en fin 2021 à **59,5%**.
- **En ce qui concerne les Établissements Publics**, leurs performances sont mitigées par rapport à fin 2021 dans la contractualisation et la réception des projets. En effet, l'on note une baisse du taux de signature des marchés qui passe de 93,6% en fin 2021 à **91,3%** et une hausse du taux de réception des prestations qui passe de 63,6% en fin 2021 à **75,2%**.
- **Pour les Services Déconcentrés de l'État**, il est relevé une baisse de 3 points en moyenne dans leurs performances comparées à fin 2021. En effet, le niveau de contractualisation des marchés a connu un recul de 97,3% en fin 2021 à **94,3%**, et celui de réception des prestations de 82,8% à **79,8%**.
- **Quant aux Collectivités Territoriales Décentralisées**, avec un gain de 1,5 points en moyenne, elles font montre d'une bonne performance par rapport à l'exercice 2021. En effet, le taux de signature des marchés passe de 94,1% en fin 2021 à **95,6%**, et celui de réception des prestations passe de 76,7% en fin 2021 à **79,4%**.
- La maîtrise du seuil de 10% des procédures exceptionnelles de gré à gré qui se situent à **8,4%**; décliné en un taux de **2,6%** pour les cas 109(a) et 109(d) sans appel à concurrence contre **5,7%** pour les cas 109(b) et 109(c) avec appel à concurrence.
- Au total, **103** projets ont effectivement été exécutés en régie sur les **154** demandes d'autorisation accordées et notifiées aux requérants.

- Pour ce qui est des procédures nationales, le délai moyen de passation des marchés publics est de **123 jours**, soit **04 mois 03 jours**, en amélioration de 03 jours par rapport à sa valeur en fin 2021.
- Le délai moyen de contrôle à priori imparti aux CCCM est de **10 jours** pour l'examen du DAO et de **11 jours** pour l'examen de la proposition d'attribution ; soit une moyenne de **10,5 jours**.
- La proportion des marchés passés dans un délai inférieur à 5 mois est de **73,4%**, en baisse par rapport au taux de 83,5% enregistré au 31 décembre 2021.
- La proportion de marchés programmés réceptionnés est de **77,6%**, en hausse des 74,3% en fin 2021.
- Le report en 2023 pour l'ensemble des MO/MOD de **358** projets initialement prévus en 2022.
- L'annulation de **753** projets dont **89** suite à des virements de crédits et **664** principalement du fait de l'indisponibilité du financement ou d'absence d'éléments de maturité.

Précisément, **92** projets des Départements Ministériels ont été annulés, parmi lesquels **58** du fait

de **l'ordonnance présidentielle n°2022/001 du 02 juin 2022** modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n°2021/026 du 16 décembre 2021 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022.

- Le transfert de **34** projets en Régions, dont **19** par les Départements Ministériels.
- La résiliation de **46** contrats notamment pour défaillance constatée, parmi lesquels **25** par les Maires de Commune, **14** dans les Établissements Publics et **04** par les Départements Ministériels.
- La forclusion de crédits enregistrée pour **39** projets, notamment suite aux dates butoirs d'apposition de visa budgétaire sur les projets de contrats et des engagements financiers sur le budget de l'État.
- La passation par le FEICOM des marchés relatifs à l'acquisition de véhicules au profit de certaines Communes, du fait du manque d'engouement des concessionnaires automobiles dans la participation aux consultations y relatives lancées par ces CTD.
- La dérogation d'un projet du MINJUSTICE à faire l'objet d'un marché spécial suivant l'Autorisation

- n°B2186/SG/PR du 30 mars 2022 de la Présidence de la République.
- L'accompagnement de **65** MO/MOD pilotes dans la passation « en ligne » via COLEPS de **60%** de leur portefeuille de marchés programmés, ainsi que la formation sur site des personnels des Structures Internes de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP).
 - La passation « en ligne » de **111** marchés d'un montant total de **8 688 087 490 FCFA**, consécutive à la publication de **238** AAO d'un montant total de **98 953 591 486 FCFA**, largement au-dessus de l'objectif des **218** marchés à passer en 2022 via COLEPS, qui est rendu à sa 2^{ème} Phase.
 - La passation de **1 615** marchés d'un montant global de **376 587 933 328 FCFA** sans aucune programmation préalable, dont **955** passés en Régions pour un montant total **77 309 611 701 FCFA**. Ce qui est contraire aux dispositions de l'article 59, alinéas 1 et 5 du Code des Marchés Publics, réitérées aux Points 64 et 66 de sa Circulaire d'Application.
 - Le regain du dynamisme des activités de passation et d'exécution des marchés publics, suite aux mesures prises par l'Autorité chargée des Marchés Publics pour plus d'efficacité dans le secteur des marchés publics, au dispositif d'accompagnement déployé par le MINMAP et à l'intensification des missions de suivi-évaluation et de contrôle externe.
 - La prise par l'Autorité chargée des Marchés publics des textes réglementaires de portée explicative et clarificative d'une part et à caractère prescriptif d'autre part, en l'occurrence :
 - l'arrêté n°7/A/MINMAP du 01 janvier 2022 fixant les modalités de passation et d'exécution des accords-cadres ;
 - l'arrêté n°30/A/MINMAP du 03 mars 2022 prorogeant au 31 décembre 2022 la phase pilote du mécanisme de rémunération et de paiement basés sur la performance (PBF), opérationnel auprès de 08 MO/MOD pilotes correspondant à 22 acteurs cibles ;
 - la circulaire n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
 - la lettre-circulaire n°000002/LC/MINMAP/CAB du 12 mai 2022 relative à la continuité du service

- public des marchés publics, en cas de sanction d'un MO/MOD, ou des membres d'une Commission de Passation des Marchés, conformément aux dispositions des articles 194 et 195 du Code des Marchés Publics ;
- l'arrêté n°166/A/MINMAP du 07 juin 2022 fixant les modalités de catégorisation des entreprises du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics ;
 - la note de service n°000017/NS/MINMAP/SG/DGMI du 10 février 2022 relative au traitement des dossiers des demandes d'autorisation des procédures dérogatoires de régie et exceptionnelles de gré à gré ;
 - les arrêtés portant création de **dix-huit (18)** nouvelles Commissions de Passation des Marchés dont celles des Universités d'Ebolowa, de Bertoua et de Garoua respectivement par arrêtés n°168/A/MINMAP, n°169/A/MINMAP et n°170/A/MINMAP, tous du 13 juin 2022 ;
 - les actes de sanctions à l'encontre des acteurs reconnus coupables de mauvaises pratiques ou de manœuvres frauduleuses dans la passation et l'exécution des marchés publics.
- Les sanctions de **146** acteurs dont **96** entreprises en termes de résiliation de marchés et suspension de la commande publique, et **50** acteurs pour fraude, faux et usage de faux dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics.
 - Le **top 5 des Départements Ministériels** est constitué du MINMAP, MINSEP, MINCOM, MINHDU et du CONSUPE.
 - Le **top 5 des Projets/Programmes** est composé du C2D-CFPS, C2D-EDUCATION, CEPS-BID, PADI-DJA et le PARF CAFE.
 - Le **top 10 des Établissements Publics** regroupe le CNRPH, Université de Buea, ENSTP, FODECC, Palais des Congrès, API, ENAM, HGOPY, MIRAP et ARSEL.
 - Le **top 3 des Régions pour les Services Déconcentrés de l'État** comprend l'Extrême-Nord, Adamaoua et Nord.
 - Le **top 3 des Régions pour les Collectivités Territoriales Décentralisées** se résume à l'Adamaoua, Sud et Nord-Ouest.